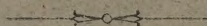


UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

ET

LE DROIT INTERNATIONAL



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Mardi 27 Novembre 1900

PAR

M. LOUIS DIMOUX-DIME



LYON

LIBRAIRIE A. COTE

ADRIEN EFFANTIN, SUCCESSEUR,

8, Place Bellecour,

—
1900

LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

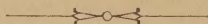
ET

LE DROIT INTERNATIONAL

LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

ET

LE DROIT INTERNATIONAL



THÈSE POUR LE DOCTORAT

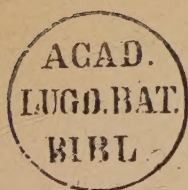
SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Mardi 27 Novembre 1900

PAR

M. LOUIS DIMOUX-DIME



LYON

LIBRAIRIE A. COTE

ADRIEN EFFANTIN, SUCCESSEUR,

8, Place Bellecour,

—
1900

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☞, professeur honoraire.

THALLER, I. ☞, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil.

ROUGIER, ✱, I. ☞, professeur d'Economie politique.

COHENDY, ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.

BARTIN, ☞, professeur de Droit civil.

APPLETON (Jean), ☞, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, professeur d'Histoire du droit.

BOUVIER, professeur adjoint, chargé des cours de Science et de
Législation financière.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire de doctrines,
économiques.

HUVELIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

BECQ (A.), ☞, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. PIC, I. ☞, professeur, *président*;

BROUILHET, agrégé, *assesseur*;

HUVELIN, agrégé, —

LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

ET

LE DROIT INTERNATIONAL

CHAPITRE PREMIER

SECTION PREMIÈRE

Les origines.

La République Sud-Africaine est de formation relativement récente. Son existence diplomatique ne remonte qu'à l'année 1852, date à laquelle les Anglais la reconnurent à la convention de Sand River. A cette époque même existaient encore trois républiques bien distinctes, Potchestrom, Zoutpansberg et Lydenburg, qui se fondirent en une seule, vers 1860 seulement, sous l'influence de Prétorius.

Cette nouvelle nation, comme du reste tout l'ensemble de l'Afrique australe, n'est qu'un produit plus ou moins éloigné du génie colonial de la Hollande.

Ainsi que le démontre M. Paul Leroy-Beaulieu, dans son ouvrage *de la Colonisation chez les peuples modernes*, ce n'était pas l'idée de fonder un peuple nouveau et une civilisation nouvelle qui animait les hardis Européens qui, vers le déclin du seizième siècle et à l'aurore du dix-septième, commencèrent à courir le monde à la recherche de la fortune.

Ils n'avaient pas l'intention de s'établir, de se fixer dans leur pays d'adoption, de *settler*, d'après l'expression an-

glaise ; leur seul désir, leur seule volonté était de faire fortune et de revenir dans leur mère patrie aussi rapidement que possible. Ce n'était, en d'autres termes, que des chercheurs d'or, des aventuriers tels que ceux de la Californie, du Klondyke et du Transvaal.

Cependant quelques-uns de leurs établissements furent stables, en toute première ligne la colonie du Cap (1).

Cet établissement est une des plus vieilles et plus anciennes colonies, dans le vrai sens du mot. Il faut remonter jusqu'en 1652 pour en découvrir l'origine.

Vers l'année 1652, en effet, quelques centaines de familles hollandaises vinrent s'y fixer dans l'intention de se livrer à l'agriculture et à l'élevage. Quelques années plus tard, en 1685, des réfugiés protestants, des huguenots, chassés de France par la révocation de l'édit de Nantes, cherchèrent une nouvelle patrie en Hollande, mais furent souvent, contre leur volonté même, envoyés au Cap. Ils vinrent augmenter et renforcer la petite colonie d'émigrants déjà fixés dans le pays, et ne tardèrent pas à s'y fondre et à y disparaître complètement, plus rapidement que l'on ne pourrait croire, parce qu'il leur fut défendu de prêcher en français et d'enseigner cette langue à leurs enfants.

De la population blanche actuelle du Transvaal, 120 mille habitants environ, on suppose qu'un tiers environ, soit 40.000, sont les descendants directs de ces vieux huguenots. Leur origine est encore reconnaissable non seulement dans leur structure et leur tempérament physique, mais dans leurs noms bien français, Joubert, Turenne, de Villiers, Duplessis, Dutoit, Malherbe, et tant d'autres. De leurs ancêtres, ils conservèrent le courage, l'amour du travail, et cette moralité sereine qui leur assurèrent bien-

(1) Découverte du cap de Bonne-Espérance par Vasco de Gama, 1497.

tôt, au milieu de cette population d'humeur rigide et protestante, un rôle important. Leur industrie contribua pour une large part au développement économique de la colonie. Ce sont ces réfugiés français qui introduisirent au Cap la culture de la vigne, et importèrent dans l'Afrique australe les plants qui devaient rendre célèbres plus tard les crus de Constance.

Les Anglais ne perdaient pas de vue, cependant, le développement économique vraiment remarquable du Cap.

Ils n'attendaient qu'une occasion favorable pour rappeler une proclamation datant de 1670, d'après laquelle ils prétendaient à une possession régulière des territoires hollandais dans l'Afrique du Sud. Ils crurent l'occasion favorable, et, en 1780, une flotte anglaise, sous les ordres de Johnston, tenta un coup de main sur le Cap ; c'est à l'intervention énergique et rapide de la flotte française commandée par Suffren qu'il faut rapporter l'honneur d'avoir empêché l'occupation anglaise. Une deuxième attaque, en 1782, aboutit également à un échec. La troisième tentative devait aboutir. En 1795, profitant d'une révolte partielle des Hollandais du Cap, de l'occupation de la Hollande par Pichegru, de l'état de l'Europe alors troublée et en pleine fermentation sous l'influence des idées révolutionnaires (1), les Anglais tentèrent une nouvelle attaque. Ce fut sous le fallacieux prétexte de soutenir les intérêts et les droits du prince d'Orange.

La flotte anglaise de l'amiral Elphinstone et les troupes de débarquement du général Craig attaquèrent la ville du Cap et s'en emparèrent, après une courte mais glorieuse résistance. Le général Craig fut nommé gouverneur et les territoires hollandais déclarés colonies anglaises.

(1) Traité de la Haye (16 mai 1795). Proclamation de la République batave.

Quelques années plus tard, à la paix d'Amiens (1802), le Cap fut restitué à la République batave, et les Anglais se réembarquèrent.

Leur absence, malheureusement, ne devait être que de courte durée. Dès 1803 (13 mars), à la suite de la Déclaration d'Addington, la paix d'Amiens était rompue, et la guerre sur le continent et sur les mers recommençait entre la France et l'Angleterre. Elle devait durer douze ans.

SECTION II

La conquête anglaise.

Le 4 janvier 1806, une flotte anglaise apparut devant la ville du Cap ; le général anglais, sir David Baird, à la tête de six régiments, somma la ville du Cap de se rendre, mais en vain. Deux jours plus tard, le 8 janvier, la défaite des Hollandais à Blaawberg emportait les dernières espérances des partisans de la domination hollandaise ; le 10 janvier, la ville du Cap capitulait. C'en était fait de la puissance hollandaise dans l'Afrique du Sud. Le résident hollandais, général Janssens, était remplacé, et depuis lors le drapeau anglais flotte sur le château ou ancien fort qui domine la ville du Cap. Le second traité de Paris (1815) sanctionnait diplomatiquement le fait accompli et la cession de la colonie du Cap à l'Angleterre.

On doit avouer qu'au point de vue purement économique, le régime anglais donna un nouvel et bienfaisant essor à la colonie. A cette époque, la colonie comptait environ 62.000 habitants (22.000 Européens, presque tous Hollandais, 26.000 esclaves indigènes et 14.000 Hottentots, dans une sorte de demi-esclavage), dont le commerce avec

l'Angleterre et les Indes orientales se développa d'une façon rapide et continue (1).

C'est de cette époque aussi que date la haine qui a toujours divisé les Hollandais et les Anglais dans l'Afrique du Sud.

Les Boers (2) regardèrent toujours d'un très mauvais œil la domination anglaise, non seulement par crainte d'une immixtion trop grande de l'autorité gouvernementale et métropolitaine dans leurs propres affaires, mais aussi et principalement parce que la politique anglaise allait trop souvent contre les intérêts directs des colons. Ce fut surtout la question du traitement à appliquer et de la conduite à suivre vis-à-vis des indigènes qui excitèrent le plus les colères et les ressentiments du peuple boer.

Les Boers, en effet, leurs colonies les plus reculées surtout, avaient beaucoup à souffrir des incursions des indigènes hottentots d'abord, plus tard, et, dans l'Est, des Cafres. Tant que la connaissance et la pratique des armes à feu fut ignorée des indigènes, le danger, bien que considérable, n'était pas insurmontable, la supériorité numérique des agresseurs devait céder et céda, en fait, le plus souvent, à l'armement perfectionné et moderne des Boers. Le jour où ces peuplades guerrières eurent entre leurs mains les fusils et les carabines que leur vendaient les Anglais, la proportion cessa d'être la même et, trop souvent, les descendants des Hollandais durent se frayer un chemin, souvent une retraite, les armes à la main. Ils se perfectionnèrent, il est vrai, dans l'usage de la carabine, et les Anglais devaient s'en apercevoir plus tard.

(1) John Nixon : *History of the Transvaal*.

(2) Le mot boer vient du hollandais bor, bur, qui veut dire paysan (guem). C'est encore l'expression dont on se sert dans le Nord de la France, à Lille, par exemple, pour désigner les habitants des campagnes voisines.

De plus, les Boers craignaient toujours les tendances anglaises visant à la suppression radicale de l'esclavage chez les indigènes et à l'égalité de droit entre les Hottentots, les gens libres de couleur et les blancs. Ce fut peut-être là, au point de vue purement politique, la plus grande faute de la politique anglaise dans l'Afrique du Sud.

Ajoutons la jalousie anglaise, qui ne voyait dans les goûts d'indépendance des Boers que des germes de rébellion et de tentatives pour la formation de républiques et de colonies indépendantes. Il n'y eut pas de poste avancé des Boers dans l'hinterland du pays que les troupes anglaises n'essayassent de ramener et de soumettre à la domination de la couronne.

Dans cette lutte, qui dura plus d'un demi-siècle, les Anglais n'usèrent pas seulement de la force des armes. Trop souvent ils eurent recours à l'aide des indigènes, les armèrent et les soulevèrent contre les Boers. Et c'est un fait digne de remarque que la première rencontre à mains armées entre les Anglais et les Boers, devenus sujets de la couronne anglaise, eut pour cause les mauvais traitements infligés par un fermier boer, du nom de Frédéric Beznidenhart, à un indigène, son esclave. Les troupes anglaises, naturellement, conservèrent l'avantage, et les exécutions de Slagters Nek furent la première étape anglaise du calvaire boer.

Slagters Nek ne fut, pour ainsi dire, qu'un symptôme, mais un symptôme plein de menaces, celui d'une différence et d'un abîme qui allèrent toujours grandissant entre les nationalités gouvernantes et les nationalités gouvernées, entre les oppresseurs et les opprimés, dans leur manière de voir et de faire vis-à-vis des indigènes.

Les Boers, en effet, vis-à-vis des indigènes, invoquaient trop souvent leurs intérêts économiques : les Anglais, au

contraire, n'oubliaient pas le point de vue humanitaire. Ce contraste, d'ailleurs, n'est pas particulier à la colonisation anglaise dans l'Afrique du Sud; les mêmes différences se sont produites et se produisent encore de nos jours dans diverses colonies; pour être plus juste, l'on peut dire partout où les Européens, dans leur œuvre de colonisation, se sont trouvés en face d'indigènes aborigènes. Ce n'est un mystère pour personne qu'une des plus grandes difficultés de notre colonisation en Algérie a été, dans le passé, et est encore, de nos jours, la conciliation des intérêts si opposés, dans nombre de cas, des indigènes et des colons.

Il est inutile de dire qu'aucun des deux partis en présence n'abandonna ses idées et sa manière de voir. Mais ce fut en 1829 seulement que les Anglais, pour la première fois, proclamèrent bien haut leur intention formelle de donner aux Hottentots et aux gens libres de couleur les mêmes droits qu'aux blancs (1).

Ce fut un soulèvement d'indignation et d'intérêts chez les Boers. Cette mesure, pourtant, ne devait être réalisée qu'en 1833, sous l'influence de Fowel Buxton, de Clarkson et de Macaulay. Au mois d'août de cette année, en effet, le Parlement anglais, dans une session mémorable, vota l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies anglaises, tout en adoptant le principe d'une indemnité à accorder aux propriétaires d'esclaves.

Le montant de cette indemnité accordée à titre de dédommagement fut fixé au tiers de la valeur marchande de la propriété esclave; et, bien que l'abolition de l'esclavage, de l'aveu même du ministère anglais, ne dût avoir lieu que peu à peu et par suite d'affranchissements progressifs, il est historique qu'elle s'effectua d'une façon radicale.

(1) Abolition de l'esclavage : Angleterre 1834, Suède 1846, France 1846, Hollande 1856, Etats-Unis 1862.

A cette époque, il devait y avoir, au Cap, environ 35.000 esclaves, représentant une valeur marchande de livres 3.000.000 environ (75.000.000 de francs), dont le tiers, livres 1.200.000, devait revenir aux propriétaires d'esclaves. C'était un fort beau denier, et nul doute que la population boer ne se fût très rapidement accommodée du nouvel état de choses, s'il ne s'était pas glissé dans la répartition de l'indemnité tant d'injustices et de malversations. C'est un fait officiel et prouvé par nombre de rapports, que l'on retrouve encore dans les archives anglaises, que les agents chargés de la répartition des fonds alloués à titre de dédommagement violèrent trop souvent les principes d'intégrité et s'approprièrent une partie importante des montants à distribuer.

Ce changement radical dans la nature de la main-d'œuvre employée devait avoir des conséquences économiques considérables, tout au détriment économique des Boers. C'était la suppression d'une main-d'œuvre sans doute peu productive, mais peu coûteuse et d'un rendement sûr, à laquelle on substituait le travail libre, plus producteur certainement, mais aussi plus cher, et d'un recrutement incomparablement plus difficile dans ces contrées sauvages, où le blanc, à peine arrivé, se croit déjà son maître et un petit roi. C'était aussi la reconnaissance officielle de l'importance économique, politique et numérique des indigènes. C'était certainement un progrès dans la civilisation, mais aussi un recul momentané dans la colonisation de l'Afrique du Sud.

Privés de leurs libertés, dépouillés de la plus grande partie de leur richesse, animés de la haine contre l'envahisseur et soutenus par la lecture de la Bible, les Boers alors commencèrent vers des contrées meilleures cet exode qui devait durer près d'un demi-siècle, et qui, d'étape en étape,

de calvaire en calvaire, devait enfin les conduire non à l'indépendance et à la liberté, mais bien à une guerre sans issue, et à la disparition en tant que nationalité libre et indépendante.

Si l'on admire leur courage, si l'on s'étonne de leur constance, l'on n'a, pour éclairer sa religion, qu'à lire le manifeste que Pieter Retief, le premier de leurs grands chefs, lançait à son départ de la colonie et qui résume en quelques lignes l'histoire des Hollandais dans l'Afrique du Sud sous la domination anglaise.

« On se plaint, lit-on dans ce factum, du malaise et de la misère des campagnes par suite de la suppression de l'esclavage, on se plaint des pertes énormes qu'a causées l'émancipation des esclaves, on se plaint des lois nouvelles sur l'indigénat, on réclame contre l'inépuisable système de rapines et de déprédations des indigènes, on déplore la façon dont certaines personnes (les missionnaires anglicans) sèment la haine contre les populations boers, sous le manteau de la religion. »

Voici enfin comment se termine ce manifeste, que l'on ne saurait trop étudier :

« Nous avons la ferme volonté de maintenir les principes de liberté dans quelque pays que nous allions, et comme nous ne voulons pas souffrir d'esclaves parmi nous, de même nous tenons à conserver toute leur force aux lois nécessaires à la répression de la criminalité et indispensables à la maintenance et à la sauvegarde des différences entre le maître et le serviteur. Nous déclarons en outre solennellement que nous quittons à tout jamais la colonie du Cap, animés du désir de mener une vie plus libre et plus calme. Nous ne voulons être à charge à personne, non plus que dépouiller personne de son bien. Mais, si l'on nous attaque, nous saurons défendre jusqu'à la mort

notre vie et nos biens. Nous sommes convaincus que le gouvernement anglais ne peut rien exiger de plus de nous et nous permettra de nous gouverner nous-mêmes, à l'avenir, en pleine liberté. »

Le gouvernement anglais, hâtons-nous de le dire, ne partageait aucunement cette manière de voir, et, dès le début de l'émigration, il essaya par l'intermédiaire du gouverneur d'alors, lord Napier, d'empêcher l'exode des Boers hors des frontières de la colonie.

Ce n'est pas notre intention et il ne saurait rentrer dans le cadre de cet ouvrage de suivre le peuple boer dans toutes ses aventures et sur tous les chemins de l'exil et de l'émigration. Nous nous contenterons seulement de rappeler les grands faits de son exode.

SECTION III

L'émigration boer.

Le mouvement d'émigration commença, à proprement parler, de 1834 à 1836. Les premiers Boers qui quittèrent la colonie traversèrent les rivières de l'Orange et du Vaal, et se répandirent dans les pays d'au delà. Un plus grand nombre chercha son indépendance dans les contrées qui devaient plus tard former la colonie de Natal, mais ne trouva la paix et le repos qu'après une série de combats longs et ininterrompus contre les indigènes menés par leurs chefs, dont le plus redoutable fut longtemps Dinguan, prince des Zoulous. Weenen, Buschmanns-Flux, Pieter-Maritzburg rappellent pour les Boers des souvenirs tristes et glorieux. Mais c'est en vain que dans le district du Vaal les Boers cherchèrent un abri loin du gouvernement anglais.

Andries Prétorius, dont le nom revient à chaque page des premiers chapitres de l'histoire boer, dota la république nouvelle du Natal d'un Volksraad (1) et des mesures propres à assurer la sécurité des colons.

Le 14 février 1840, dans une proclamation solennelle, les Boers déclarèrent prendre possession des territoires du Natal, y compris la baie de Sainte-Lucie. Le nouvel état se plaçait sous la protection du roi de Hollande, espérant que le gouvernement anglais reculerait devant une prise de possession devenue, diplomatiquement parlant, si difficile. Il n'en fut rien : les Anglais, pas plus alors qu'actuellement, n'étaient gens à se laisser arrêter par de pareils scrupules. Déjà, au mois de novembre de la même année, le gouverneur du Cap, alors lord Napier, avait déclaré, dans un édit promulgué officiellement dans toute la colonie, que les émigrants boers restaient toujours sujets anglais, et n'avaient aucun droit de fonder dans les territoires envahis un Etat indépendant. Il terminait en les menaçant d'une occupation militaire. Mais ce fut seulement plus d'un an et demi plus tard que cette menace se réalisa et qu'il fut procédé méthodiquement à l'occupation du Natal, d'abord par le capitaine Smith, ensuite par le lieutenant-colonel Cloete et les troupes de débarquement de la frégate *Southampton*.

Le 12 mars 1843, la république du Natal était purement et simplement annexée au territoire anglais.

Une fois de plus donc et de nouveau les Boers émigrèrent en grand nombre. Le cœur serré et l'esprit inquiet, ils allèrent vers l'ouest, sous la conduite de Prétorius, et trouvèrent en deçà des Drackensberg, dans les contrées fertiles qu'arrosent les rivières du Vaal et de l'Orange, les

(1) Volksraad : réunion des représentants de la nation en Parlement. Actuellement il y a en deux (art. 1, loi du 23 juin 1890).

colonies fondées quelques années auparavant, vers 1830, par leurs compatriotes et coreligionnaires, qui s'y étaient fixés en grand nombre. Renforcés rapidement par un afflux considérable et constant de nouveaux émigrants, les Boers alors fondèrent dans les territoires envahis, et d'après le modèle de la République du Natal, l'Etat libre d'Orange.

Ils espéraient encore trouver sur ce sol fertile la liberté et l'indépendance si désirées loin du joug anglais, et avec elles le repos fertile et colonisateur leur permettant de se livrer en paix à la culture et à l'élevage. Ils étaient encore bien loin cependant de voir réaliser leurs désirs.

La guerre, qui éclata en 1846 entre les Anglais et les Cafres, obligea, en effet, les Boers à recourir plusieurs fois aux armes et à repousser par la force les bandes disciplinées et dévastatrices des Cafres (1).

Les Anglais, après avoir pris les mesures les plus énergiques et réprimé par la force le soulèvement des Cafres, se virent et se sentirent suffisamment forts pour n'avoir rien à craindre d'une rébellion boer; ils annexèrent purement et simplement l'Etat libre d'Orange.

C'est en vain que les Boers invoquèrent la foi des traités; il ne fut tenu compte en rien de leurs protestations. Ils recoururent donc à la force, et, soutenus par plusieurs chefs cafres, attaquèrent les Anglais le 29 août 1848, près de Bloemplats, sous la conduite de Prétorius. Les armes anglaises demeurèrent victorieuses, et il ne resta plus aux Boers qu'à se soumettre aux exigences des Anglais ou à chercher pour la troisième fois une nouvelle patrie.

Un grand nombre d'entre eux se résolut à ce dernier parti. Conduits par Prétorius, ils allèrent dans les pays au delà du Vaal, où s'étaient fixés déjà beaucoup de leurs

(1) Seidel, *Transvaal*.

coreligionnaires. Là, sur le versant occidental des Drakensberg, entre les rivières du Vaal et du Limpopo, sur les hauts plateaux d'une fertilité rare et traversés par de riches et nombreuses rivières, au milieu de profondes forêts, les Boers courageux et amoureux de leur liberté trouvèrent pour la quatrième fois une nouvelle patrie qu'ils appelèrent pays du Transvaal.

Déjà, quelques années auparavant, un certain nombre de Boers fixés dans le Natal avaient, sous la direction de Hendrik Potgieter, traversé le Vaal et s'étaient fixés dans le pays qui est devenu le district de Potschefstrooms. Le chef des Matabélés, Moselehatse, dont les hordes sauvages dévastaient alors tout le Transvaal, dut céder devant l'armement supérieur des Boers; il se retira plus au nord, au delà du Limpopo; c'est son fils et successeur Hobengula qui, plus tard, devait causer tant de difficultés aux Anglais.

Les Boers s'étaient à peine établis dans le Natal qu'ils durent craindre l'immixtion des Anglais. Le gouverneur de la colonie du Cap, Sir Georges Napier, lança en effet une proclamation officielle qui rendait justiciables des tribunaux anglais toute personne habitant au sud du 25^e degré de latitude sud.

Les Boers se retirèrent encore plus au nord, dans l'Ohrigstad, le Zoutpansberg et le Lydenburg. Ils y fondèrent de nombreux établissements, et y vécurent sans organisation d'aucune sorte, réunis seulement par l'intérêt commun qui les forçait à s'entr'aider contre les attaques des indigènes.

Pourtant, sous l'afflux des émigrants de la colonie du Cap et du Natal, ils devinrent bientôt plus nombreux, et avec le nombre plus forts, si bien que, conscients de leur valeur, ils se réunirent, en 1844, en un *Wolksraad*, à

Potschefstrom, et s'unirent par une sorte de constitution de trente-trois articles. C'est à ces colons que se joignirent les bandes d'émigrés que conduisait Prétorius vers 1848.

Presque immédiatement après son arrivée, Andries Pretorius fut nommé commandant général, ce qui d'ailleurs eut pour résultat d'amener une séparation d'avec Potgieter et ses partisans.

Pretorius eut l'instinct et l'intelligence de la situation ; son premier acte fut de conclure un accord avec les Anglais. Après de longues et laborieuses négociations, il réussit à signer avec le gouvernement anglais un traité qui, du nom de l'endroit où il fut conclu, porte dans l'histoire le nom de « Sand River Convention » (traité de la Rivière des Sables).

Ce traité, daté du 17 janvier 1852, reconnaissait l'indépendance complète du Transvaal, et c'est à lui, à proprement parler, que commence l'histoire de la République Sud-Africaine.

Nous n'en esquisserons que les grandes lignes, laissant à d'autres plus autorisés le soin de raconter tout au long l'histoire de la nouvelle république. Nous nous contenterons de caractériser en quelques lignes les idées et les gestes de ses présidents. L'histoire d'un pays neuf n'est souvent que l'histoire du chef ; qu'il soit empereur, roi ou président, il absorbe en quelque sorte l'individualité de la nation.

SECTION IV

La République Sud-Africaine.

Prétorius, Burger et Kruger incarnent en quelque façon l'histoire de la République Sud-Africaine, et en lisant leurs biographies, il semble qu'on pénètre jusque dans tous leurs replis les origines du Transvaal.

Martinus Wessels Prétorius, le premier président de la nouvelle République, apporta, dans l'exercice de la magistrature suprême de son pays, les mêmes qualités de fermeté et de volonté qui devant l'ennemi, devant l'Anglais l'avaient désigné comme grand chef aux suffrages de ses concitoyens.

Dominé de l'esprit religieux et protestant des Hollandais, il essaya d'isoler son pays et de le défendre contre l'invasion lente et progressif, mais continu et toujours croissant, de l'émigration étrangère, anglaise et allemande.

Il fut défendu par la loi à tout étranger d'être propriétaire de terrains ou de mines; et c'est seulement à la découverte successive des mines de diamants de Kimberley (1867), et des mines d'or de Taty et de Lydenburg qu'on dut la suppression de cette nouvelle barrière chinoise.

Vis-à-vis des indigènes, il continua dans la même politique que ses ancêtres, et combattit de tout son pouvoir l'idée de leur accorder l'égalité de droits avec les blancs.

Ce fut aussi la même pensée qui lui fit susciter toutes sortes d'embarras et de difficultés aux missionnaires catholiques. On raconte même que Livingstone eut à souffrir lui-même de ces sentiments hostiles.

Quant à l'esclavage, le point de vue anglais triompha. La convention de Sand River en 1852 maintint et une proclamation de Prétorius, de 1859, consacra son abolition.

Cette première présidence cependant ne se passa pas sans incidents. Il semble inutile de rappeler ici les nombreux combats et longues difficultés que les Boers eurent avec les indigènes en 1853, 1854 et 1857. N'oublions pas cependant que Prétorius fut destitué et remplacé momentanément par Schoeman, comme président.

Enfin, une politique financière manquant d'ordre et de suite, différentes faiblesses lors de règlements de frontières,

achevèrent de dépopulariser Prétorius, et il suffit d'un vote du Volksraad, en 1871, pour le forcer à se démettre.

Son successeur fut T.-T. Burger, un pasteur protestant de l'église réformée hollandaise, qui devait son nom et sa réputation à ses théories hétérodoxes.

Il fallut, pour permettre son élection, supprimer une loi du Transvaal qui défendait à tout étranger d'être nommé président.

Mais ce qui lui valut peut-être son élection, ce qui en tout cas mérite de fixer l'attention, c'est que lui, le premier, eut l'idée et préconisa le système d'une vaste république hollandaise qui aurait embrassé tous les états, petits et grands, de l'Afrique du Sud. Il est donc, à proprement parler, l'initiateur du parti et du mouvement « afrikander », et c'est à lui qu'il faut en reporter tout l'honneur.

Son élection était un coup droit porté à l'influence anglaise, et c'est ce qui explique le dédain avec lequel le traitent tous les historiens anglais; ils le représentent comme une espèce d'original et d'illuminé dont la douce folie consistait à combattre partout les idées et les tendances anglaises. Il avait sans aucun doute trop présumé de ses forces, surtout de celles de ses concitoyens; mais son grand tort est de n'avoir pas vu la disproportion entre les moyens dont il disposait et les difficultés du but à atteindre. Il se méprit et se trompa grossièrement, il est vrai, mais après tout son erreur est excusable. Trente ans plus tard, il fût devenu un grand homme, un Bismarck au petit pied, un Kruger peut-être, et ses idées, au lieu d'exciter l'étonnement de ses concitoyens et la risée de ses ennemis, les eussent remplis les uns d'admiration, les autres d'inquiétudes.

Il est certain que, dans ses projets les plus hardis, dans

. (1) Merensky. *Histoire de la République Sud-Africaine*.

ses entreprises les plus osées, son insupportable orgueil et sa vanité sans borne furent souvent les uniques et vrais motifs de sa conduite. Il n'en est pas moins vrai qu'il sacrifia fortune et santé en cherchant à réaliser ses projets, ce qui prouve au moins qu'il était sincère, même dans ses théories.

Il dut à son éloquence naturelle une grande part de ses succès, et s'il échoua le plus souvent dans ses entreprises, c'est qu'il manquait de sens pratique et de l'expérience de la vie. Ses mérites pourtant n'en demeurent pas moins incontestables, et les services qu'il rendit à son pays ne peuvent s'oublier. C'est lui qui remit de l'ordre et de la régularité dans les finances de la République. C'est lui qui la dota, à proprement parler, de ses premières institutions judiciaires et administratives.

Tout au contraire de son prédécesseur Prétorius, il s'efforça de gagner son pays aux idées et à la civilisation européennes et n'eut ni trêve ni repos que les plans du chemin de fer allant à la baie de Delagoa ne fussent approuvés par le Volksraad. Son idée n'était pas seulement de faciliter aux émigrants des deux mondes l'accès des hauts plateaux transvaaliens, il voulait surtout affranchir son pays de l'influence anglaise et le mettre en communication directe et rapide avec le reste du monde. Pour faire aboutir cette entreprise, il eut à surmonter des difficultés de toute sorte, financières et politiques, et n'hésita pas à entreprendre un long voyage en Europe, afin d'y trouver les ressources nécessaires.

Ce fut l'instant que ses ennemis choisirent pour l'attaquer et le dénoncer, et l'esprit public lui était déjà si franchement hostile que, dans nombre de villages, on refusa de payer l'impôt.

A toutes ces difficultés intérieures vinrent bientôt s'ajou-

ter les dangers d'une invasion étrangère. Au nord-est c'étaient les Bapedi, à l'est les Amaswasi, au sud les Zoulous sous la conduite de Ketschenayo, qui menaçaient les frontières de la république. Et en face de tant de dangers accumulés, qu'opposer? Des finances misérables, des institutions militaires dont il est inutile de parler, et enfin un président dont les talents domestiques et d'administrateur sont hors de doute, mais dont l'énergie et la volonté laissaient tout à désirer.

L'occasion était donc unique, et les Anglais, qui n'avaient jamais cessé de regarder le Transvaal d'un œil d'envie et n'avaient pas abandonné leurs anciennes aspirations à la domination de la République Sud-Africaine, ne pouvaient trouver de moment plus favorable pour accomplir leurs desseins. Ils comprirent de suite tous les avantages que leur réservaient les circonstances et n'hésitèrent pas un instant à user de la situation. Le prétexte destiné à justifier l'intervention anglaise fut vite trouvé.

Les Anglais adoptèrent ce point de vue qu'un état dépourvu de ressources et marchant à la banqueroute, tel que la République Sud-Africaine, était et constituait un danger d'ordre public et permanent pour les colonies anglaises de l'Afrique du Sud, danger que les autorités anglaises avaient le droit, le devoir même, d'écarter, fût-ce par la force. Quelque antipathie qu'on puisse avoir contre les Anglais, et bien que leurs descriptions de l'état de la République Sud-Africaine fussent trop poussées au noir, on doit avouer pourtant qu'il y avait beaucoup de vrai et de juste dans leurs dires; quant à admettre complètement leur théorie et à se rallier à leur point de vue, ce serait leur faire trop d'honneur (1).

(1) Nixon, *The complete Story of the Transvaal*.

Sir Theophilus Shepstone, le native secretary du Natal, fut chargé par lord Carnarvon, alors secrétaire d'état aux affaires étrangères, d'étudier et de rechercher les causes, la nature et les développements de cet état de malaise et de troubles dont souffrait la République du Transvaal. Il fut même autorisé à annexer, le cas échéant, tout ou partie des territoires transvaaliens au domaine de la reine; cette annexion, cependant, ne devait s'exécuter qu'avec l'assentiment des populations.

En janvier 1877, sir Theophilus Shepstone se rendit donc, accompagné seulement de vingt-cinq hommes de la police montée, auprès du président Burger. Le président ne protesta que pour la forme contre les intentions du ministre anglais, et ce dernier, soutenu par une pétition boer, couverte de plus de 2.500 noms, alors que la population boer comptait alors seulement près de 8.000 électeurs, n'hésita pas à frapper un coup décisif : le 12 avril 1877, le Transvaal fut annexé à l'Angleterre.

Pour être juste envers le gouvernement anglais, il faut reconnaître que la séparation passive et docile du Volksraad sans avoir rien décidé, la protestation platonique du président, et enfin l'attitude calme et plutôt heureuse de la population, firent croire aux officieux que l'annexion n'était pas vue d'un trop mauvais œil. Quant à la façon dont l'opinion anglaise accueillit l'annexion du Transvaal, il est facile de la deviner à qui connaît tant soit peu les idées et les mœurs anglaises. Ce ne fut pas de l'enthousiasme, mais il n'y eut point d'indignation; les Anglais la regardèrent comme un acte de justice envers eux-mêmes et un acte de bonté et de générosité vis-à-vis du Transvaal.

Merensky, dans son *Histoire de la République Sud-Africaine*, adopte complètement la théorie du ministère anglais; l'annexion du Transvaal trouve pour lui sa justi-

fication dans ce fait que la République Sud-Africaine constituait un danger permanent et d'ordre public pour les colonies anglaises environnantes.

Si l'on veut aller au fond des choses et ne pas se payer de mots, on ne peut que regretter l'hypocrisie avec laquelle les Anglais agirent dans toute cette affaire. Au lieu de rappeler le droit du plus fort, comme le firent plus tard les Allemands après la guerre franco-allemande, ils invoquèrent de soi-disant prétextes de liberté et d'humanité, et se prétendirent en état de légitime défense, pour cacher simplement un acte de spoliation.

Les Boers, au début, ne ressentirent aucune aversion, en tous cas, eurent bien soin de cacher toute aversion vis-à-vis l'annexion anglaise, et si Kruger et Jorissen partirent pour Londres à la tête d'une députation, lord Carnarvon, qui les reçut d'ailleurs avec beaucoup d'amabilité, n'eut pas de peine à les éconduire poliment, sans rien promettre ni rien changer à l'état de choses et à la nature de ses instructions.

Les Anglais, d'ailleurs, s'efforcèrent de gagner les sympathies populaires par une série de mesures destinées à remédier au malaise général : attribution et dotation immédiate de près de trois millions de francs aux services publics ; réduction des impôts et des taxes ; nombreuses marques de déférence envers les fonctionnaires, et d'une façon générale envers l'élément boer.

Malheureusement, ce système d'administration ne fut que de courte durée, et sir Shepstone se hâta de le changer. Des officiers de la couronne anglaise ne tardèrent pas à remplacer les fonctionnaires boers ; les réformes et les institutions promises par lord Carnarvon se firent attendre, et enfin le Volksraad n'en fut plus convoqué.

Les Boers, qui croyaient conserver, même sous la domi-

nation anglaise, le droit de se gouverner d'après leurs propres lois et suivant leur propre volonté, s'aperçurent bientôt que tous les pouvoirs, tant administratifs que judiciaires et politiques, étaient entre les mains des autorités anglaises. On dit même, et nous n'avons pu savoir si ce fait reçut un commencement d'exécution, que la langue anglaise dut remplacer en principe la langue hollandaise, alors presque seule en usage dans le Transvaal.

L'administrateur anglais sir Theophilus Shepstone commit faute sur faute. Il ne s'entoura que d'Anglais, et n'eut d'autre souci que d'étendre, au profit de la couronne anglaise, les territoires transvaaliens. Peut-être aussi peut-on lui reprocher de n'avoir compris en rien le caractère et l'esprit boers.

C'était, il est possible, sa nationalité et son tempérament seuls d'Anglais qui l'empêchaient de comprendre et de saisir les désirs de ses administrés.

Cependant le mécontentement ne faisait que croître et augmenter ; et il devenait d'autant plus dangereux qu'il lui était impossible de se donner libre cours dans le Volksraad sous des formes légales. Il commença à revêtir des formes révolutionnaires : des réunions se tinrent où on se livra à des attaques à fond et passionnées contre le gouvernement anglais ; et le remplacement de sir Theophilus Shepstone par sir Michael Hicks-Beach ne contribua en rien à pacifier les esprits. Le 4 avril se tint, à Doornfontein, une réunion imposante par le nombre des assistants. On y attaqua le régime anglais, on y commenta les résultats d'un plébiscite désastreux pour les Anglais, et enfin on y réclama à grands cris l'octroi d'une constitution libre. On y vota enfin par acclamation l'envoi à Londres d'une députation boer, afin de protester contre l'annexion ; Kruger et Joubert devaient en être les chefs officiels.

C'est en vain que sir Michael Hicks-Beach s'efforçait cependant d'obtenir du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères l'octroi d'une constitution plus libérale; on ne lui donnait que des réponses évasives, et sir Bartle Frère s'excusait en disant que son temps était pris par les soins qu'exigeait la guerre contre les Zoulous et contre les Cafres.

Les Anglais eux-mêmes d'ailleurs commençaient à douter de la justice de leur cause et de la durée de leur domination au Transvaal; l'administrateur anglais demandait en vain aux Boers, par l'intermédiaire de Kruger, l'aide de leurs armes pour résister aux indigènes soulevés. On ne lui répondait que par des fins de non-recevoir; on osait même lui proposer le marché: le refus de marcher de la part des Boers ou la déclaration d'indépendance. C'est en vain qu'on envoya un gouverneur plus énergique, le colonel Lanyon.

Vigoureux, résolu, ne s'attardant pas à discourir ni à discuter, ç'aurait été l'idéal d'un gouverneur dans une colonie purement militaire ou bien dans les Indes; au Transvaal et au milieu des circonstances actuelles, ce ne pouvait être qu'un danger. En fait, on est obligé de reconnaître que ses manières brusques et militaires, son ton de commandement froissèrent et irritèrent la population, et l'abîme entre les gouvernants et les gouvernés ne fit que s'accroître (1).

Le 18 mars, dans une nouvelle assemblée populaire, l'assistance, composée de jeunes gens, décida en principe le soulèvement contre le régime anglais, et les négociations, conduites successivement par le colonel Lanyon et sir Bartle Frère, ne purent aboutir à un résultat quelconque.

Ce fut peut-être, il est vrai, la faute du ministère anglais; sir Bartle Frère n'était pas rentré au Cap, en effet, que le

(1) H. Klössel, *Die Südafrikanischen Republiken*, Leipzig, 1890.

commandement en chef de l'Afrique du Sud lui était enlevé par télégramme, et qu'on en chargeait sir Garnet Wolseley, général d'un grand renom déjà.

Le premier soin du nouveau gouverneur fut d'affirmer dans une proclamation solennelle que c'étaient la volonté et l'intention de Sa Majesté que le Transvaal fût et restât, pour l'heure et pour l'avenir, une partie intégrante des possessions de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud.

La constitution d'un conseil exécutif n'améliora en rien la situation, et les actes de brigandage et de rébellion devinrent si fréquents que sir Garnet Wolseley dut faire renforcer son corps d'occupation anglais par des renforts de la métropole.

Le 10 décembre, le 6 avril, nouvelles assemblées révolutionnaires. Sir Garnet Wolseley, revenu victorieux d'une courte expédition contre les Zoulous et leur chef Sekukuni, se croit encore assez fort pour affirmer, en portant un toast dans un banquet offert par la colonie anglaise, « que s'il est un fait, c'est que les Anglais sont à Prétoria, qu'ils y sont et qu'ils y resteront ».

« Aucun gouvernement, aucun parti, ajoute-t-il, fussent-ce les whigs ou les tories, les libéraux, les conservateurs, ou les radicaux, n'oserait abandonner le Transvaal. Le voudrait-il que le peuple anglais ne le leur permettrait pas. » Non content de cette énergique déclaration, il accusait ouvertement les Boers d'avoir excité Sekukuni à la rébellion. « C'était, terminait-il, à l'éternelle agitation des Boers contre l'administration anglaise qu'il fallait attribuer le refus jusqu'alors d'une constitution libérale. »

Cependant il travaillait de son côté et mettait tous ses efforts pour obtenir l'octroi d'un régime meilleur. Mais il était malheureusement trop tard, et ce fut avec des rires et des sarcasmes qu'on accueillit le décret promulguant

une nouvelle constitution, dont la principale nouveauté consistait en un conseil législatif ou Assemblée délibérante composée d'officiers de la couronne anglaise, et de six membres élus, ainsi que d'un Conseil exécutif composé également d'officiers ou employés anglais et de trois membres élus. De plus, les droits des membres élus étaient restreints et diminués de la façon la plus fâcheuse. Il ne faut donc pas s'étonner que ce fantôme de constitution libre n'ait fait qu'irriter les Boers.

Cette faute politique ne fut pas la seule. Prétorius, qui avait convoqué le meeting monstre de Pardekraal, et Bok, fameux écrivain boer, et qui tous deux avaient agi plus loyalement du monde, furent arrêtés, emprisonnés et poursuivis pour crime de haute trahison. On dut les relâcher faute de preuves, et Wolseley, qui les avait fait arrêter, commit l'insigne maladresse d'offrir à Prétorius comme compensation un siège à l'Assemblée législative. Celui-ci, d'accord avec ses amis, refusa naturellement, ce qui ne contribua pas peu à faire ressortir la conduite politique vraiment chancelante et indécise du gouverneur. Quant aux causes déterminantes du soulèvement, ce furent le retrait des troupes anglaises hors de la République Transvaalienne, et la politique peut-être trop libérale de Gladstone. C'était alors en Angleterre la période des élections, et le parti antiimpérialiste gagnait chaque jour du terrain.

Au mois de mars 1880, le général sir G. Wolseley fut rappelé et remplacé comme haut commissaire pour l'Afrique du Sud par le général George Colley. La nomination du colonel Lanyon au poste d'administrateur du Transvaal fut confirmée. Wolseley s'était rendu très impopulaire, et son rappel fut considéré au Transvaal comme une satisfaction accordée aux Boers et une victoire de leurs amis d'Angleterre. Ce fut ce moment que l'on choisit pour rappeler les

troupes anglaises et dégarnir la frontière ; il ne resta que quelques bataillons concentrés à Prétoria et à Lydenburg.

Bien que cependant, durant ces événements, les choses en Angleterre eussent pris une tournure plus favorable pour les Boers, par suite de l'arrivée au pouvoir de leurs amis les libéraux, il n'en est pas moins vrai que Gladstone, en réponse à une adresse réclamant l'indépendance, envoyait au Cap un télégramme conçu en termes laconiques et disant que l'autorité de Sa Majesté la Reine sur le *Transvaal* ne pouvait cesser dans *quelques* circonstances que ce fût.

On promettait pourtant l'octroi d'une constitution aussi libérale que possible et on laissait aux Boers le droit le plus étendu de se régir eux-mêmes. On ne craignait pas non plus d'exciter les rancunes de la population par toute espèce de mesures vexatoires, telles que la rentrée rapide et forcée des impôts en retard, le déplacement et le renvoi des officiers ou employés suspects de nationalisme, leur remplacement par des personnes gagnées à l'influence anglaise.

Mais ce qui mit le feu aux poudres et précipita les événements ; ce fut l'ordre de la part de l'administration de payer immédiatement aux collecteurs des impôts les taxes en retard, qu'on avait négligé de réclamer depuis quelques années déjà.

Les Boers s'assemblèrent et décidèrent de résister par la force. Ce fut dans le district de Wakkerstroom qu'eut lieu la première rébellion. Cent dix paysans se refusèrent à payer l'impôt ; ce fut ensuite dans le district de Potchefstroom à cause d'un nommé Bezuidenhout. Puis ce fut une véritable trainée de poudre. La police d'abord, les quelques troupes anglaises laissées dans le pays, ensuite, ne suffirent plus ; il fallut appeler à l'aide des renforts des colonies voisines, des Indes et de la métropole.

Cependant, sous la direction de Kruger, de Joubert, de Prétorius, tous membres du précédent gouvernement, l'insurrection s'organisait ; les forces des insurgés s'armaient et se formaient en différents corps d'armée ; enfin le 16 décembre, anniversaire de la victoire boer sur Dingeman, roi des Zoulous, et au milieu des acclamations enthousiastes de la population, le drapeau de la nouvelle république était hissé pour la première fois ; ses plis, flottant librement, semblaient appeler à la liberté et à l'indépendance toutes les populations hollandaises de l'Afrique du Sud.

Il nous semble inutile de rappeler par le détail toutes les victoires des Boers sur les armées britanniques.

Bronkhorst Spruit, Potschefstroom, Heidelberg, Standerton, Laings Neks, Amajuba Berg, rappellent les principales victoires boers.

Quant aux causes et aux raisons qui amenèrent la défaite des Anglais et les succès des Boers, ce sont les mêmes qu'aujourd'hui, dans la nouvelle guerre du Transvaal : faut-il les rappeler ? Le caractère infiniment plus militaire et plus guerrier des Boers, leur endurance et leur discipline toutes protestantes, leur grande mobilité, leur adresse vraiment prodigieuse dans le maniement des armes à feu, leur enthousiasme patriotique et enfin la nature du sol (1).

Quant aux Anglais, leur manque d'énergie militaire, leur besoin de confortable, leur mépris et leur ignorance de l'art de la guerre, leur propre suffisance, leur insurmontable orgueil, et enfin leur manque d'ardeur patriotique les destinaient à être battus, à moins d'être en nombre infiniment supérieur,

Bref, après une série d'échecs inconnus jusqu'alors dans l'histoire des guerres coloniales, les Anglais, éclairés sur la valeur réelle des Boers par la défaite de l'Amajuba, se décidèrent à faire la paix.

(1) Merensky, *Histoire de la République Sud-Africaine*.

SECTION V

Les conventions de Pretoria 1881 et de Londres 1884.

Le 23 mars 1881 fut signé un traité de paix provisoire. En même temps, le gouvernement britannique envoyait dans l'Afrique du Sud, afin d'étudier et de préparer les voies à un traité définitif, une commission, composée de sir Hercules Robinson, sir Henry de Villiers, le grand juge de la colonie du Cap et sir Evelyn Wood. Ce sont les travaux de cette commission qui ont servi de base à la convention de Pretoria, qui fut signée le 3 août 1881 avec la république du Transvaal représentée par P. Kruger, M.-W. Prétorius et P.-H. Joubert.

On y déterminait d'abord les frontières de la République, on y réservait le droit au gouvernement anglais d'avoir à Prétoria un résident, chargé d'affaires et consul général en même temps, devant également veiller aux intérêts des indigènes. En outre, le gouvernement anglais se réservait le droit de passage pour ses troupes à travers les territoires de la république dans le cas d'une guerre avec une tierce puissance ou une tribu indigène révoltée. Mais sans contredire le point le plus important du traité était l'article par lequel la République Sud-Africaine concédait à l'Angleterre le droit de contrôle sur ses relations extérieures, jusques et y compris la conclusion des traités et les rapports diplomatiques avec les autres puissances, en ce que tout au moins tout le commerce diplomatique devait passer par l'intermédiaire des autorités anglaises. Nous étudierons dans la suite la signification et l'importance réelle de cette concession.

Il était ensuite pourvu aux intérêts des indigènes ; il leur

était permis de posséder et de disposer librement d'eux-mêmes et de leurs biens. A cet effet, on instituait une *Native Location Commission*, composée du président de l'Etat, du résident anglais et d'une troisième personne à désigner par les deux premières. Cette commission avait pour mission de déterminer et de diviser les terres allouées aux indigènes.

La liberté de conscience étant enfin reconnue et assurée.

Suivaient quelques articles dont l'importance était grande pour les étrangers.

Tous ceux qui s'étaient fixés au Transvaal depuis le 12 avril 1877 jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention étaient exempts de toute obligation militaire, à condition de se faire inscrire sur les registres du résident anglais.

Tous les étrangers reçurent le droit, en se soumettant à la législation du Transvaal, de se fixer au Transvaal, d'acquérir des biens, et d'y faire le commerce. De plus, les étrangers ne devaient être soumis à aucun impôt spécial ni pour leur personne, ni pour leur commerce. C'était ainsi briser l'obstacle si longtemps opposé à l'invasion pacifique du Transvaal par les Anglais, et leur laisser espérer d'arriver un jour, par des moyens pacifiques, au but si longtemps convoité de l'incorporation à la couronne anglaise.

D'ailleurs, il semblerait, à lire la convention de Prétoria, que ce ne sont que les Boers victorieux qui l'ont imposée aux Anglais battus, mais bien les Anglais victorieux qui consentent généreusement à laisser se reconstituer un Etat indépendant.

Néanmoins, malgré toutes ces imperfections, la convention de Prétoria consacrait un grand fait : l'indépendance du Transvaal. Il y était dit en effet, dans l'article 4, que le gouvernement de cet Etat, avec tous ses droits et obligations passait, à la date du 8 août 1881, au moins d'un

triumvirat, qui devait convoquer immédiatement un Volksraad, afin de faire ratifier la convention.

Il restait encore un point intéressant : les Anglais, par antipathie contre la désignation de République Sud-Africaine, eurent le soin, dans l'article 1^{er} de la convention, d'appeler le nouvel Etat : Etat du Transvaal. Les Boërs n'admirent jamais cette dénomination et, dès le 8 août, dans une proclamation officielle, ils se dénommaient : République Sud-Africaine.

Telle fut la convention de Prétoria qui, malgré des retouches et des changements, est restée, en somme, la loi fondamentale de la République Sud-Africaine au point de vue diplomatique.

Quant à ses conséquences pour les populations habitant alors le Transvaal, elles sont très discutables, surtout si on les envisage au point de vue anglais.

Un grand nombre de sujets anglais, les vrais loyalistes, émigrèrent dans les colonies anglaises, et ce qui étonne, c'est de trouver dans leurs rangs un certain nombre de Boërs ; c'étaient sans doute des partisans du gouvernement anglais que leurs sympathies trop prononcées et leur part trop active à la guerre désignaient à la haine et au mépris de leurs compatriotes.

Il avait bien été stipulé expressément dans la convention de Prétoria que personne ne serait inquiété pour ses idées politiques, ni pour ses faits et gestes durant la guerre, et qu'une indemnité serait payée aux victimes de la dernière campagne, mais trop souvent les membres de la commission royale ne prêtèrent qu'une oreille distraite aux réclamations des étrangers lésés, aussi bien des Anglais que des Allemands.

Ce fut seulement un an plus tard que le triumvirat cessa d'exercer la fonction gouvernementale et qu'eurent lieu les

élections de Kruger à la présidence de la République et de Joubert au grade de commandant général.

Prétorius se retira des affaires, et D. Jaissen fut nommé procureur général de la République. Kotzé, A. Boil, S.-J. du Toit, qui s'étaient distingués pendant et avant la dernière campagne, occupèrent de hautes fonctions dans le nouvel état. Leur tâche était difficile, et il ne leur fallut rien moins que leur courage et leur zèle pour le mener à bonne fin.

La commission royale avait estimé et fixé à près de deux millions de livres sterling la part de dettes qui incombait à la nouvelle République. Cette dette devait être amortie en 25 ans et porter intérêt à 3 1/2 p. cent. C'était donc un fardeau très pesant pour un Etat sans gros revenus ni grandes ressources.

On aurait pu, peut-être, aider au relèvement rapide des finances de la République par une série de mesures énergiques et conçues dans un esprit très large et très sympathique aux étrangers. Bien loin de là, le président Kruger s'efforça de dresser une véritable muraille de Chine autour de la République et d'y étouffer en quelque sorte tout esprit d'essor et d'indépendance. L'événement, on doit le reconnaître, devait plus tard lui donner raison et justifier toute une série de mesures qui n'avaient qu'un but, tout monopoliser dans la République. La poste, les voies de communication, les services et fournitures pour l'Etat, le commerce et l'industrie, dans la mesure du possible, tout fut monopolisé et devint une source de revenus pour le gouvernement de Prétoria. A toutes ces difficultés d'ordre intérieur s'ajoutèrent bientôt des dangers extérieurs; il fallut réprimer les révoltes des indigènes que soulevaient leurs chefs Sekukuni et Mampuru.

Néanmoins la nouvelle République sortit à son honneur

de toutes ces passes dangereuses, et si le gouvernement transvaalien décida alors l'envoi d'une ambassade en Angleterre, ce ne fut pas pour demander assistance, aide et protection, comme on l'a prétendu, mais bien pour de tout autres motifs : simplement pour obtenir la revision du traité de 1881.

Le docteur Jorissen, le premier envoyé, a raconté plus tard dans ses *Souvenirs du Transvaal*, ouvrage extrêmement intéressant et dont à notre connaissance il n'existe encore pas de traduction française, les causes et la nature de sa mission (1).

Des difficultés sérieuses et des divergences d'opinion s'étaient alors produites entre les deux gouvernements anglais et transvaalien, au sujet de l'affaire du Betchuanaland. Elles entrèrent dans une phase si aiguë et si dangereuse que le docteur Jorissen eut l'idée de profiter d'un voyage en Europe pour traiter l'affaire directement avec le secrétaire des colonies, alors lord Derby, et pour insister tout particulièrement sur la nécessité de reviser la convention de 1881.

Le président Kruger était complètement d'accord avec le docteur Jorissen, et s'il ne le munit pas des pouvoirs diplomatiquement nécessaires pour traiter, ce fut simplement pour lui éviter les inconvénients d'un refus officiel. D'ailleurs il se réserva, avant son départ, de les lui faire parvenir immédiatement en cas de réussite de sa mission.

Le docteur Jorissen raconte, et il y a tout lieu de le croire, que la question de la souveraineté nominale de l'Angleterre sur le Transvaal constitua le sujet le plus important et le plus longuement traité dans ses entretiens avec lord Derby.

(1) Jorissen, *Erinnerungen an Transvaal*, Berlin 1898.

Le ministre anglais reconnut tous les ennuis et les inconvénients de la situation de la République au point de vue diplomatique et internationale et alla même jusqu'à laisser comprendre qu'il ne se refusait pas à abandonner la suzeraineté purement nominale, de l'Angleterre. Bien que d'un caractère excessivement froid et d'allures très aristocratiques, il reçut l'envoyé boer avec beaucoup d'amabilité et plus de bienveillance qu'il n'en mettait d'ordinaire dans ses rapports avec les ministres étrangers.

Le docteur Jorissen, qui était en correspondance suivie et régulière avec son gouvernement, pouvait enfin, au mois de juillet 1883, télégraphier au Transvaal que le gouvernement de la Grande-Bretagne était prêt à recevoir les ministres plénipotentiaires de la République Sud-Africaine afin de traiter de la revision du traité de 1881.

Ce devait être le dernier succès du docteur Jorissen; quelques mois plus tard, il dut se retirer devant les intrigues de ses ennemis, malgré ses grands et indiscutables services.

On délégua à sa place P. Kruger, S. Smit et S.-J. du Toit, qui continuèrent les négociations dans le même sens et la même direction.

Le 24 février 1884 fut enfin signé le nouveau traité, qui abrogeait et remplaçait la convention de Prétoria, et qui porte le nom de convention de Londres. Nous en étudierons plus loin les conséquences au point de vue diplomatique.

Qu'il nous suffise de dire pour le moment que la suzeraineté de l'Angleterre y était en fait et en droit abrogée, et que le Transvaal y acquérait son indépendance diplomatique. Rappelons également que le ministère anglais comprenait alors Gladstone et Chamberlain.

Une certaine partie de la presse anglaise protesta vivement contre l'abandon des droits de l'Angleterre.

« L'abandon du Transvaal, écrivait Vixon, a rendu inutiles tous nos sacrifices en hommes et en argent. Au point de vue de l'humanité, ce fut un mal et non pas un bien. Il a introduit un état de rébellion latente parmi une grande partie de la population hollandaise du Cap. En voyant cette renonciation bienveillante, les Anglais de l'Afrique du Sud se sont demandé quels avantages ils tiraient d'appartenir à une nation qui n'était pas assez puissante pour les défendre, et dont le gouvernement préférait céder à des rebelles que défendre ses sujets. Elle a porté à l'influence anglaise dans l'Afrique du Sud un coup dont elle ne se relèvera jamais. »

Cependant tous ces succès diplomatiques n'aidaient en rien à surmonter les difficultés intérieures qui renaissaient toujours nouvelles et avec la même acuité.

C'était toujours le désordre dans les finances, la même pénurie de ressources, le même manque d'harmonie et d'union parmi les membres du gouvernement, cependant que Joubert se démettait de ses fonctions, ne pouvant faire prévaloir ses idées de progrès, et que Kruger continuait à appliquer ses théories réactionnaires. Subitement, comme à un coup de baguette, tout changea, tout se transforma ; l'argent afflua au trésor, le gouvernement plus heureux se ressaisit et s'unit dans un même sentiment patriotique contre l'étranger.

La découverte des premiers placers de la Moeder et de Sheba dans le district de Kaap, et des champs d'or du Witwatersrand, au sud de Prétoria, amena un tel afflux de population étrangère, attira tant de capitaux vivifiants dans le pays et agit d'une façon si vive et si active qu'elle transforma complètement le Transvaal.

Avec une rapidité surprenante, presque en une nuit naquirent des villes comme Barberton, Johannesburg

Les travaux de sondage et d'exploration entrepris immédiatement prouvèrent bientôt que le métal précieux se trouvait aussi dans d'autres parties de la République. L'industrie des mines qui se développa sous la direction presque exclusive des Européens, procura à l'Etat des revenus si importants que non seulement le gouvernement de Prétoria put amortir les impôts les plus pesants, mais qu'il lui fut possible d'entreprendre et de mener à bonne fin une série de travaux d'une utilité publique incontestable pour la République.

Ce fut d'abord la construction du chemin de fer entre Prétoria et la baie de Delagoa, dont l'idée, bien que jamais abandonnée, n'avait pas fait de progrès depuis le temps de Burger.

Grâce à un consortium formé de MM. Merarschalk, Groll, von den Wall, Chugsenons, le projet fut étudié, le tracé entrepris et la construction commencée.

C'est vers cette époque qu'il faut reporter le changement radical qui s'opéra dans les idées et la manière de voir du président Kruger.

Faut-il l'attribuer à l'impossibilité de résister efficacement à l'envahissement et à l'exploitation du Transvaal par l'étranger ? Faut-il supposer que la vue et l'étude plus rapprochée d'une civilisation meilleure, ou se prétendant l'être, agirent sur l'esprit du président ? En tout cas, il faut admettre un fait, c'est que de ce jour date dans les idées et les actions du président Kruger une transformation radicale.

C'est de cette époque-là également que date l'union plus étroite du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, union qui devait plus tard, dans des sphères bien différentes et sur des théâtres autrement importants, se montrer si féconde : nous voulons parler de la guerre actuelle d'indépendance

du Transvaal, où les troupes alliées des Boers et des Orangistes devaient défaire si souvent les troupes de la vieille Angleterre.

Avant d'aller plus loin et d'étudier la situation actuelle des étrangers au Transvaal, il nous semble indispensable d'examiner plus à fond la situation internationale et diplomatique de la République Sud-Africaine vis-à-vis de l'Angleterre.



CHAPITRE II

De la suzeraineté en général et de la prétendue suzeraineté de l'Empire britannique sur le Transvaal.

SECTION PREMIÈRE

DE LA SOUVERAINETÉ EN GÉNÉRAL : ÉTATS MI-SOUVERAINS, ÉTATS VASSAUX, ÉTATS PROTÉGÉS.

Quelle était la situation diplomatique et internationale de la République Sud-Africaine vis-à-vis de la Grande-Bretagne et des autres puissances avant la guerre actuelle ? Était-ce un état souverain ou bien non souverain ?

La question est d'une importance capitale non seulement pour les belligérants, mais aussi pour les puissances neutres.

Si l'on pense, comme le soutiennent la plupart des juristes et internationalistes européens, les Français et les Allemands notamment, Paul Leroy-Beaulieu, Arthur Desjardins, Mommsen, que le Transvaal était un état indépendant et souverain, l'on est obligé de dénier au gouvernement britannique le droit de refuser à ses adversaires la qualité de belligérants, comme il fut tenté de le faire au début de la guerre, avant les premiers succès des armées alliées du Transvaal et de l'Orange. Du même coup tombe la prétention première de l'Angleterre de refuser le caractère diplomatique et les avantages qui en résultent aux attachés militaires des puissances étrangères.

Quant à la déclaration de M. Prettyman déclarant coupables de haute trahison et assimilant à des rebelles les habitants des pays soulevés, ce n'est plus qu'une violente et injuste dérogation aux lois de la guerre. Enfin, et c'est peut-être, au point de vue politique, la chose la plus importante, si l'on admet, ce qui semble malheureusement le cas la victoire finale des armes anglaises, il est impossible de reconnaître au gouvernement britannique le droit de prendre, à l'issue de la guerre, les mesures dont il parle, condamnation pour haute trahison, déportation, exil, confiscation des biens, etc.

Il est donc d'une importance extrême, au point de vue purement juridique, de déterminer la situation exacte du Transvaal vis-à-vis de l'empire britannique, et rien ne facilite plus cette étude qu'un aperçu rapide et concis de la théorie de l'état au point de vue international.

Qu'est-ce qu'un état ? Qu'est-ce qui le constitue ?

En voici les quatre facteurs principaux, au dire de presque tous les internationalistes (1) :

1° Une réunion d'hommes assez nombreuse pour former par eux-mêmes une collectivité ;

2° Un territoire sur lequel ce groupe s'est établi d'une façon permanente et bien déterminée ;

3° Une autorité publique, suffisamment forte pour assumer le double pouvoir de gouvernement à l'intérieur, de représentation à l'extérieur ;

4° Enfin un but social, c'est-à-dire la conservation et le développement de la collectivité dans sa fonction politique et indépendante.

C'est la réunion de ces quatre facteurs qui constitue à l'Etat la personnalité juridique internationale, dont l'exis-

(1) Despagne, *Essais sur les protectorats*.

tence s'affirme dans les deux propriétés ou attributs suivants : la souveraineté externe et la souveraineté interne.

La souveraineté externe ou extérieure donne à un Etat le droit de s'affirmer comme personne morale, indépendante, souveraine, vis-à-vis des autres Etats ; de se faire représenter auprès d'eux par des agents diplomatiques et consulaires, de passer des traités sur un pied d'égalité, de faire la guerre librement pour attaquer ou se défendre, d'exiger le respect de son territoire, des intérêts de ses nationaux, et enfin de porter un titre et d'arborer un pavillon particulier (1).

Quant à la souveraineté interne ou intérieure, c'est le droit pour un Etat de régler, comme il l'entend, au moyen de ses lois et règlements, son gouvernement, son organisation, les rapports entre les divers éléments qui le composent, d'imposer chez lui l'application de ses lois et règlements à tous, nationaux et étrangers.

Ces deux aspects sous lesquels se manifeste l'indépendance d'un Etat, la souveraineté externe et la souveraineté interne, sont en corrélation étroite l'une de l'autre, en ce sens que la souveraineté externe ne saurait exister en fait sans la souveraineté interne. Mais il faut se garder de dire que la souveraineté interne implique nécessairement comme suite et corollaire la souveraineté externe.

L'Etat, en d'autres termes, suivant Lorimer, jouit d'une double liberté, en tant que personne morale et indépendante : liberté subjective, c'est la souveraineté interne ; liberté objective, c'est la souveraineté externe.

La réunion de ces deux facultés : souveraineté complète à l'intérieur, indépendance sans restriction à l'extérieur, constituent la condition normale d'existence de l'Etat.

(1) Despagnet, *Droit international public*.

conçoit néanmoins que, comme un individu, et en vertu même de son indépendance pleine et entière, un Etat puisse consentir à une restriction ou à l'aliénation de l'une ou l'autre de ses facultés, et aliéner son indépendance. Ce n'est plus alors qu'un Etat mi-souverain. Il en est de même d'un Etat qui, souverain et indépendant en principe, dépend cependant d'une autre puissance dans l'exercice de certains droits essentiellement inhérents à la souveraineté interne ou à l'indépendance dans les rapports extérieurs.

Pour bien se rendre compte de la mi-souveraineté et en comprendre toute l'importance, il faut en étudier les conséquences au double point de vue interne et externe.

Le plus ordinairement, et au point de vue interne, l'état de mi-souveraineté n'altère en rien le droit, pour un Etat, de régler comme il entend ses affaires intérieures. Tout au contraire, au point de vue extérieur, l'indépendance de l'Etat mi-souverain n'existe plus, des restrictions ou limitations lui sont imposées par les autres puissances. Il existe toute une gradation lente et compliquée dans la situation des Etats mi-souverains ou protégés (1).

Ce qui constitue le caractère distinctif de l'Etat mi-souverain, c'est l'abandon qu'il fait à un ou plusieurs autres Etats du droit d'exercer pour lui certaines de ses facultés. Il n'y a donc pas mi-souveraineté quand un Etat, bien qu'acceptant en fait certaines restrictions dans sa liberté, continue d'agir par lui-même.

Ainsi l'Etat placé en neutralité perpétuelle, la Belgique, par exemple (traité du 15 novembre 1831), n'est pas un Etat mi-souverain ; de même certaines servitudes internationales, si lourdes soient-elles, telles que le paiement d'un tribut dans certains cas, n'altèrent pas la souverai-

(1) Engelhardt : *Considération sur les Protectorats*.

neté de l'Etat. (Paiement d'un tribut par les Etats-Unis d'Amérique aux Etats barbaresques.)

On pourrait également caractériser l'Etat mi-souverain en faisant remarquer que l'Etat mi-souverain cède l'exercice de certaines de ses facultés d'une manière générale, permanente et complète ; la Tunisie, par exemple, a cédé, vis-à-vis de la France, le contrôle complet de ses relations extérieures, tandis que la délégation momentanée et bien spécifiée d'un droit particulier n'altérerait pas la notion de souveraineté. Malgré toutes les distinctions de fait et de droit pouvant exister dans la situation des Etats mi-souverains, on peut tous les ramener à deux types bien différents : les Etats vassaux et les Etats protégés.

La vassalité a pour origine « la reconnaissance de la part d'un Etat qu'il tient son indépendance et sa souveraineté d'une autre puissance à laquelle il se soumet plus ou moins en vertu de cet aveu même et dont il accepte la supériorité par un simple hommage honorifique ou investiture ou par l'abandon de l'exercice de certains de ses droits ».

Quant à la tutelle ou curatelle qu'un Etat, vivant déjà d'une vie propre, et ne tenant son indépendance que de lui-même, consent à donner sur tout ou partie de ses actes à un autre Etat, moyennant la sauvegarde de ses droits et de ses intérêts, c'est le protectorat.

La vassalité est essentiellement caractérisée par les quatre signes extérieurs suivants (1) :

- 1^o Le paiement d'un tribut ;
- 2^o L'absence d'une diplomatie distincte ;
- 3^o L'obligation de fournir au suzerain, en cas de guerre, un contingent armé ;

(1) M. Pic. (in *Journal de droit international privé de Saint-Petersbourg*, 1897). *Le droit des gens en 1895*.

4^e Enfin, l'investiture. C'est, du reste, le signe propre et distinctif de la vassalité, celui que rien ne peut remplacer et qui existe ou dont on retrouve la trace dans tous les Etats vassaux.

Ces conditions existent, en fait, à la fois, dans la plupart des cas de vassalité ; mais il arrive parfois, soit par l'effet du temps, soit même en vertu du pacte originel, que l'une d'elles disparaisse, ou n'existe pas, sans que les relations de vassalité s'altèrent en rien de ce fait.

Ainsi en était-il du royaume de Naples, qui resta vassal du Saint-Siège jusqu'en 1818, et des Etats du Saint-Empire, vassaux de l'Empereur ; ces Etats n'étaient tenus qu'à l'observation d'un certain respect, de certains égards vis-à-vis du suzerain, en un mot, à la reconnaissance de la tenure, suivant l'expression féodale.

Quant à la Bulgarie et à l'Egypte, leur situation est tout à fait exceptionnelle et mérite une étude spéciale.

Le traité de San-Stefano (3 mars 1878) avait créé une principauté de Bulgarie, comprenant la Roumélie et la Macédoine, s'étendant du Danube à la mer Egée, de la mer Noire à la Serbie, sous la suzeraineté de la Porte, mais avec un prince chrétien et une armée autonome.

¶ Au Congrès de Berlin, qui aboutit au traité du même nom (juin-juillet 1878), le nouvel Etat de Bulgarie, trouvé trop grand, fut divisé en trois tronçons : la partie au nord des Balkans forma la principauté vassale de Bulgarie ; le pays bulgare au sud devint la province turque autonome de Roumélie Orientale, la Macédoine fut rendue à l'empire ottoman.

Cette séparation factice ne dura pas. Les deux Bulgaries se réunirent (1885), malgré la Porte, malgré l'Europe, malgré l'opposition armée de la Serbie, vaincue à Slivnitza par le prince Alexandre de Battenberg. Quelques mois

plus tard, une révolution militaire suscitée par la Russie forçait d'abdiquer le prince de Battenberg (août 1886), et Ferdinand de Saxe-Cobourg était élu prince de Bulgarie.

Au point de vue de la souveraineté interne, l'autonomie législative, judiciaire et administrative de la Bulgarie n'empêche pas qu'en droit le prince régnant doit être confirmé par la Porte avec l'assentiment des puissances ; ce qui caractérise l'état mi-souverain, l'état vassal.

Quant à l'indépendance extérieure et à la direction des affaires diplomatiques, la Bulgarie en est complètement dépourvue, tout au moins d'après la lettre des traités ; l'exercice de ces droits est confié à la Turquie (art. 8 du traité de Berlin).

La Bulgarie, de par le traité de Berlin, est donc vassale et maintenue en état de mi-souveraineté vis-à-vis de la Porte.

Quant à l'Egypte, on connaît les événements qui ont amené l'occupation anglaise. Une insurrection militaire, provoquée par le colonel Arabi, dans le but d'écarter les étrangers et de rendre l'Egypte aux Egyptiens, amena des massacres d'Européens à Alexandrie, comme la révolte des Boxers en Chine amène des massacres à Pékin. Aussitôt, la flotte anglaise bombardra cette ville (1882, 13 juillet), le général Volseley battit Arabi-Pacha à Kanassin et à Tell-el-Kébir, s'empara du Caire et rétablit le khédivé Tewfik (septembre 1882). En réalité, l'Angleterre allait gouverner sous son nom.

Ces événements n'ayant, de l'aveu même des Anglais, rien changé à la condition internationale de l'Egypte telle qu'elle a été fixée par les puissances en 1840 et 1841, c'est la convention de Londres (1840) qui règle la situation.

Des dispositions de cette convention, il résulte que l'Egypte est un état vassal et tributaire de la Porte. En effet, le khédivé doit recevoir l'investiture du sultan ; cette

investiture peut lui être retirée, comme elle le fut pour Ismaïl-Pacha ; l’Egypte doit un tribut à la Porte. Les consuls étrangers y reçoivent l’exequatur de Constantinople. De plus, toutes les relations extérieures de l’Egypte ont lieu par l’intermédiaire de la Turquie, dont toutes les conventions internationales s’appliquent de plein droit à l’Egypte.

Néanmoins, et c’est ce qui prête à confusion, l’Egypte est une personnalité distincte dans les rapports internationaux. Le khédive, en effet, peut passer seul des traités de commerce et contracter des emprunts ; de plus, l’Egypte a le droit de législation passif, en ce que les consuls généraux accrédités auprès du khédive ont le caractère d’agents diplomatiques.

Le protectorat britannique en Egypte n’a donc qu’une valeur de fait, et n’existe pas au point de vue du droit international.

Quant au protectorat, d’origine et d’essence bien anciennes, puisque Rome et le moyen âge l’ont connu et pratiqué, les puissances colonisatrices du dix-neuvième siècle en ont fait leur principal moyen de pénétration et d’influence.

Le caractériser d’une façon complète et précise est bien difficile ; ce n’est, somme toute, qu’une forme éloignée ou, pour mieux dire, perfectionnée de l’annexion. C’est la mainmise d’une puissance sur une autre, la subordination la plus complète d’un Etat à un autre. Voici la définition qu’en donne Despagne :

« Le protectorat est le lien contractuel établi entre deux Etats, en vertu duquel l’un, tout en n’entendant tenir que de lui-même son existence, comme puissance souveraine, cède à l’autre l’exercice de certains de ses droits de souveraineté interne ou d’indépendance extérieure, à la charge,

par ce dernier, de le défendre contre les attaques internes ou externes auxquelles il pourrait être en butte, et de l'aider dans le développement de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts.

Cette définition, bien qu'elle fasse confusion entre les diverses espèces de protectorat, est excellente, en ce sens qu'elle donne tout ensemble l'origine, la nature et les effets résultant de cet état de mi-souveraineté que l'on appelle le protectorat.

Son origine ou, en d'autres termes, les causes qui lui donnent naissance, sont de nécessité toute contingente et peuvent, d'une façon générale, se ranger sous les chefs suivants (1) :

1° Préoccupation de sauvegarder l'équilibre international et d'éviter qu'un Etat, trop faible pour se défendre seul, ne soit absorbé par un autre plus fort, dont la puissance ainsi accrue serait un danger.

C'est la cause de presque tous les protectorats d'origine un peu lointaine : la Confédération du Rhin jusqu'en 1814, les îles Ionniennes avant 1864. Dès que les puissances intéressées, dont l'envie et la jalousie respectives maintiennent et sauvegardent l'indépendance de ces petits pays, ont réussi à mettre d'accord leurs intérêts, ce qui n'est d'ordinaire qu'une question de partage bien entendu, ces Etats protégés disparaissent sans coup férir.

2° La seconde cause des protectorats est certainement d'essence plus désintéressée, plus généreuse ; c'est la volonté de certains grands Etats d'affranchir certaines populations d'un joug odieux, et de leur garantir, sous la forme du protectorat, la condition nouvelle qui leur est faite.

(1) Engelhardt, *Considérations sur les Protectorats.*

C'est à ces sentiments de sympathie et de désintéressement, mêlés de beaucoup d'intérêt, que les Etats actuellement indépendants de la presqu'île des Balkans : la Roumanie et la Serbie (traité de Berlin 1878) et les provinces privilégiées de la Turquie (la Roumélie orientale, l'Arménie, la Crète) doivent leur indépendance ou leur situation privilégiée.

3^e Enfin, et c'est la forme sous laquelle le protectorat se manifeste de nos jours, le besoin de colonisation et d'expansion de certains Etats ont créé les protectorats de colonisation et protectorats administratifs.

Si l'on change de critérium et que l'on examine maintenant les divers protectorats, non plus au point de vue des causes qui les ont produits, mais bien dans leur nature même, telle qu'elle est déterminée par l'analyse de leur origine et leur but politique ou juridique, l'on reconnaît immédiatement qu'il y a trois sortes de protectorats :

- Les protectorats de sauvegarde ou de garantie ;
- Les protectorats véritables ou du droit des gens ;
- Les pseudo-protectorats.

Il est évidemment impossible d'assimiler à des traités de protectorats les traités de garantie accessoire qui consistent essentiellement et seulement dans l'engagement pris, par une ou plusieurs puissances, d'assurer l'exécution d'un traité conclu entre deux ou plusieurs États, ou de prendre la responsabilité de son inexécution ; cette garantie n'a rien du protectorat, ce n'est qu'une caution.

Mais, bien que la similitude ne soit pas parfaite, et qu'à l'examen on découvre des différences notables, il existe une grande analogie entre les traités de protectorat et les traités de sauvegarde ou de garantie principale, dont l'objet jusqu'à présent a été l'un des quatre suivants :

- La neutralité perpétuelle de certains pays ;

L'indépendance et l'intégrité territoriale de certains autres ;

Le maintien d'une forme de gouvernement ;

La sauvegarde des droits de certaines populations dans un État d'ailleurs indépendant.

Quoi qu'en aient dit certains auteurs, la garantie principale semble presque se confondre avec le protectorat, au moins dans tous les cas où il s'agit d'un objet relatif à la condition d'un État pris en lui-même, son intégrité territoriale par exemple, et quand elle comporte l'obligation de faire respecter cette condition comme de la respecter. Il y a cependant des différences qui empêchent la confusion ; mais si l'on va au fond des choses et que l'on poursuive son examen, on s'aperçoit que ces différences sont plus apparentes que réelles, et correspondent à des mots plutôt qu'à des faits.

Voici quelques-unes de ces différences essentielles : dans le traité de garantie, l'objectif direct est le plus souvent l'avantage de l'État garant ; le protectorat, au contraire, du moins dans son essence, a toujours pour objet, ostensiblement, tout au moins, la défense des intérêts d'ordre intérieur ou diplomatique du pays protégé ; d'autre part, l'obligation morale de défendre l'État garanti, même lorsqu'elle est imposée, est infiniment moins forte que celle de défendre l'État protégé dans le protectorat.

Si la garantie collective accordée au Luxembourg, en 1867, a failli amener la guerre, la garantie collective de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Suède, accordée au Danemark par le traité du 7 mai 1852, n'a pas empêché le démembrement de ce petit pays, pas plus que la garantie collective des traités du 30 mars et du 15 avril 1856, en faveur de l'empire ottoman, n'a maintenu en 1878 l'intégrité territoriale de la Turquie.

Tout au contraire, il semble que dans les véritables protectorats, ou protectorats du droit des gens, genre Tunisie et Annam, l'Etat protecteur est moralement obligé de prendre fait et cause, et par les armes mêmes, le cas échéant et si nécessaire, pour l'Etat protégé.

Ce n'est pas là, néanmoins, dans cette obligation qu'il faut chercher le véritable et seul critérium du protectorat du droit des gens. Ce qui le caractérise, c'est qu'il suppose essentiellement un rapport d'Etat à Etat, et un contrat synallagmatique intervenu entre eux deux. Il se produit alors entre l'Etat protecteur et l'Etat protégé un échange d'avantages bien caractérisés : l'Etat protecteur obtient le bénéfice de l'influence politique, des relations économiques privilégiées, ou même de l'exploitation directe de certains biens ou de certains services dans le pays protégé; celui-ci obtient en retour la promesse qu'il sera défendu dans son intégrité territoriale, aidé et dirigé dans son développement économique et politique.

Tels sont les protectorats de la France sur l'Annam, 1874, et la Tunisie, 1881.

Enfin, à côté et au-dessous des protectorats de sauvegarde ou de garantie, et des véritables protectorats du droit des gens, se trouve une série de situations que l'on qualifie, d'une façon générale, de protectorats, mais qu'il est plus juste de dénommer simplement pseudo-protectorats. Ce sont des situations très complexes qu'il est difficile de classer, et qui sont le produit du hasard quelquefois, de l'histoire coloniale des peuples modernes le plus souvent.

On trouve d'abord les innombrables conventions passées avec les chefs indigènes, qui reconnaissent l'autorité nominale de l'Etat protecteur et lui accordent des avantages, des facilités, ou simplement des garanties au point de vue

économique. Ce ne sont en somme que des occupations déguisées et fictives, s'appliquant à des territoires où ne se manifeste aucune organisation politique ayant le caractère d'un Etat.

D'autres fois, les pseudo-protectorats consistent en une organisation assez précise et accentuée, bien que rudimentaire, pour qu'on y reconnaisse de véritables occupations réelles ; ce qui les différencie alors et les distingue immédiatement des véritables protectorats du droit des gens, c'est qu'ils s'appliquent, somme toute, à des territoires sans maître, ou plus exactement sans Etat organisé ; on en trouve un exemple dans l'organisation de 1895 pour l'Afrique occidentale française.

Enfin, on trouve une troisième forme de pseudo-protectorat dans la substitution à un Etat indépendant organisé d'un Etat nouveau avec une nouvelle forme de gouvernement, témoin le Dahomey.

Quant aux modifications qu'entraîne le protectorat pour l'Etat protecteur et l'Etat protégé, dans le cas d'un véritable protectorat ou protectorat du droit des gens, elles sont nombreuses et variées.

Bien que l'Etat protégé (nous ne nous plaçons que dans le cas où il s'agit d'un véritable protectorat, c'est-à-dire d'un protectorat diplomatique ou du droit des gens) demeure un Etat proprement dit dont le territoire ne se confond pas avec celui de son protecteur et en reste complètement distinct, il subit en fait et peut subir en droit une restriction plus ou moins complète dans l'exercice de sa souveraineté intérieure et extérieure.

Ce n'est pas que cette idée ait triomphé de suite, et non sans que de graves confusions aient été commises à ce sujet soit dans la doctrine, soit dans la jurisprudence, soit même dans des documents diplomatiques instituant ou confirmant des protectorats.

En fait, il arrivera souvent que les choses se passeront comme si le territoire de l'Etat protégé était incorporé à celui de l'Etat protecteur ; mais en droit il est inadmissible qu'un Etat qui vient de traiter, au sens du mot dans le droit international, avec un autre Etat, puisse être considéré comme une fraction du dernier ; le traité, pacte originel du protectorat et les traités qui le suivent d'ordinaire empêchent juridiquement la nationalisation d'une terre étrangère.

Il n'en est pas moins vrai que le protectorat apporte des restrictions considérables aux droits de souveraineté du pays protégé.

L'immixtion de l'Etat protecteur dans l'exercice de la souveraineté interne de l'Etat protégé se manifeste soit au point de vue législatif, droit d'administration intérieure des provinces, mainmise du protecteur sur toute transformation législative ou réglementaire, et toute transformation des services publics de l'Etat protégé (Tunisie), soit au point de vue de la juridiction civile et pénale.

Bien que la juridiction du pays protecteur dans le territoire du pays protégé soit absolument distincte de ce dernier le pays protecteur prend toujours ses mesures afin que son prestige et sa suprématie ne laissent pas ses sujets ou les étrangers relever d'un Etat qui est lui-même son subordonné.

Quant aux droits de souveraineté extérieure du pays protégé, ils sont sinon supprimés radicalement, du moins considérablement amoindris et restreints.

Bien que, en droit, on puisse concevoir qu'une puissance accorde à une autre son protectorat, sans que cette dernière lui confère le contrôle de l'exercice de ses relations extérieures, il faut avouer néanmoins que ce fait ne s'est encore présenté, et ne se présentera que rarement. (Monaco).

Cependant il ne faut pas faire de cette condition l'élément essentiel du protectorat, comme on serait trop souvent tenté de le faire ; ce n'en est qu'une conséquence logique et ordinaire, rien de plus. Il n'y a qu'une chose qui soit vraiment essentielle et de la nature même du protectorat, c'est l'obligation pour le protecteur de défendre le pays protégé.

L'immixtion ou, pour mieux dire, la substitution du pays protecteur au pays protégé au point de vue de la souveraineté externe se manifeste de façons bien diverses.

C'est la puissance protectrice qui exerce le droit de légation actif du pays protégé ; quant au droit de légation passif, le plus ordinairement le traité originel le laisse en partie tout au moins au pays protégé. De même pour les *exequatur* à accorder aux consuls ou ministres étrangers.

Quant à la conclusion des traités par le pays protégé, il est incontestable qu'en droit le pays protégé conserve sa nationalité et, par suite, sa personnalité juridique, lui permettant de s'obliger et de traiter. En fait, il est bien rare que le pays protecteur lui laisse prendre quelque initiative et quelque responsabilité à ce sujet. En réalité, c'est le traité de protectorat qui réglera et déterminera uniquement ces attributions respectives.

Il est plus aisé, semble-t-il, de rechercher, d'une manière absolue et générale, le caractère de l'état d'hostilité entre le pays protecteur et le pays protégé. Bien que l'état de guerre ne soit qu'une exception et ne survienne que bien rarement entre deux puissances liées par un traité de protectorat, le fait s'est produit ces dernières années, et à plusieurs reprises, notamment entre l'Italie et l'Abyssinie, la France et Madagascar, la France et l'Annam ; l'Angleterre, dans la guerre actuelle contre les républiques sud-africaines, a fait tous ses efforts pour assimiler cette lutte à une guerre entre pays protecteur et pays protégé.

Il est évident que le protectorat ne peut plus subsister quand les hostilités éclatent ; le traité qui l'établit est dénoncé par le fait même, mais il est impossible d'assimiler le pays protégé en lutte contre son protecteur à un insurgé ; ce serait lui refuser le caractère d'État, la personnalité internationale que le traité même de protectorat suppose et affirme.

Il serait donc injuste de traiter les soldats du pays protégé en révoltés, et de leur appliquer toutes les rigueurs de la loi pénale contre l'insurrection. Pratiquement, d'ailleurs on n'a jamais songé à pousser à l'extrême l'application de cette théorie, si ce n'est par exception seulement, et dans certaines circonstances tout à fait exceptionnelles où il s'agissait de faire impression sur des populations sauvages (Tonkin, Madagascar).

SECTION II

1° De la prétendue suzeraineté de l'empire Britannique sur la République Sud-Africaine.

Les quelques considérations qui précèdent étaient nécessaires pour juger la situation diplomatique du Transvaal vis-à-vis de l'Angleterre avant la guerre actuelle.

La bataille de Majuba-Hill eut lieu le dimanche 27 février 1881. Dans les négociations qui précédèrent la paix, et qui avaient eu des préliminaires de la part du gouvernement anglais, lord Kimberley, alors secrétaire d'État pour les colonies, essaya d'amener les Boers à soumettre leur cas sans réserve aucune à une commission nommée par la reine. Le dimanche 20 mars 1881, après le service religieux, les

Boers se rassemblèrent autour de M. Kruger, du président Brand, de l'Etat libre, et du Dr Jorissen. M. Jorissen lut solennellement la « troisième Proclamation » rappelant les mots de Guillaume d'Orange : « Plutôt une patrie ruinée et dévastée que pas de patrie, » et sa déclaration : « Si vous voulez prendre notre pays, prenez-le ; mais que ce soit sur nos cadavres et les cendres de nos foyers. » C'est dans cet esprit que le jour suivant les Boers se rencontrèrent avec sir Evelyn Wood, sir Redvers Buller et leurs collègues (1).

Ce furent les préliminaires de Laings-Neck, dont le docteur Jorissen dans ses souvenirs a noté jour par jour, heure par heure, presque toutes les phases successives, et qui se terminèrent par la signature d'un protocole dont le passage le plus important stipulait que les termes définitifs d'un traité de paix seraient arrêtés d'un côté par les représentants des Boers, de l'autre par une commission anglaise nommée par la reine (2).

Bien que les conditions de la paix entre la République Sud-Africaine et l'Angleterre eussent été fixées et déterminées dans le protocole de Laings-Neck, il restait encore beaucoup à faire avant de restituer le Transvaal à ses premiers propriétaires.

Bien que la Commission royale eût subi de profondes altérations en ce qui concernait ses droits et fonctions, l'idée fixe de Downing Street était d'en faire une sorte de tribunal jugeant de la paix en souverain et sans appel, et non pas une réunion d'arbitres ou représentants de chaque pays chargés d'arrêter les termes définitifs d'un traité de paix.

C'est dans cet esprit que le 5 avril 1881 fut nommée une commission comprenant sir Hercules Robinson, sir de

(1) Theal G. Me. Call, *History of South Afric.*, 1878, London.

(2) Jorissen : *Erinnerungen au Transvaal*.

Villiers, et sir Evelyn Wood, chargée de faire une enquête diligente et complète dans toutes les questions et affaires concernant le sort définitif du Transvaal, suivant les instructions qu'elle aurait à recevoir.

Ces instructions, télégraphiées jour par jour à la Commission royale anglaise, et telles que nous les avons parcourues dans les différents Livres Bleus anglais, indiquent bien nettement l'état d'esprit prévalant alors à Downing Street, malgré les récents événements.

Après avoir rappelé les termes de paix agréés à Laings Neck les instructions énumèrent diverses matières au sujet desquelles les vues du gouvernement anglais sont bien nettes. Parmi ces questions figurent :

1^o La détermination d'une ligne frontière dans le territoire connu comme l'Heate Cronward ;

2^o Le paiement de la dette publique du Transvaal ;

3^o La reconnaissance des actes accomplis légalement par le gouvernement anglais, durant l'occupation britannique.

Une liberté complète d'action, était-il ajouté, sera accordée au gouvernement transvaalien, en tant que cette liberté ne sera pas incompatible avec les droits expressément réservés à l'Etat suzerain.

« Le terme suzeraineté, expliquait plus loin lord Kimberley a été choisi comme celui désignant le plus convenablement et le plus clairement la supériorité d'un Etat sur un autre Etat possédant des droits indépendants de gouvernement sujets à certaines réserves pour des matières bien déterminées. »

Il y a dans ce langage une limitation distincte du contrôle à exercer par le gouvernement anglais, et cette limite distincte a eu une grande importance quelques années plus tard.

Les instructions discutaient ensuite la possibilité et les

avantages de distraire de l'annexion certaines provinces faisant actuellement partie de la République Sud-Africaine.

Il y a une certaine ironie à voir le gouvernement anglais, qui devait plus tard entreprendre une longue guerre d'extermination contre les Zoulous, prendre prétexte des querelles entre Boers et Zoulous, et de la nécessité de les prévenir, pour empêcher l'annexion des territoires de Walkerstroom et d'Utrecht au territoire transvaalien.

La protection des intérêts des indigènes absorbait ensuite un grand nombre de paragraphes.

Le district de Zoutspanberg, suggérait lord Kimberley, devait être abandonné aux indigènes; et l'argument en faveur de cet arrangement était que cette mesure diminuerait les occasions d'interférence de la part du gouvernement anglais dans les affaires intérieures de la république.

La déclaration contre l'esclavage de la Sand River Convention était renouvelée, et, enfin, on suggérait d'abandonner l'ancien titre de République Sud-Africaine, et d'adopter en place celui d'Etat du Transvaal.

Il est difficile de comprendre l'esprit de ces instructions si l'on ne se rappelle pas que le parti libéral, dans la Chambre des communes, n'est qu'un composé de partis bien différents les uns des autres, qui souvent sont loin de s'accorder entre eux.

Le parti libéral ou whig était, il n'y a pas de doute, expressément opposé à toute idée de reconquête ou d'annexion du Transvaal, et c'est cette opinion qui prévalait dans les instructions données à sir Evelyn Wood, au moment des préliminaires de paix de Laings-Neck. Ces préliminaires signés, les membres les plus avancés du parti libéral commencèrent à faire sentir leur influence. Ces membres, qu'on pourrait dénommer les philanthropes ou

les humanitaires, se regardaient comme les dépositaires et les gardiens fidèles des principes qui avaient amené la suppression de l'esclavage dans l'empire britannique cinquante ans avant la guerre d'indépendance du Transvaal, Ils avaient à cœur de protéger contre toutes cruautés et mauvais traitements les indigènes sud-africains, et soupçonnaient, avec raison peut-être, les Hollandais de criante injustice envers les noirs (1).

La paix devait être donc faite, mais les termes devaient en être aussi précis et aussi étroits que possible; et c'est l'opinion que soutinrent les grands journaux libéraux de Londres. Ils avaient déclamé contre le crime et l'injustice d'une guerre de conquête et d'oppression jusqu'au jour où la paix fut décidée. De ce jour, ils changèrent de ton et réclamèrent à cor et à cri, l'octroi d'une liberté aussi restreinte que possible au peuple boer.

Il est difficile de prévoir ce qu'aurait été l'avenir si les membres de la Commission royale avaient été des gens étroits d'esprit. Heureusement il n'en fut rien. Sir Hercules Robinson était un homme d'un grand bon sens et d'un caractère vraiment indépendant (2).

Sir J.-H. de Villiers possédait une expérience presque sans rivale des affaires sud-africaines, ainsi qu'un esprit clair et judicieux.

Quant à sir Evelyn Wood, il est vrai, le rôle qu'il avait à jouer était bien particulier; c'était un rôle de soldat dont il s'acquitta au mieux de ses fonctions. Il n'y a aucun doute, et, au point de vue militaire, on ne peut que l'en féliciter, il eut à cœur et mit tous ses soins à créer une

(1) Seidel, *Transvaal*.

(2) Geschichte, *Transvaal betreffend*, *Deutsche Kolonial-Zeitung*, 1888-1889.

situation qui devait inévitablement, à la longue, amener de nouvelles hostilités.

Les séances de la Commission royale s'ouvrirent à Newcastle (Natal) au mois de mai 1881, et prirent fin à Prétoria au mois d'août de la même année. Le 3 de ce mois fut signé le traité de paix connu sous le nom de convention de Prétoria.

Ce traité laissait au Royaume-Uni des droits fort étendus sur le Transvaal : ces droits constituaient bien une sorte de suzeraineté, et même une suzeraineté bien déterminée, puisque les droits et les devoirs de la puissance suzeraine y étaient inscrits en toutes lettres.

Le mot même, du reste, figurait dans le préambule. Il est vrai que l'Angleterre y garantissait au Transvaal un complet *self-government*.

Quant aux droits mêmes qui constituent la suzeraineté du gouvernement britannique, on peut les ranger sous trois chefs différents :

- 1^o Droit d'avoir au Transvaal un résident britannique ;
- 2^o Droit d'occupation militaire, restreint quant à la durée, mais non pas quant à l'époque, puisque les troupes de Sa Majesté britannique pouvaient circuler dans les territoires transvaaliens en temps de guerre ou d'hostilités prochaines entre la puissance suzeraine et toute autre puissance étrangère ou indigène ;

- 3^o Droit de contrôle des affaires extérieures : conclusion des traités d'abord, conduite des communications diplomatiques ensuite. Ces droits de contrôle devaient être exercés par le résident britannique et par les agents diplomatiques ou consulaires de Sa Majesté.

Quant aux lois postérieures à 1877, elle ne conservaient force exécutoire qu'aux deux conditions suivantes :

- 1^o Toute mesure touchant les indigènes devait avoir le

consentement préalable de Sa Majesté donné par le résident britannique au gouvernement du Transvaal;

2° En aucun cas les amendements aux lois promulguées ne pouvaient avoir d'effets rétroactifs de nature à léser les droits acquis.

L'article 18 déterminait exactement les devoirs (*duties*) et les attributions du résident britannique :

1° C'était d'abord tous les devoirs et fonctions ressortant naturellement et diplomatiquement de sa position de chargé d'affaires, ministre plénipotentiaire ou consul général;

2° Le rôle du résident britannique vis-à-vis des indigènes avait été à dessein considérablement chargé :

a. Il rendait compte au commissaire supérieur (*the high commissioner*) de l'application et de l'observation du présent traité ;

b. Il signalait au gouvernement transvaalien tous mauvais traitements exercés sur les indigènes, toute tentative de les exciter à la révolte ;

c. Il usait de son autorité, de son influence, et s'interposait personnellement pour protéger la personne et les biens des indigènes.

3° Vis-à-vis des indigènes n'habitant pas le Transvaal, son rôle était tout aussi important et lui réservait de nombreuses occasions d'intervention :

a. Il rendrait compte au *high commissioner* et au gouvernement du Transvaal de toute usurpation de territoire qui serait portée à sa connaissance et commise par les habitants du Transvaal; en cas de dissentiment entre le résident et le gouvernement local, le différend serait tranché par la puissance suzeraine ;

b. Il servirait d'intermédiaire pour les communications avec les chefs indigènes habitant hors du Transvaal et aurait le contrôle des traités conclus avec eux, sauf appro-

bation du commissaire supérieur, représentant le suzerain ;

c. Il servirait d'arbitre dans tous les différends qui s'élèveront entre habitants du Transvaal et indigènes résidant au delà des frontières (à l'occasion d'actes commis hors des frontières du Transvaal) et qui lui seront soumis par les parties intéressées ;

4^e En ce qui touche les relations avec les puissances étrangères, le gouvernement du Transvaal correspondrait avec le gouvernement de Sa Majesté, par l'intermédiaire du résident britannique et du commissaire supérieur.

Il suffit de parcourir ce rapide exposé de la convention de Prétoria pour voir combien elle était humiliante pour la République Sud-Africaine, qui ne devenait plus qu'un Etat vassal de l'Angleterre, sujet à toutes les obligations découlant de la vassalité : occupation militaire au gré de la puissance suzeraine, ingérence journalière de cette dernière dans les affaires intérieures de la république, représentation diplomatique et conduite des affaires étrangères du Transvaal par les ambassadeurs et le ministère anglais.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les Boers aient protesté dès le début et sans plus tarder contre la convention de Prétoria et l'interprétation qu'en donnait le ministère anglais. Ce ne fut que sous la pression de la nécessité et sur les vives instances de lord Kimberley que le Volksraad consentit à ratifier la convention. Il en donna lui-même les motifs dans une de ses résolutions : « C'était, y proclamait-on, par crainte d'un renouvellement des hostilités entre deux races qui sont appelées à vivre ensemble et à s'estimer, aussi bien que par crainte d'une nouvelle rivalité entre les deux races blanches maîtresses de l'Afrique du Sud, riva-

(1) Seidel, *Transvaal*.

lité qui compromet la prospérité et la fortune de tous les états et colonies de l'Afrique du Sud.

Le caractère impraticable de la convention apparaissait principalement :

1° Dans la fixation de la frontière occidentale de la République;

2° En ce qui concernait les droits suzerains réservés à Sa Majesté;

3° Dans l'obligation faite au Transvaal de soumettre à l'approbation de Sa Majesté toutes les mesures législatives concernant les intérêts des indigènes;

4° Dans les charges financières imposées à la République.

En conséquence, une députation boer, dont les voies avaient été préparées par le docteur Jorissen, et qui comprenait le président Krueger, le Rev. S. J. du Toit et le général Nicolas Smith, fut envoyée en Europe avec mission d'entretenir de ces diverses questions le ministère anglais.

L'idée directrice des membres de cette députation était de remplacer la convention de Prétoria par un nouvel arrangement fondé sur les principes du droit international, et qui, par suite, placerait les deux parties contractantes, la République Sud-Africaine et l'Angleterre, sur la même ligne et leur donnerait les mêmes droits.

Malgré une vive agitation et une campagne de presse menée par les grands financiers de la Cité d'une part, par les missionnaires anglicans de l'autre, les délégués boers réussirent à obtenir des concessions importantes, et le résultat définitif de leur visite en Angleterre fut la convention de Londres (1884, 27 février), dont on comprendra toute l'importance et la teneur à la lecture de la lettre de lord Derby, alors ministre des affaires étrangères, à la députation transvaalienne, le 15 février 1884, lettre qui constitue

sans aucun doute le document d'Etat le plus important dans la controverse actuelle.

Lord Derby y donnait les explications suivantes :

« Le point où nous sommes arrivés me semble faire une nécessité et une convenance de vous transmettre à l'examen un résumé ou exposé clair et succinct de la nouvelle convention que le gouvernement de Sa Majesté propose de substituer à la convention de Prétoria.

« Il ne me semble pas nécessaire de vous référer en détail à chaque article de la nouvelle convention. Vous remarquerez que, dans le préambule et dans le corps de la convention, il a été soigneusement tenu compte du désir de votre gouvernement de substituer l'appellation de République Sud-Africaine à celle d'Etat du Transvaal.

« Dans l'article premier, l'extension de la frontière occidentale est définie et agréée. En omettant ceux des articles de la convention de Prétoria qui assignaient à Sa Majesté et au résident anglais certains droits et certaines fonctions concernant le gouvernement intérieur et les relations étrangères de l'Etat du Transvaal, votre gouvernement sera laissé libre de gouverner sans ingérence étrangère, et de conduire ses relations étrangères et de diriger sa politique extérieure, sous la réserve seulement renfermée dans le quatrième article de la nouvelle convention : que tout traité avec un Etat étranger n'aura pas d'effet sans l'approbation de Sa Majesté. »

Telle est la lettre qui lie le gouvernement britannique dans toutes ses références à la convention de Londres de 1884, et qui amena la députation du Transvaal à reporter au Volksraad que la prétention à la suzeraineté avait complètement disparu de la convention, et que l'indépendance du Transvaal n'était plus une ombre, mais une réalité.

Suivant les assurances données expressément à la dépu-

tation du Transvaal par lord Kimberley, dans sa lettre du 15 février 1884, les seules restrictions apportées à l'indépendance de la république dans la nouvelle convention de 1884 étaient celles de l'article 4 :

« La République Sud-Africaine ne conclura aucun traité ou engagement avec aucun état ou nation autre que l'Etat libre d'Orange, ni avec une autre tribu indigène à l'est ou à l'ouest, jusqu'à ce que ce traité ou cet engagement ait été approuvé par Sa Majesté la Reine. Ladite approbation sera réputée avoir été donnée si le gouvernement de Sa Majesté n'a pas, dans les six mois qui suivront la remise de la copie dudit traité (remise qui sera faite immédiatement après sa rédaction), notifié que la conclusion de tel traité est en conflit avec les intérêts de la Grande-Bretagne ou d'une des possessions de Sa Majesté dans l'Afrique du Sud. »

Il y a, notons-le bien, une importance capitale dans cette phrase de lord Derby : « La nouvelle convention que le gouvernement de Sa Majesté propose de substituer à la convention de Prétoria. » C'est une réfutation suffisante de tout ce que l'on pourra dire plus tard, M. Chamberlain notamment, et de toutes les prétentions que l'on pourra émettre d'examiner la situation à la lumière des conventions existant entre les deux nations. En fait comme en droit, il n'y en a qu'une, celle de Londres, d'après lord Derby, qui en est l'auteur, et sir William Harcourt, qui était alors secrétaire à l'intérieur, et dont elle porte le sceau. Sir William Harcourt parlant à New-Fredeggar, le 20 septembre 1899, réclamait sa part de responsabilité dans la question, et montrait combien était fausse la mémoire de M. Chamberlain au sujet de l'interprétation de la convention de 1884. Sir William Harcourt disait, et son témoignage, au point de vue du droit international, est d'une grande importance :

« Je ne suis pas un novice dans la matière. Je suis un de ceux qui, politiquement, sont responsables de l'arrangement qui fut alors conclu entre la nation britannique et le gouvernement du Transvaal, et c'est en cette qualité que j'ai le droit de parler : « Eh bien, il n'y a pas eu modification d'une convention, mais bien une nouvelle convention. »

Cette opinion, d'autre part, était celle de la députation boer, et on peut en trouver la trace dans presque tous les discours officiels qu'elle eut à échanger dans les capitales européennes avant de regagner l'Afrique du Sud.

Ce ne fut que bien plus tard, le 16 octobre 1897, que, pour la première fois, le ministre, anglais M. Chamberlain, malgré toute une longue correspondance en connexion avec la nouvelle convention, et alors qu'il se trouvait à bout d'arguments pour justifier son ingérence dans les affaires de la République, se réclama de la suzeraineté du gouvernement britannique.

« Dans la convention de Prétoria de 1881, écrivait-il, Sa Majesté, comme souveraine du territoire transvaalien, a accordé aux habitants de ce territoire un complet *self-government* sujet à la suzeraineté de Sa Majesté, de ses héritiers et successeurs, à certains termes et conditions et sous certaines réserves et restrictions contenues dans trente-trois articles; ensuite, dans la convention de Londres de 1884, Sa Majesté, tout en maintenant le préambule du premier traité, a décidé et déclaré que certains autres articles, y renfermés, se substitueraient aux articles de la convention de 1881. Les articles de la convention de 1881 ont été acceptés par le Volksraad de l'Etat du Transvaal, et ceux de la convention de 1884, par le Volksraad de la République Sud-Africaine.

« En conséquence, sous le régime de ces conventions, Sa

Majesté est, par rapport à la République Sud-Africaine, dans la situation d'un suzerain qui a concédé à ce peuple le self-government à certaines conditions, et il serait incompatible avec cette position de soumettre à un arbitrage l'étude des conditions auxquelles elle a accordé le self-government à cette République. »

Le 16 avril 1898, le Dr Leyds, secrétaire d'Etat au Transvaal, répondait à la dépêche de M. Chamberlain ; sa thèse était la suivante :

« Dans la convention de Prétoria, que la mission boer avait ordre de remplacer, apparaît le terme « suzeraineté » ; dans la convention de Londres, le mot a disparu ; cette disparition ne peut être accidentelle. L'omission a été voulue, car l'une des parties y objectait, et c'est ce qui l'a fait exclure. Cette opinion d'ailleurs est en complet accord avec l'esprit et avec la lettre de la dépêche de lord Derby à la députation boer, en date du 15 février 1884. De ce document, il ressort que la députation transvaalienne attendait, dans le projet de traité que lui soumettait le ministère anglais, un accord relatif à l'abolition de la suzeraineté.

« La députation disait :

« Nous demandons respectueusement à Votre Seigneurie s'il ne serait pas possible d'avoir les autres articles de la nouvelle convention, notamment ceux relatifs à l'abolition de la suzeraineté et à la réduction proportionnelle de la dette de la République, rédigés et communiqués simultanément, en vue d'accélérer le règlement définitif de la question. »

La réponse de lord Derby, en date du 15 février 1884, accompagnant le projet de la nouvelle convention, montre que le ministre anglais avait pour méthode d'éluder les questions gênantes.

Mais il existe bien d'autres faits et d'autres raisons qui montrent que la nouvelle convention devait entièrement remplacer l'ancienne.

Ce sont d'abord les déclarations mêmes des parties contractantes :

Dans sa dépêche du 25 février 1896, au high commissioner, le président de la République Sud-Africaine insistait sur la question de reviser la convention de Londres, et concluait : « Le nom seul et les arguments tirés continuellement de la question de la suzeraineté sont malicieusement employés à soulever les populations blanches et noires contre l'autorité de la République. »

Quelques lignes plus bas : « En discutant la question du remplacement de la convention de Londres dans son intégralité, l'article 4 naturellement ne doit pas être laissé en dehors de la discussion. »

Ce que le président affirmait dans cette dépêche, à savoir : que la suzeraineté avait cessé d'exister depuis la convention de Londres, n'avait jamais été nié par le gouvernement britannique, mais, bien au contraire, avait été reconnu et écrit à maintes reprises, et l'on a tout lieu de croire qu'à cette époque le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères partageait cette opinion, ainsi qu'il ressort notamment de sa dépêche du 5 mars 1896 au high commissioner.

Si l'on compare maintenant les relations entre le gouvernement britannique et la République Sud-Africaine avant et après la convention de 1884, l'on se rend parfaitement compte que la suzeraineté établie par la convention de 1881 a été supprimée par la convention de 1884.

Les droits de suzeraineté sous le régime de la convention de 1881 étaient les suivants :

1^o L'incompétence de la République à conduire des négociations directes avec les puissances étrangères.

2^o Le contrôle par le résident britannique des affaires étrangères et de certaines affaires intérieures de la République.

3^o Le droit pour le gouvernement britannique de faire traverser à ses troupes le territoire de la République.

1^o L'incompétence de la République à conduire des négociations directes avec les puissances étrangères a été réduite à l'obligation de soumettre les traités avec l'étranger à l'approbation de Sa Majesté britannique ; le droit de désapprobation, si l'on peut se servir de ce mot, doit être exercé dans l'espace de six mois, et seulement dans le cas où le traité serait contraire aux intérêts de la Grande-Bretagne ou d'une des possessions de sa Majesté britannique dans l'Afrique du Sud.

Tous les pouvoirs diplomatiques mentionnés dans la dépêche de lord Kimberley du 31 mars 1881, et dans l'article 2 de la convention de 1881 comme appartenant au gouvernement de Sa Majesté sont de nouveau restitués à la République Sud-Africaine.

Depuis 1884, la pratique continuelle d'exercer les droits de la République, par exemple : en nommant les ambassadeurs et les consuls, est incompatible avec l'existence de la suzeraineté. Or, le gouvernement de la République a appointé des représentants consulaires même en Angleterre, et le gouvernement britannique a accordé *l'exequatur*.

Ce qu'il y a d'important dans ce fait, c'est que, également, le gouvernement britannique a nommé des consuls dans le territoire transvaalien, et s'est adressé au gouvernement de la République pour leur faire accorder *l'exequatur*. Ce fait montre donc bien clairement que le gou-

vernement britannique a accepté, depuis 1884, les conséquences de l'abolition de la suzeraineté;

2° Le résident britannique du régime de la convention de 1881, qui possédait un pouvoir étendu de contrôle sur les affaires étrangères et sur certaines affaires intérieures de la République, disparaît après la convention de 1884, ce qui montre bien que la suzeraineté, spécialement en ce qui concerne les droits de ce résident, ainsi qu'ils sont déterminés dans la convention de 1881, ont disparu;

3° Quant au droit de passage des troupes britanniques sur le territoire de la République, il disparaît par l'omission de l'article en question.

Il ressort donc bien clairement de ces considérations que tous les points faisant l'objet de la suzeraineté avant 1884 ont été ramenés à l'obligation d'agir en concordance avec l'article 4 de la convention de Londres, concernant la conclusion des traités ou engagements internationaux.

Le régime institué par cet article 4 est le suivant : La République Sud-Africaine négocie avec les gouvernements étrangers sans consulter Sa Majesté britannique, et signe les traités sans la consulter, à la seule condition, bien déterminée par lord Derby, qu'aucun traité avec une puissance étrangère n'aura de force sans l'approbation de la Reine.

Ce droit d'approbation n'est donc en somme qu'une sorte de servitude de la République Sud-Africaine vis-à-vis de l'Angleterre, une servitude que l'on pourrait comparer à celle qui obligeait la France à ne pas maintenir de fortifications à Dunkerque avant le traité de Versailles 1783, à Huningue, après les traités de 1815.

Si l'on abandonne ces considérations historiques pour interpréter la convention de 1884 aux seules lumières du droit, l'on ne peut admettre l'existence d'une suzeraineté

sous le régime de 1884, attendu qu'il est d'interprétation juridique de n'admettre en faveur d'une partie dans un contrat qui lie deux parties que les avantages bien nettement spécifiés et déterminés, et non pas omis simplement.

Si le gouvernement britannique avait tenu à retenir dans la convention de 1884 le droit de suzeraineté, qui existait sous le régime de 1881, il aurait dû procéder non pas par omission, mais bien par spécification. Ces règles d'interprétation juridique sont celles adoptées aussi bien par les cours françaises que par les tribunaux anglais.

D'autre part, on arrive à la même conclusion si l'on soumet à une comparaison étroite les deux conventions de 1881 et 1884 : dans la convention de 1881, on se réfère expressément à la suzeraineté, aussi bien dans le préambule que dans les articles ; dans la convention de 1884, il n'est fait de référence à la suzeraineté ni dans le préambule, ni dans les articles.

Quant à soutenir que le préambule de 1881, où il est fait mention de la suzeraineté, subsiste en même temps que celui de 1884, on ne saurait le soutenir, car ce serait tout à fait arbitrairement accepter une partie de la convention de 1881 en déniaut force au reste.

Si l'on passe maintenant à l'examen même des documents en question, il semble que le gouvernement transvaalien possède dans ses archives la preuve écrite que lord Derby lui-même considérait la convention de 1881 comme remplacée entièrement par celle de 1884.

En fait, depuis ces dernières années, la question de suzeraineté n'a pas fait de progrès : le Dr Leyds, au nom du Transvaal, M. Chamberlain, pour le gouvernement britannique, ont toujours soutenu ces deux opinions diamétralement opposées, le premier, qu'il n'y avait pas trace de suzeraineté dans la convention de 1884, qui se substituait

entièrement à celle de 1881 ; le second, que la suzeraineté existait toujours en faveur du gouvernement britannique, en vertu du préambule de 1881, toujours en force, même sous le régime de 1884.

Etant donné la tournure qu'ont prise les événements dans l'Afrique du Sud, et puisqu'il faut conclure, nous adopterons complètement le point de vue du D^r Leyds ; pour nous, la convention de 1884 réglant les relations de la République Sud-Africaine avec l'Angleterre s'est substituée entièrement à celle de 1881. Par suite de cette substitution, le droit de suzeraineté de l'Angleterre sur le Transvaal (rappelé notamment dans le préambule de la convention de 1881) s'est trouvé aboli. Il n'a subsisté qu'une sorte de servitude de la République Sud-Africaine vis-à-vis de l'Angleterre.

CHAPITRE III

De la nationalité et de la naturalisation en général. De la franchise au Transvaal.

SECTION PREMIÈRE

DE LA NATIONALITÉ ET DE LA NATURALISATION EN GÉNÉRAL

De la Naturalisation.

Qu'est-ce que la nationalité? C'est le lien qui rattache une personne ou une chose à une nation déterminée. On dit la nationalité d'un individu, comme on dit la nationalité d'un navire, d'un chemin de fer, d'un cours d'eau.

Dans ce sens, le mot nation est synonyme d'Etat : la nation française ou l'Etat français; mais il n'en est pas toujours ainsi, et il faut se garder de confondre l'idée de nation avec l'idée d'Etat. Celle-ci n'est qu'une suite, une résultante de celle-là.

Les éléments qui concourent à former la nation sont la race, la religion, le langage, les mœurs, l'histoire, les traditions, la législation, les intérêts et les aspirations communes; l'Etat, c'est la nation organisée; c'est, pour ainsi dire, l'incorporation de tous ces divers éléments qui constituent la nation dans une volonté commune, sous un même sceptre, sur un même territoire. Une nation existe souvent bien longtemps avant qu'elle n'apparaisse dans l'histoire sous la forme d'Etat. La nation serbe existait bien avant la Serbie; la nation tchèque existe de nos jours, et il n'y a pas de royaume tchèque.

(1) Weis, *Droit international public*.

Le principe des nationalités, si souvent invoqué durant ce siècle, à tort ou à raison, n'est que la mise en pratique des idées sur la nationalité et sur l'Etat.

Le lien de la nationalité est essentiellement un contrat synallagmatique intervenu entre l'Etat, d'une part, l'individu, de l'autre.

C'est un contrat en ce sens qu'il naît et ne peut naître que d'un accord de volontés, résultant soit d'une loi générale et d'un consentement tacite, soit d'une loi particulière et d'un accord formel et bien déterminé. Il est synallagmatique en ce sens que chacune des parties contractantes a des droits et des obligations bien spécifiés.

L'Etat, d'une part, s'engage à donner à son sujet l'aide et la protection de ses lois, de ses magistrats, de ses soldats, non seulement sur son propre territoire, mais même à l'Etranger.

L'individu, par contre, promet à l'Etat d'observer rigoureusement et exactement ses lois, et de l'appuyer de ses ressources pécuniaires et physiques.

Etat et national ont donc tous les deux des droits et des devoirs l'un envers l'autre.

Du reste, toute cette question de la nationalité est dominée par les trois grands principes suivants :

- 1^o La nationalité ne s'impose pas ;
- 2^o Toute personne doit avoir une nationalité ;
- 3^o Nul ne peut avoir deux nationalités.

1^o Dire que la nationalité ne s'impose pas, c'est dire que, si l'Etat peut, en principe, attribuer sa nationalité à toute personne qui s'est placée sous l'action de ses lois, il ne lui est pas permis de la retenir pour toujours dans son allégeance et de lui interdire de changer de patrie.

Tout homme, en effet, ayant, de par sa nature, le droit de vivre et de développer librement et sans contrainte ses

facultés physiques et intellectuelles, a, par ce fait même, le droit imprescriptible et naturel de changer de patrie, et d'aller chercher sous un autre ciel, dans un autre climat, ce que, à tort ou à raison, il croit ne pas trouver dans la patrie où l'a fait naître la Providence.

Cette doctrine de l'allégeance perpétuelle, bien que combattue depuis l'antiquité par les philosophes et les moralistes, n'a triomphé qu'à grand'peine. Les Etats-unis en 1868, la Grande-Bretagne en 1870 (Act du 12 mai) ont enfin renoncé à l'allégeance perpétuelle telle que l'établissait la *Common Law*. Ce peut être intéressant à rappeler, surtout en ce qui concerne la Grande-Bretagne, en ce que cela réduit à néant toutes les prétentions de suzeraineté ou d'allégeance de la Grande-Bretagne sur les Hollandais du Cap, émigrés au Transvaal, en vertu de la *Common Law*.

2^e Tout homme, bien qu'il ait le droit imprescriptible de changer de nationalité, doit pourtant en avoir une. Cette proposition, bien qu'étrange à première vue, se justifie amplement et trouve son application beaucoup plus fréquemment qu'on ne le suppose.

Il arrive qu'un homme laisse son allégeance d'origine, sans acquérir pour cela une nationalité nouvelle. Ce serait le cas, par exemple, d'un Français qui prendrait du service militaire à l'Etranger dans un pays où la loi n'attacherait à cette incorporation aucun effet de naturalisation, bien que l'individu en question cessât d'être Français. Le plus souvent, cette situation est le résultat d'une volonté bien réfléchie. C'est un national qui ne voit dans la naturalisation que des charges et des obligations auxquelles il peut se soustraire. Cette situation, pour laquelle on a créé le mot de *heimathlos*, et ces individus, que l'on appelle *heimathlos*, ne sauraient légalement exister. Ce ne sont, en somme, que des égoïstes qui veulent jouir des

privilèges et des avantages de la nationalité, écoles publiques, hospices, tribunaux, administration, sans rien payer de retour, et l'on comprend qu'il ne soit ni juste ni moral de laisser subsister un tel état de choses. L'Etat a toute raison pour s'y opposer de toute la force de ses lois et règlements.

3^e S'il est nécessaire que tout homme ait une nationalité, il est théoriquement inadmissible qu'un individu ait deux nationalités.

La nationalité absorbant la personnalité tout entière de l'individu, lui donnant des droits et lui imposant des obligations, le plus souvent exclusifs, fait obstacle à ce qu'un homme ait deux nationalités à la fois. Il suffit de prendre un exemple, et on ne peut en trouver de meilleur que celui de l'obligation de tout national, dans presque tous les pays, de satisfaire à la loi militaire.

S'il est national dans deux pays en guerre l'un contre l'autre, de quel côté va-t-il se ranger et pour qui prendra-t-il parti? S'il est électeur ou représentant dans deux nations distinctes, quels intérêts sacrifiera-t-il journellement dans sa vie politique?

Cette notion d'exclusivité de la nationalité ne s'impose pas à première vue à tous les esprits; il en est beaucoup qui ne la saisissent qu'avec peine; témoin lord Brougham en 1848.

Toute personne devant avoir une nationalité, il est nécessaire d'attribuer à l'enfant, au moment où il voit le jour, une nationalité.

Quelle est cette nationalité? Trois systèmes différents ont répondu à la question :

1^o Le premier donne à l'enfant la nationalité de ses parents, sans tenir compte du lieu de sa naissance; c'est l'influence absolue du sang, c'est le *jus sanguinis*. Ce sys-

tème n'établit aucune différence de condition entre l'individu né à l'étranger et l'individu né sur le territoire national de parents étrangers. C'est la législation des pays allemands : Allemagne, Autriche, de la Hongrie, de la Suède et de la Norvège ;

2^o Le second système rattache toujours l'enfant au pays sur le territoire duquel il est né. C'est l'influence du sol, c'est le *jus soli*.

Les législations qui font du *jus soli* leur unique lien de nationalité sont de plus en plus rares ; ce sont des Etats de formation récente, extra-européens, qui ne doivent leur population qu'à l'immigration étrangère ; attribuer, dans ce cas, au *jus sanguinis* la part prépondérante dans l'acquisition de la nationalité, ce serait se priver, pour ces Etats, de la plus grande partie de leurs nationaux ; faire, au contraire, du *jus soli*, dans leurs lois sur la naturalisation, la base de leur réglementation, c'est s'assurer un grand développement par l'accession incessante de nouveaux citoyens.

Les Etats de l'Amérique du Sud, tels que la République Argentine, le Brésil, le Pérou, l'Uruguay, sont les principaux partisans du système du *jus soli*. N'oublions pas de mentionner l'Etat libre d'Orange ; ce peut être intéressant dans l'étude qui nous occupe.

3^o Enfin, le troisième système, actuellement de beaucoup le plus important par la civilisation et l'influence des nationalités qu'il représente, combine les deux influences, en attribuant la prédominance soit au *jus soli*, soit au *jus sanguinis* ; la législation française est du nombre ; mais elle n'est pas la seule ; ce système est pratiqué, en effet, par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Russie, l'Espagne, l'Italie et la Belgique.

Les législations de ces différents pays, tout en ratta-

chant en principe à l'influence du *jus sanguinis* l'acquisition de la nationalité d'origine, ont accordé certains privilèges aux individus nés de parents étrangers sur le territoire national, en vue de leur faciliter l'acquisition de la nationalité. Parfois même elles imposent, dans ce cas, la nationalité.

Telle est, comme nous l'avons vu, la législation française actuelle.

De la Naturalisation.

Nous venons de voir les règles qui président à la détermination de la nationalité d'origine, soit sous l'influence du *jus sanguinis*, soit sous celle du *jus soli*, soit sous celle des deux combinés.

Nous avons vu que la nationalité ne s'impose pas et qu'elle n'est pas indélébile. Elle peut et doit céder devant une volonté contraire nettement exprimée ; mais la question est de savoir quand et à quelles conditions elle peut être admise à se manifester.

En principe, il faut les deux conditions suivantes :

1^o Le national doit être juridiquement capable de changer de nationalité ou de patrie. En d'autres termes, la loi d'origine du national doit lui donner la capacité suffisante pour renoncer à son pays d'origine, et la loi du pays d'adoption est maîtresse de déterminer les conditions auxquelles il peut acquérir son nouveau statut ;

2^o La personne en question doit consentir à changer de patrie ; c'est dire qu'il faut toujours un consentement, soit formel, soit tacite ou résultant des faits ; que le consentement ne se présume pas, qu'il doit être strictement personnel. C'est repousser la dénationalisation à titre de peine et la nationalisation forcée.

Le changement de nationalité, postérieur à la naissance, porte le nom de naturalisation. « C'est, dit M. Weiss, un acte souverain et discrétionnaire de la puissance publique, par lequel une personne acquiert la qualité de national ou celle de citoyen dans l'Etat qu'elle représente.

« Acte souverain et discrétionnaire : l'autorité qui l'accorde est maîtresse de la refuser.

« On a beaucoup discuté la question de savoir à qui appartenait le droit de naturalisation ? Au chef de l'Etat, ou bien au parlement ou réunion des représentants du pays. A première vue, il semble que les représentants réunis en parlement ont seuls, en droit, la compétence nécessaire : quand, dans un cercle ou dans un club, on admet un nouveau membre, c'est par élection, et tous les membres participent ainsi à l'admission. Mais il faut reconnaître que, dans le cas qui nous occupe, ce droit de naturalisation ou de contrôle, attribué au parlement pour chaque affaire en particulier, aurait beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. On admet facilement que les représentants de la nation délèguent ce droit collectif au chef de l'Etat chargé de faire respecter la loi, qu'il soit président, roi ou empereur. C'était le cas à Rome, c'est ce qui arrive de nos jours en France, où le président de la République statue par décret pour accorder la naturalisation.

« En France, actuellement, la naturalisation est réglée par la loi de 1889, portant modification au Code civil. Le nouvel article 8, cinquième du Code civil, est ainsi conçu : « Sont Français... les étrangers naturalisés. »

Peuvent être naturalisés :

1^o Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, conformément à l'article 13 ci-dessous, après trois ans de domicile en France, à dater de l'enregistrement de leur demande au ministère de la Justice;

2° Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années ;

Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ;

3° Les étrangers admis à fixer leur domicile en France, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués, ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français ;

4° L'étranger qui a épousé une Française, mais après une année de domicile autorisé.

D'après ce texte, il semblerait que tout individu qui sollicite du gouvernement français la naturalisation doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° Être capable de changer de patrie ;

2° Avoir obtenu l'autorisation de fixer son domicile en France ;

3° Avoir résidé sur le territoire français pendant un certain temps.

1° La nouvelle loi ne parle pas, il est vrai, des conditions d'âge ou de capacité requises des étrangers postulant à la naturalisation ; mais son silence s'interprétant comme un retour aux principes généraux du droit international privé, il en résulte que le bénéfice de la naturalisation sera réservé désormais aux étrangers valablement affranchis de la sujétion de leur patrie d'origine, c'est-à-dire à ceux-là seuls qui seront capables, au regard des lois de cette dernière, de changer de patrie ;

2° L'étranger doit avoir obtenu du gouvernement français l'autorisation de fixer son domicile en France.

La nécessité de cette autorisation se justifie par l'obligation où est le gouvernement français de soumettre à une période d'épreuve précédant la naturalisation l'étranger demandant la nationalisation, et les formalités qui l'accompagnent ne sont qu'un moyen de donner plus de garantie et de valeur à cette autorisation.

Ces formalités, en principe, consistent en une demande d'admission à domicile adressée au ministre de la justice, suivie d'une enquête administrative par le préfet de police, à Paris ; ailleurs, par le préfet du département. C'est au vu et sur le résultat de cette enquête que le ministre de la justice propose au chef de l'Etat d'autoriser, s'il y a lieu, par décret, l'étranger à fixer son domicile en France.

Il faut bien observer que l'admission à domicile n'est pas la naturalisation ; ce n'est qu'une simple préparation, mettant le requérant à même d'obtenir ce changement de nationalité le jour où sa capacité sera entière. Ses effets, d'ailleurs, sont strictement personnels, délimités à la personne seule qui la demande. C'est, en somme, une sorte de demi-naturalisation, analogue à la denization du droit britannique.

Elle conserve à l'étranger la marque de son pays d'origine, lui interdit toute participation à la gestion des affaires publiques, mais lui permet d'accomplir librement tous les actes de la vie juridique. En un mot, « elle lui permet d'attendre en patience et sans trop souffrir » l'heure de sa naturalisation.

Bien que la nécessité de l'admission à domicile soit maintenue comme règle générale par la loi de 1889, il y a pourtant une exception. En effet :

« Peuvent être naturalisés :

« 2° Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix ans. Est assimilé à la rési-

dence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français.

« 3^e Troisième condition :

« L'étranger admis à domicile doit résider en France pendant un certain temps, ce délai est de trois ans (C. civil, art. 8, § 5, 1^o), c'est le stage de droit commun en France, mais peuvent en être exemptés les étrangers qui ont rendu des services importants à la France, qui y ont apporté des talents distingués ou y ont introduit soit une industrie soit des inventions utiles, ou qui ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou qui ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français. »

Procédure de la naturalisation.

L'étranger qui veut être naturalisé doit adresser au ministère de la justice une requête à fin de naturalisation, en l'accompagnant d'un certain nombre de pièces justificatives. Le gouvernement fait procéder à une enquête sur la moralité et la situation du postulant. Cette enquête terminée, le président de la République statue, par un décret qui doit être inséré au *Bulletin des lois*, et dont une copie est transmise à l'intéressé.

Effets de la naturalisation.

Naturalisation voulant dire assimilation de l'étranger au national, il paraît juste que tous les droits, toutes les prérogatives auxquels le national peut prétendre, doivent appartenir au naturalisé, de même que toutes les obligations, toutes les charges doivent lui incomber.

Il en est ainsi pour toutes les facultés et obligations qui se rattachent au droit privé ; l'étranger naturalisé jouit de

tous les droits civils, droits de famille, droits patrimoniaux, droits de justice.

D'ailleurs, cette jouissance des droits civils aura souvent précédé, pour l'étranger, le décret de naturalisation, puisqu'elle provient de l'admission à domicile.

Quant aux droits d'ordre politique, qui consistent en une participation plus ou moins étroite à la direction des affaires publiques, il faut faire une distinction ; l'électorat est conféré immédiatement ; quant à l'éligibilité, ce droit ne leur est acquis que dix ans après le décret de naturalisation ; ce délai, néanmoins, peut être réduit par une loi spéciale.

D'ailleurs, et de toute façon, la capacité de l'étranger devenu Français est la règle, et l'exception de l'article 3 de la loi de 1889 doit être rigoureusement limitée au droit politique dont on lui refuse formellement l'exercice.

Toutes les fonctions publiques, toutes les fonctions administratives lui sont également ouvertes, et il est pleinement capable de faire partie d'un conseil municipal, d'un conseil général, etc. ; il pourrait même, à défaut d'un texte le lui interdisant, être nommé président de la République.

Par contre, il ne peut décliner les charges et obligations résultant de la naturalisation, notamment l'obligation du service militaire.

Il y aurait un parallèle intéressant à faire entre les effets de la naturalisation en France et en Algérie ; on sait, en effet, que les conditions de la naturalisation en Algérie sont moins dures et moins difficiles qu'en France, et que ses effets sont plus larges au point de vue du laps de temps requis pour l'acquisition du droit d'éligibilité.

Quant au régime anglais relatif à la naturalisation, il peut être utile de le rappeler en quelques lignes, étant donné les rapports anglo-transvaaliens.

La nationalité anglaise s'acquiert :

1° Par le mariage d'une femme étrangère avec un sujet anglais ;

2° Par la naturalisation.

Il existe deux sortes de naturalisation : la naturalisation ordinaire et la grande naturalisation.

La naturalisation ordinaire est accordée par le secrétaire d'Etat à tout étranger justifiant d'une résidence effective de cinq ans au moins sur le sol britannique. La décision du secrétaire d'Etat est sans appel et n'est pas motivée. C'est un acte de bon plaisir et, en admettant qu'il soit favorable, le postulant doit prêter un serment d'allégeance à la couronne.

L'étranger qui en bénéficie est assimilé au national, en ce sens qu'il exerce quelques-unes des facultés que le droit commun refuse aux étrangers ordinaires, et qu'il jouit des mêmes droits politiques ou autres que le citoyen britannique, à l'exception, toutefois, du droit de siéger au Parlement et au Conseil privé.

A côté de la naturalisation ordinaire, il existe, en Angleterre, la grande naturalisation.

C'est un acte du Parlement qui la prononce, sur les résultats d'une enquête administrative par le secrétaire d'Etat. Comme c'est un acte législatif, il est sans appel. L'étranger objet de la grande naturalisation exerce tous les droits politiques et autres du citoyen anglais ; il reçoit le droit de siéger au Conseil privé et au Parlement. Ajoutons que cette grande naturalisation n'intervient que bien rarement et, le plus ordinairement, pour récompenser des services importants rendus à l'Angleterre. Le gouvernement anglais a publié, en 1878, un document donnant la liste de tous les étrangers objets de la grande naturalisation, et le nombre en est restreint.

Au-dessous de ces deux naturalisations, on trouve, dans

l'empire britannique, une sorte de demi-naturalisation appelée denization, assez analogue à l'admission à domicile française. Ce sont des lettres patentes de la reine qui la confèrent, en fixent la durée et l'importance, et déterminent les droits dont le bénéficiaire obtiendra l'exercice. Naturellement elle ne produit effet que dans l'avenir et suppose le serment d'allégeance ; observons à ce propos que la loi anglaise, beaucoup plus sévère sur ce point que les lois française et boer, exige le serment d'allégeance comme prélude indispensable de toute mesure ou demi-mesure de naturalisation. L'étranger *denizen* conserve sa nationalité primitive.

La nationalité anglaise, depuis 1870, n'est plus indélébile ; elle se perd :

1^o Par le mariage d'une femme anglaise avec un sujet étranger ;

2^o Par la naturalisation obtenue en pays étranger par un sujet anglais capable ;

3^o Par l'abdication de l'étranger naturalisé anglais, faite officiellement devant un magistrat ou officier anglais.

SECTION II

De la Franchise et de la Question des Uitlanders au Transvaal.

Les droits et les devoirs des Boers, des indigènes, et des étrangers, sont déterminés et réglés, en grande partie, par la Constitution même du gouvernement de la République Sud-Africaine.

Les rapports entre la population blanche et la population noire ont pour base l'article 10 de cette Constitution dans lequel il est écrit en toutes lettres que l'escla-

vago et le commerce des esclaves sont expressément défendus dans le territoire transvaalien ; mais il est rappelé dans l'article précédent (art. 9) que le peuple transvaalien s'oppose à toute idée d'égalité et d'assimilation entre ces deux populations. Par suite, les personnes de couleur ne peuvent jamais exercer les droits de citoyen ; elles n'ont pas le droit de vote, et ne peuvent devenir propriétaires terriens ; qui plus est, leur liberté est souvent restreinte, du moins pour certains objets.

Il en est de même des métis, jusques et y compris la quatrième génération, ainsi que des Arabes, des Coolies, des Malais et des Turcs. Quand leur commerce, ou toute autre cause, les détermine à se fixer dans le pays, ils ont à se faire enregistrer et payent un droit de 3 livres. De plus, il est défendu aux gens de couleur d'acquérir des concessions de mines et de faire le commerce de l'or et des pierres précieuses. Dans l'industrie minière, c'est seulement comme salariés qu'ils peuvent être employés.

C'est au surintendant des indigènes, duquel dépend toute une série de commissaires, de clercs et d'interprètes, qu'incombe la surveillance des indigènes. Le surintendant forme avec le commandant et le commissaire du district la *commission d'allocation* qui a la mission d'attribuer aux indigènes les espaces de terrain qu'ils peuvent cultiver. La commission a été instituée suivant l'article 19 du traité de Prétoria 1884.

On sait déjà d'une façon générale quels sont l'attitude et les sentiments des Boers vis-à-vis des indigènes. L'homme de couleur, rapporte très justement Kloessel, est traité très durement, mais sans injustice ni mauvais traitement ; il est logé et nourri, et se sent fort à son aise, chez son maître le Boer. Il peut louer ses services pour un certain temps, six mois par exemple ; et comme salaire il reçoit du bétail,

ou tout salaire analogue, en plus de sa nourriture; d'autres se constituent une petite fortune mobilière, en se faisant entrepreneurs de transports, constructeurs, maîtres maçons ou charpentiers, etc. Ils ont droit à un passeport officiel, sur lequel figurent le détail du bétail qu'ils conduisent avec eux et leur lieu de destination. Les Cafres, par leur travail lent et persévérant, arrivent souvent à posséder plusieurs centaines de têtes de bétail.

Dans les provinces minières, le salaire des travailleurs indigènes est d'environ 100 francs par an; on leur fournit en outre le logement; ces salaires ont une certaine fixité et sont le résultat d'un accord avec les chefs indigènes, qui livrent ainsi leurs sujets à certaines conditions pour en faire des mineurs.

L'impôt sur les huttes, qui n'est qu'une espèce d'impôt par chaque feu ou foyer d'indigène, a rapporté en 1894 1.775.000 francs.

D'après une loi parue en 1892, l'alcool et les boissons alcooliques ne peuvent être vendus aux indigènes que sur le vu d'une permission écrite de leur maître ou patron. Pour bien comprendre et apprécier l'importance d'une telle loi, il suffit de rappeler que, dans le travail des mines employant près de 150.000 indigènes, un quart était toujours incapable de tout travail par suite de l'alcoolisme.

C'est le 1^{er} janvier 1898 seulement qu'est entrée en vigueur une loi du Volksraad accordant aux indigènes un état civil régulier, au point de vue mariage notamment, et permettant les unions entre blancs et noirs. Cette loi, sans aucun doute, marque un changement de direction radical dans la politique boer vis-à-vis des indigènes.

Dès le commencement de l'industrie aurifère au Transvaal, c'est-à-dire vers 1885, les Anglais, nouveaux venus dans la République, commencèrent une campagne de récri-

minations, de plaintes, d'injures et de calomnies contre le Transvaal; fondateurs de la ville de Johannesburg, et animés de l'esprit anglo-saxon, ils ne pouvaient comprendre qu'ils n'en réglassent les destinées. Ils aspiraient aux charges publiques et s'en voyaient impitoyablement refuser la porte. Ils demandaient à avoir une part dans les conseils du gouvernement du pays, c'est-à-dire le droit de nommer des députés pour la défense de leurs intérêts dans le Parlement. Ils prétendaient même que leur sort était misérable et faisaient appel à leurs frères au delà l'océan.

La campagne de presse recommença en Angleterre, et les uitlanders firent entendre plus hautes et plus violentes que jamais leurs plaintes contre le gouvernement transvaalien.

Jusqu'alors, les uitlanders les plus intransigeants même s'étaient contentés, dans leur plan de réformes, de demander une diminution des charges imposées à l'industrie minière, c'est-à-dire une réduction des frais de transports, la diminution des tarifs de chemins de fer, l'abolition du monopole de la dynamite, des réformes sur la loi des noirs, etc., en un mot, un ensemble de réformes économiques devant faire profiter les mines de différences sensibles dans les frais d'exploitation.

Toutes ces réformes pouvaient à la rigueur s'expliquer, se démontrer, s'admettre; ce n'était, somme toute, qu'une question d'argent, de droits de douanes ou autres, et le gouvernement du Transvaal aurait pu certainement accepter ces revendications, sinon dans leur intégrité, du moins pour la plus grande part.

Mais une demande plus grave et plus importante fut présentée d'abord d'une manière indirecte, puis ensuite d'une façon plus péremptoire: ce n'était rien moins que la délivrance de la *franchise*, c'est-à-dire du droit de vote à tous

les uitlanders ayant résidé un certain temps dans la République Sud-Africaine.

Cette question de la franchise, dont bien peu de gens, même au Transvaal, connaissent tous les détails et toutes les phases, est une des plus difficiles à éclaircir, étant donné la multiplicité et la diversité des changements qui l'ont affectée.

Les légistes ne sont pas d'accord pour savoir si certaines lois remplacent ou complètent certaines autres, et le président Kruger lui-même a commis de nombreuses erreurs en traitant de la franchise.

La première loi concernant les droits civiques et électoraux des étrangers remonte à 1876, c'est la loi n° 1 de 1876 qui fut en vigueur jusqu'en 1882.

Sous l'empire de cette loi, la possession d'une propriété terrienne ou une résidence de un an au moins investissent l'étranger de la plénitude des droits civiques.

La loi n° 7 de 1882, qui lui succède, fut le premier essai législatif de la nouvelle République vis-à-vis des étrangers. Sous l'empire de cette loi, un étranger pouvait être naturalisé et jouir de ses droits civiques après cinq ans de résidence seulement; c'étaient les registres d'enregistrement des Field-Cornets qui prouvaient la résidence. On sait que ces registres, neuf sur dix, étaient mal tenus ou n'existaient même pas.

En 1890 fut votée la loi n° 4 qui créait le second Volksraad et qui changeait par suite considérablement le Grondwet ou lois constitutionnelles de la République. Cette nouvelle loi, touchait encore à la franchise et, par simple allusion, en déterminait simplement les classes d'électeurs appelés respectivement à élire les membres du premier Raad et du second Raad.

On y déterminait que les membres du premier Volksraad

devaient être élus par les citoyens jouissant de la franchise qui avaient obtenu le droit de vote avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, ou bien depuis par naissance sur le territoire de la République et âgés de seize ans.

Secondement, toute personne naturalisée et « enfranchisée » depuis la nouvelle loi ne pouvait pas voter pour les membres du premier Volksraad ; mais il était déterminé dans un article subséquent que des droits civiques plus étendus que ceux que dix ans de résidence rendaient passibles ou susceptibles d'élection au second Volksraad. Il était alors expliqué que, pour être éligible au second Volksraad, il fallait être âgé de trente ans, membre de l'église protestante, vivre et posséder des propriétés terriennes dans la République, et être naturalisé depuis plus de deux ans.

Quant aux droits électoraux complets, on ne pouvait les obtenir qu'après une résidence de 14 ans, et en la possession des autres qualités requises, religion, propriétés terriennes, etc.

Un an plus tard, en 1891, passa la loi n° 13 de 1891, qui participe plutôt d'une codification que d'un nouvel essai de législation. En 1892, nouvelle loi déterminant les conditions auxquelles était subordonnée la franchise, mais n'apportant aucun changement important.

En 1893 fut votée, comme un amendement à la loi précédente, la loi n° 14. Cette loi, d'ailleurs, ne fut que de courte durée, et son existence fut vraiment éphémère et ne s'étendit pas à plus d'un an. Quant à la façon dont fut promulguée la nouvelle loi, elle se passe de commentaires ; elle ne fut pas publiée dans le *Staats Courant*, comme cela aurait dû l'être, trois mois avant sa mise en vigueur, et bien qu'il fût impossible de trouver trace de quelque révolution législative spéciale la déclarant d'extrême urgence. La Haute

Cour aurait donc pu, en toute légalité et en toute justice, la tenir pour nulle et non avenue.

Quant aux circonstances qui accompagnèrent sa naissance, elles n'étaient pas en faveur d'une promulgation aussi rapide et urgente. Le 29 et le 30 juin 1893, des pétitions sur la franchise furent envoyées au Raad. Johannesburg envoya une pétition monstre, portant plus de 7.000 signatures; on y réclamait, à grands cris, l'extension de la franchise. Une autre pétition de 103 citoyens de l'Etat libre, une troisième de 40 citoyens de Barbeston, réclamaient également l'extension de la franchise. Par contre, diverses pétitions de plus de 444 signatures protestaient contre toute augmentation des droits concédés par la franchise.

Le Raad nomma une commission, et le 8 septembre il en reçut un rapport, en même temps qu'un projet de loi qui n'avait pas encore reçu la lumière du jour. Après une longue discussion, la loi passa à une première lecture, et dut recevoir plein et entier effet, sauf confirmation par le Raad l'année suivante.

C'était de nouveau un changement radical et profond dans la situation politique des étrangers, changement qu'il était impossible de prévoir deux heures auparavant.

La loi n° 3 de 1894 remplace toutes les lois existantes jusqu'alors concernant la situation politique des étrangers.

Il y est écrit que toute personne née dans la République du Transvaal, ou qui peut y avoir établi son domicile avant le 29 mai 1876, est en droit de réclamer et d'exercer les droits politiques complets.

Tout étranger établi depuis lors dans la contrée est naturalisé après deux ans de résidence, commençant à compter du jour de l'enregistrement dans les registres des Field-Cornets.

Cette naturalisation confère le droit de vote pour les administrations locales, les Field-Cornets, les Landdrosts et les membres du second Raad.

Il est pourtant rappelé que les enfants nés d'étrangers dans la République Sud-Africaine conservent le statut de leurs parents.

Le sujet naturalisé, après avoir joui du droit de vote durant deux années consécutives, devient éligible au second Volksraad. C'est-à-dire qu'il est éligible au second Volksraad après quatre ans de naturalisation, deux ans de naturalisation simple, deux ans de naturalisation politique.

Après dix ans d'éligibilité au second Volksraad (il doit être âgé de trente ans au moins), il peut obtenir les droits politiques et civiques dans leur entier, à condition cependant que la majorité de ses concitoyens du Ward signifient leur désir de les lui voir accorder, et à condition que le président et le pouvoir exécutif n'y fassent pas d'objection.

Si l'on admet, donc, la bonne tenue et la régularité des registres des Field-Cornets, et la possibilité de les compiler (ce qui, en fait, est très difficile, souvent même impossible), l'immigrant, après une résidence officielle de 14 ans, durant laquelle il a eu le temps de se défaire de ses premiers attachements politiques, et ayant atteint l'âge de 40 ans pour le moins, peut obtenir les droits politiques et civiques les plus complets, en se faisant appuyer par une pétition de ses concitoyens du Ward, et en n'excitant pas la méfiance ou ne provoquant pas le *veto* du président et du pouvoir exécutif.

Ce rapide examen de la situation légale des étrangers au Transvaal montre combien étaient fausses et exagérées les plaintes des uitlanders, et combien il était nécessaire, pour l'existence de la République Sud-Africaine, que les

droits de franchise ne fussent accordés que progressivement et lentement.

En effet, la délivrance de la franchise, ou droit de vote complet, à tous les uitlanders, après une résidence de quelques années seulement, et sans autres conditions, aurait eu, en quelques années, les conséquences les plus graves et les plus terribles pour la République Sud-Africaine. Il ne faut pas oublier que la population du Transvaal est de 120.000 Boers environ, soit, en bien comptant, 40.000 électeurs au maximum ; d'autre part, il y a plus de 60.000 Anglais établis au Transvaal, si bien que si, au bout d'un certain nombre d'années, les droits civiques électoraux eussent été donnés à tous les uitlanders, la majorité législative eût été immédiatement entre leurs mains, et l'on aurait pu craindre qu'au bout de peu de temps ils n'eussent provoqué l'annexion du Transvaal à l'Angleterre, en employant les formes légales.

Le ministère anglais, sous l'influence néfaste et jingoïste de Chamberlain, s'empara immédiatement de la demande de franchise réclamée par les uitlanders, et en fit la base et le pivot de toutes les revendications et de toutes les plaintes qu'il se proposait, froidement, délibérément, d'exercer contre le Transvaal, et à ce propos qu'il nous soit donc permis de protester ici vivement contre la politique anglaise dans toute cette affaire du Transvaal.

On peut à la rigueur excuser le peuple anglais, dont l'opinion, d'ordinaire juste et pondérée, avait été échauffée et surexcitée par les journaux impérialistes et jingoïstes à la solde des Cecil Rhodes, de Chamberlain, Barnato et autres, et dont l'orgueil était encore tout frémissant du succès plus ou moins remarquable du sirdar Kitchner en Egypte, et de l'échec infligé à la France à Fashoda.

Mais celui que l'on ne saurait trop condamner, c'est le

ministère anglais tout entier, depuis Chamberlain jusqu'à lord Salisbury. C'est cette réunion d'hommes intelligents, éclairés, depuis le parvenu de la politique, M. Chamberlain, jusqu'au vétéran des luttes parlementaires, lord Salisbury.

En entreprenant la campagne contre le Transvaal, les ministres britanniques savaient qu'ils se heurteraient à une obstination farouche des Boers, luttant pour leur indépendance, et que si l'Angleterre, à un moment donné, ne retirait pas sa prétention, la guerre serait inévitable. Ils n'eurent cependant aucune hésitation, et c'est d'un cœur léger, sans doute, et d'un esprit serein qu'ils envoyèrent coup sur coup à sir Alfred Milner ces fameux télégrammes, que l'on ne connaît encore qu'en partie, mais qui devaient mettre le feu aux poudres.

Le président Kruger offrait une concession, le ministre anglais répondit par une exigence plus grande.

A la fin de l'année 1896 et de l'année 1897, la situation était la même, c'est-à-dire « tendue » ; cependant le second Volksraad, chambre des députés du Transvaal, examinait de nombreuses propositions et décrétait plusieurs lois destinées à favoriser les entreprises minières. Elle faisait préparer et distribuer en même temps un long mémoire, comparant et analysant les lois de naturalisation, au Transvaal et en Angleterre, et dont voici, en résumé, la partie la plus importante :

Loi boer.

1° Dans le passé comme à l'avenir sept ans, avec six mois d'enregistrement, c'est-à-dire en tout sept ans et demi.

Loi anglaise.

1° Dans le passé comme à l'avenir cinq ans, qui dans les conditions actuelles d'enregistrement en font six.

2° Octroi de tous les droits civiques, c'est-à-dire droit de vote pour le Raad, pour le président, et pour le commandant général.

3° Le requérant, durant cette période, doit être domicilié dans l'Etat du Transvaal; il peut s'absenter temporairement s'il prouve son intention de conserver son domicile dans les limites de la République. On fait entrer en ligne de compte la période de résidence qui s'est écoulée avant la mise en vigueur de la loi actuelle aussi bien que celle qui l'a suivie.

4° La résidence s'obtient des quatre manières suivantes :

A) Si le requérant s'est fait enregistrer lors de son arrivée dans le pays, comme c'était son devoir, avant d'y résider. Cette déclaration d'enregistrement et la résidence subséquente sont prouvées par les certificats du Field-Cornet du ward dans lequel a eu lieu l'enregistrement et par celui du Landdrost du district dans lequel est situé le ward; ces certificats sont donc délivrés en fait par les officiers ou magistrats qui sont le mieux qualifiés pour certifier de tels faits. (C'est de cette façon également que le requérant peut prouver qu'il (ne s'est jamais mis en opposition contre) n'a jamais contrevenu aux lois du Transvaal.

2° Octroi du droit de vote comme à tout Anglais,

3° Dès les huit dernières années qui ont précédé sa demande, le requérant doit prouver qu'il a résidé cinq ans dans le Royaume-Uni; il doit prouver également son intention d'y résider à l'avenir.

4° La résidence dans le passé et l'intention de résider à l'avenir peuvent se prouver de la seule manière suivante :

La déclaration du requérant doit être précédée et vérifiée par une déclaration générale devant un magistrat ou un officier ministériel.

Ces déclarations doivent être alors vérifiées tout spécialement en ce qui concerne le temps et le lieu de résidence, par une déclaration semblable de quelque personne, née sujet britannique, capable par conséquent d'être témoin de faits connus personnellement et non par information ou ouï-dire seulement. S'il n'est pas de sujet anglais qui soit dans ce cas, on se contente de la déclaration de un ou deux sujets an-

B) Si le Field-Cornet refuse de délivrer ce certificat, s'il refuse de le signer, le requérant peut en appeler au Conseil exécutif.

C) En cas de perte ou de destruction des registres du Field-Cornet, le requérant doit prouver au secrétaire et à l'attorney d'Etat au moyen d'affidavits qu'il a bien été enregistré.

D) Si le requérant a négligé de se faire enregistrer, ou si le Field-Cornet, le Landdrost ou le commandant général n'ont pas connaissance du fait, son certificat de franchise lui est délivré au vu et en vertu de son propre affidavit, et de celui de deux respectables et bien connus Burghers (jouissant de tous leurs droits civils), c'est-à-dire citoyens du Transvaal.

E) Si le secrétaire d'Etat ou l'attorney général, pour quelque raison que ce soit, refusait d'admettre son affidavit, le requérant a le droit d'en appeler au Conseil exécutif.

5° Le requérant ne doit pas avoir été condamné pour haute trahison, meurtre, vol, escroquerie, fraude, parjure ou fausse signature.

6° Les bonnes vie et mœurs du requérant sont attestées par les certificats des ministres du culte ou d'autres personnes respectables.

7° Quelques droits se montant à Lg 5.

glais qui ne sont témoins que de la période durant laquelle ils ont connu le requérant, et qui font connaître en même temps les conditions dans lesquelles ils ont acquis la connaissance des faits qu'ils certifient.

Ces déclarations doivent être de plus vérifiées également d'une façon générale et tout spécialement en ce qui concerne la respectabilité et la *loyalty* du requérant par une déclaration de quatre sujets anglais sujets à l'*income-tax* et qui doivent faire connaître la période durant laquelle ils ont connu le requérant.

5° Les déclarations du requérant et de ses témoins font l'objet d'une enquête indépendante conduite par le secrétaire d'Etat.

6° Le secrétaire d'Etat peut, avec ou sans raison, refuser la naturalisation, et cette décision est sans appel.

7° On peut ajouter que les droits de naturalisation en Angleterre s'élèvent à plus de L. 5 ou 125 francs.

8° Avant la naturalisation octroi aux résidents des droits civils et municipaux les plus étendus, en tant qu'ils existent.

9° Service militaire requis des étrangers en temps de guerre.

10° Difficultés apportées à l'acquisition, par un étranger, de biens immobiliers.

8° Octroi aux étrangers de tous les droits civils. Refus des droits municipaux.

9° Inexistence du service militaire obligatoire en Angleterre, même en temps de guerre.

10° Assimilation de l'étranger au national.

Les années se passaient et l'industrie des mines d'or ne faisait que s'accroître les uitlanders, ou étrangers fixés au Transvaal, recommencèrent à renouveler leurs griefs contre le gouvernement transvaalien ; ils agissaient sous l'influence de Cecil Rhodes et de quelques autres hommes politiques du parti anglais dont le rôle depuis vingt ans n'a été que de fomenter le mécontentement contre le gouvernement boer dans toute l'Afrique du Sud. A ce moment-là, 1895, les mines d'or étaient déjà connues sur le continent, en Angleterre et en France. Les meneurs de la révolte commencèrent une longue campagne d'agitation dans tout le Transvaal ainsi que dans la colonie du Cap ; les directeurs des grandes compagnies minières anglaises, les Cecil Rhodes, les Barnato et autres participèrent à une conspiration toute-puissante qui devait renverser le gouvernement transvaalien.

L'affaire Jameson fut organisée ; on se rappelle l'odyssée lamentable de cette expédition, organisée et préparée par Cecil Rhodes et dirigée par Jameson, chef de la milice de la Chartered Company. A la tête de ses miliciens et d'autres aventuriers, Jameson envahit le Transvaal, sous prétexte de porter secours aux habitants de Johannesburg. Les Boers prévenus à temps eurent heureusement le temps de se

réunir au nombre de quelques centaines de cavaliers aux environs de Johannesburg et réussirent non seulement à arrêter la colonne anglaise, mais la firent prisonnière à quelques soldats près.

Londres et le monde entier furent saisis d'une émotion profonde ; l'empereur Guillaume II félicita, dans un télégramme resté célèbre, le président Kruger de l'heureuse issue de cette aventure et l'assura de toute sa sympathie.

L'opinion anglaise, inspirée et dirigée par les grands journaux anglais feignit, de s'alarmer, alors qu'en vérité elle ne faisait que regretter l'insuccès de cette tentative malheureuse.

Néanmoins, en Europe, on pensa généralement que ces événements, l'échec de la tentative Jameson, la science politique de Kruger, contribueraient à amener un apaisement dans les esprits et à faire naître une période de calme et de tranquillité.

Il n'en fut malheureusement rien. Bien que le ministère anglais s'abstînt, jusqu'en 1897, d'adresser au Transvaal de nouvelles représentations, après la tentative de Jameson les esprits dans l'Afrique du Sud ne s'apaisèrent pas et l'animosité entre les Boers et les Anglais ne fit que s'accroître.

C'est vers cette époque que l'Union nationale transvaalienne commença à jouer un rôle important. C'était une organisation d'uitlanders qui, depuis 1892, remplissait le rôle utile de Société d'opposition dans le Rand. Les politiciens amateurs font connaître leurs opinions dans ses meetings, et la cessation des griefs des uitlanders y est discutée dans des formes académiques. Le président était, en 1895, M. Charles Léonard, l'avoué le plus important de Johannesburg et le conseiller légal des principales maisons financières. Il était l'ami intime et le confident des capitalistes et financiers les plus en vue, Barnato, Cecil

Rhodes, etc., et ce sont ces capitalistes qui ont fait les frais et organisé en secret le mouvement de réformes. S'ils agissaient secrètement, c'est qu'ils craignaient de nuire à leur influence auprès du gouvernement transvaalien jusqu'au moment où un coup décisif pourrait être porté. Leur but avoué était d'obtenir la franchise et l'abolition des monopoles ; leur but réel et caché était moins avouable : ce n'était rien moins que le renversement de la République Sud-Africaine et la création d'une vaste confédération anglaise des Etats de l'Afrique du Sud.

Les résultats qu'elle obtint, sur un terrain de moindre importance, et si restreints soient-ils, n'en sont pas moins dignes de remarque. C'est à son influence principalement et grâce à ses nombreuses et criantes réclamations qu'est due en grande partie la loi municipale ou « municipal rule » de Johannesburg, que le président Kruger présenta et fit adopter par le Raad.

En voici les principales dispositions :

Article premier. — L'administration de la ville de Johannesburg sera confiée à un conseil municipal comprenant au plus vingt-quatre membres. La moitié des membres de ce conseil se composera de « burghers » de la République Sud-Africaine ayant droit de vote.

Art. 2. — Sans importance dans l'étude actuelle ; règle les élections du président et des adjoints du conseil, qui devront être choisis parmi les membres du conseil.

Art. 3. — Les membres du conseil seront choisis parmi les habitants (blancs) ayant l'âge requis, et s'étant fixés, trois mois avant la date de l'élection, à Johannesburg, dans l'intention d'y résider définitivement. Sont électeurs :

A) Ceux qui sont burghers et qui possèdent le droit de vote

B) Ceux qui sont propriétaires de placers ou de bâtiments de la valeur de Lg 100 — à la condition que la perte

de leur droit de propriété entraîne immédiatement celle de leur droit d'électeur.

C) Ceux dont le loyer annuel pour leur maison, leur (loyer) bureau, ou leur local sera de 50 Lg au moins.

Art. 10-28. — Le conseil municipal aura le droit de prendre toutes les dispositions qui seront requises pour l'intérêt, la sauvegarde de l'ordre public, la moralité et l'hygiène.

Art. 32. — Le revenu de la ville de Johannesburg consistera, en plus des amendes indiquées plus haut, de :

A) La taxe immobilière qui devra être payée par chaque propriétaire de terrain ou portion de terrain, ou bâtiment; cette taxe sera fixée par le conseil municipal et ne pourra excéder 3 pence par Lg de la valeur taxée.

B) La location des propriétés de la ville.

C) Les différents droits de théâtre, de voirie, de poids et marchés, etc.

Telles sont les principales dispositions d'une loi municipale qui garantit à Johannesburg, pleinement et librement, un régime de *self-government*, comme toute localité pourrait en désirer un. On voit donc que les uitlanders, en ce qui concerne du moins les droits municipaux, étaient fort bien partagés, et jouissaient en quelque sorte d'une situation privilégiée, analogue, pour partie, à celle des étrangers en Algérie avant 1889.

Les années 1897 et 1898 se passèrent sans amener de changement dans la situation respective des deux futurs adversaires, la Grande-Bretagne et la République Sud-Africaine. Un échange de notes, parfois assez vives, il est vrai, avait lieu entre les deux gouvernements, mais sans que rien ne pût justifier des craintes ni exciter des appréhensions, et tout semblait présager un règlement amiable et pacifique de la question, lorsque subitement M. Cham-

berlain, assisté de sir Alfred Milner, et fort d'une pétition monstre des uitlanders à la reine d'Angleterre, rouvrit la question, dans une suite de télégrammes adressés en réponse à sir Alfred Milner à partir du 4 mai 1899, et dont chacun était une longue accusation contre les Boers. Au 10 mai, M. Chamberlain envoyait à M. Milner une liste des griefs de l'Empire britannique contre le Transvaal, et, après s'être mis d'accord avec ce dernier, faisait proposer par son intermédiaire au président Kruger une conférence à Bloemfontein.

La conférence entre M. Kruger et sir Alfred Milner eut lieu à Bloemfontein dans les premiers jours de juin 1899. Il semble important d'y insister un peu longuement, attendu que son échec entraîna la guerre, et que les questions qui y furent traitées, la manière dont elles furent posées, éclairent d'un jour bien net toute la question de la franchise.

L'agent britannique demanda que la franchise complète, c'est-à-dire la naturalisation ou assimilation à la qualité de citoyen boer, fût accordée à tout étranger : 1° ayant résidé pendant cinq années sur le territoire de la République ; 2° déclarant vouloir s'y établir d'une façon permanente, et 3° jurant d'obéir aux lois et de défendre l'indépendance du pays. De plus, l'empire britannique demandait que le district minier fût représenté par un certain nombre de députés, et que la loi sur la franchise eût un effet retroactif.

Le président Kruger répondit par les contre-propositions suivantes :

1° Octroi de la franchise aux uitlanders après un séjour de sept années, composé d'une période de deux ans, après laquelle l'uitlander devrait demander sa naturalisation, et d'une autre période de cinq ans, après laquelle il aurait droit de vote ;

2° Toute personne fixée au Transvaal avant 1890 aurait ce droit après une période de deux ans ;

3° Tout étranger en demandant à être naturalisé devrait prêter serment, n'avoir été frappé d'aucune condamnation déshonorante, posséder une propriété foncière d'une valeur de Lg 150. Plus quelques autres petites conditions de moindre importance.

La population minière serait également plus largement représentée.

A première vue, la différence entre les demandes et les contre-propositions est très minime : et l'on ne comprend guère les raisons qui firent échouer la conférence, si ce n'est pas l'ordre formel de M. Chamberlain de répondre à une contre-proposition par une demande encore plus grande, de façon à rendre impossible tout accord.

Les deux plénipotentiaires retournèrent en arrière, l'un à Johannesburg, l'autre au Cap, sans être parvenus à une entente.

Néanmoins les négociations ou plus exactement les pour-parlers continuèrent entre sir Alfred Milner et le président Kruger ; de grands efforts furent faits tant par le président de la République d'Orange que par M. Hofmeyr, membre de l'Afrikander Bond du Cap, et les premiers ministres de cette colonie.

D'ailleurs, cette question de la franchise et des griefs des uitlanders n'était qu'un prétexte et un trompe-l'œil, car il est inadmissible que deux gouvernements se soient décidés à la guerre par un simple écart de deux ans, qui, somme toute, est la seule différence entre les demandes de sir Alfred Milner et les concessions du président Kruger.

Il semble pourtant que le différend portait bien moins, en fait, sur la question de savoir si l'Etat transvaalien serait tenu ou obligé d'accorder le droit de cité au résident

ayant achevé le stage légal, ou s'il aurait la faculté de le lui refuser. En somme, c'était la souveraineté de l'Etat qui était en jeu.

De plus, la lecture de la correspondance officielle anglaise laisse supposer que le gouvernement britannique, tout en demandant la concession aux résidents de tous les droits de citoyen transvaalien, leur maintenait quand même la qualité de citoyen anglais. Ce n'était peut-être, pour l'Angleterre, que le maintien d'une vieille tradition juridique ; pour le Transvaal, c'était un coup droit porté à son indépendance.

Il restait, il est vrai, une foule d'autres revendications à exposer pour sir Alfred Milner ; mais on commença par celle de la franchise, qui était de beaucoup la plus importante et la plus difficile.

Bref, avant la déclaration de guerre amenée par les préparatifs de guerre de l'empire britannique et l'ultimatum du gouvernement transvaalien, la situation des étrangers ou uitlanders au Transvaal était réglée ainsi qu'il suit :

1° Toute personne pouvait obtenir la franchise complète en prêtant serment de fidélité après sept ans de résidence, à compter de la date où elle avait donné par écrit son intention de devenir « burgher » de l'Etat ;

2° Tout étranger demeurant d'une façon permanente dans la République avant la promulgation de la présente loi pouvait obtenir la naturalisation avec la franchise complète, ainsi que les droits politiques des Burghers, après neuf ans de résidence ou cinq ans à dater de l'application de la présente loi ; à condition toutefois qu'il ne se fût pas écoulé moins de sept ans depuis qu'il avait fixé sa résidence dans la République ;

3° Le gouvernement ne pouvait accorder la naturalisation et la franchise complète à des étrangers ne remplissant

pas ces obligations que dans le cas où ces étrangers étaient des fonctionnaires ou des personnes ayant rendu des services publics à l'Etat ;

4° Les enfants nés (de mariés) d'alliances contractées dans la République avaient le droit d'être naturalisés et de jouir de la franchise complète dès qu'ils avaient atteint leur majorité ;

5° Dans le cas où le Field-Cornet n'avait pas accordé un certificat de naturalisation ou de franchise complète, on était obligé de recourir à une prestation de serment de la part du postulant et de quatre Burghers notables du district jouissant de la franchise complète. Ce serment avait pour but d'attester que le postulant avait résidé dans la localité ou le district durant le laps de temps requis par la loi, qu'il s'était montré respectueux des lois et partisan de l'indépendance du pays transvaalien.

D'après d'autres propositions qui furent approuvées en même temps que la loi précédente, et d'une manière tout aussi unanime par le Volksraad, il était déterminé :

« La représentation des placers sera, conformément à la loi n° 12 de 1887, accrue de quatre membres dans chaque Volksraad, élus par toute personne qui, au terme de cette loi, aura obtenu la franchise durant l'année. »

« Le serment de naturalisation pourra être facultatif après 2 ou 7 années de domicile.

« Il ne sera pas nécessaire que le postulant à la qualité de Burgher établisse qu'il jouissait de la franchise dans son pays d'origine. »

Telle était, dans ses grandes lignes, la situation des Uitlanders au Transvaal avant la guerre actuelle.

Elle était privilégiée, en ce qu'ils jouissaient des droits municipaux les plus étendus avant la naturalisation, et que, cette formalité remplie, ils étaient assimilés complètement.

aux autres citoyens de la République. Quant aux conditions mêmes de son obtention, elles n'avaient rien d'extraordinaire, et les sept ans de résidence, seule condition essentielle, se justifient amplement par la nécessité commune à tous les Etats de n'accorder leur nationalité qu'à bon escient et en connaissance de cause.

CONCLUSIONS

A l'heure actuelle, qui semble devoir sonner dans l'histoire la fin de la République Sud-Africaine, l'on ne peut que s'étonner de l'indifférence coupable de l'Europe, assistant impassible et muette à ce crime de lèse-nation et à la création d'une nouvelle Pologne, et protester contre les théories et les agissements de l'empire britannique qui semble vouloir annexer les territoires transvaaliens par une simple proclamation militaire de lord Roberts, corroborée par un discours de M. Chamberlain devant les Communes.

Il semblerait, à les voir, que le droit de conquête existe toujours comme chez les peuples primitifs, pour qui tout étranger était un ennemi, et chez qui, la guerre étant la situation normale, la violence, la conquête devaient être acceptées comme la source et l'origine du droit.

Sans remonter dans l'histoire et rechercher si la légitimité de la conquête a toujours été admise ou quelquefois contestée, qu'il nous suffise de rappeler le mot de Montesquieu : « Le droit de conquête n'est pas un droit. »

Depuis bien longtemps déjà, au droit de la force et du coup de poing qui régissait les nations, à la négation de tout droit international, ont succédé entre les Etats, et plus haut que les Etats, des obligations juridiques parmi lesquelles figure le droit d'être respecté, et par suite celui de respecter le territoire et la souveraineté des autres Etats.

Le droit de conquête ne répond donc plus à la même conception.

Au début, dans les temps anciens, l'occupation militaire

seule entraînait substitution de souveraineté; l'envahisseur, par le fait seul de la possession militaire, devenait souverain du pays envahi; plus tard, cette théorie se modifia sous l'influence du principe que la souveraineté du nouveau souverain n'était que temporaire et ne devenait pleine et entière que du jour où l'on pouvait l'assimiler à une conquête effective; son dernier développement en fit enfin la théorie actuelle suivant laquelle il n'y a pas substitution de souveraineté.

Actuellement, en tout cas, la théorie régnante reconnaît deux périodes bien distinctes : — l'occupation militaire autorisant l'envahisseur à prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité de l'armée envahissante, mais rien de plus, — et la conquête complète permettant à l'envahisseur de traiter le territoire envahi comme il l'entend. La difficulté est donc de déterminer l'instant où la possession d'un territoire, par la force des armes, cesse d'être l'occupation militaire pour devenir la conquête.

Il semble que c'est dès l'instant où l'envahisseur : 1° est vraiment maître absolu du territoire envahi, c'est-à-dire que son autorité de fait est reconnue sur tous les points du territoire envahi, et qu'aucune armée régulière ennemie ne tient plus la campagne; 2° manifeste sans équivoque, d'une manière claire et précise son intention, de conserver sa conquête en sa possession. L'intention doit se manifester d'une façon officielle, publique, qui ne laisse place à aucune équivoque, ni aucun doute.

Les habitants du pays envahi, aussi bien que les puissances neutres, ne sont réputés connaître cette intention que du jour de la promulgation et de la notification officielle du traité, en cas d'annexion partielle; et du jour de la déclaration d'annexion ou d'incorporation notifiée officiellement aux puissances, en cas d'annexion totale. Jus-

qu'alors, au point de vue diplomatique et international, il n'y a ni transfert ni substitution de souveraineté; l'état envahi est toujours indépendant, reconnu comme tel; son gouvernement et ses agents traités suivant les règles du droit international.

Il va de soi que la substitution de souveraineté ne s'opère que sous l'influence simultanée de ces deux conditions : possession indiscutée du territoire envahi; notification officielle aux puissances. C'est ce que prouve à chaque page l'histoire diplomatique des temps modernes.

Du reste, dans l'espèce, la Grande-Bretagne ne paraît pas vouloir s'écarter des règles établies en droit international, et il semble que la déclaration officielle de lord Roberts annexant le Transvaal va recevoir une suite imminente dans la notification officielle du gouvernement britannique aux puissances que la République Sud-Africaine a cessé d'exister et que les territoires en dépendant sont annexés à l'empire britannique. L'avenir prouvera si la première des conditions était remplie, et si les armées transvaaliennes ont vraiment cessé d'exister.

En droit positif, la victoire et la conquête qui en est la suite ne sont pas un titre juridique, et c'est le traité seul qui le constitue. Jusqu'alors, l'occupation, l'annexion ne sont que de simples faits, créant des droits sans doute pour le vainqueur, mais ne lui transmettant ni la propriété ni la souveraineté.

Que les Anglais n'oublient donc pas : que l'illégitimité de la conquête est absolue, que rien ne la justifie, ni le droit de *self-defence*, ni la prétendue théorie des nationalités; et que toute cession de territoire, cession partielle ou annexion totale, doit s'effectuer avec le consentement des habitants.

Si l'on oublie ces deux principes; si l'on admet, comme

plusieurs jurisconsultes de nos jours, d'origine allemande d'ordinaire, Holtzendorf, Mommsen, le caractère de justice et d'utilité de certaines annexions, c'est approuver les plus grands crimes de l'histoire, le partage de la Pologne, et, plus récemment, l'annexion par l'Allemagne des duchés de Sleswig-Holstein et de l'Alsace-Lorraine.

Pour être sincères, il est vrai, on peut rappeler qu'en droit positif l'illégitimité de la conquête est absolue, mais qu'en fait, devant une armée victorieuse et maîtresse des territoires qu'elle occupe, les protestations élevées de quelques juriconsultes distingués, ne sont qu'un hommage rendu au droit et à la justice.

Que dire pourtant à la fin de cette étude de la prétendue suzeraineté de l'empire britannique sur le Transvaal et de la franchise politique ? Les ennemis de la République Sud-Africaine ont à ce propos accumulé tant de mensonges et de calomnies qu'il semble utile de résumer les faits sous leur vrai jour.

On a d'abord toujours oublié que le Transvaal était un État, et que bien peu d'étrangers fixés sur son territoire avaient manifesté la volonté de s'y faire naturaliser en se conformant à ses lois et à ses règlements sur la naturalisation.

D'un autre côté, et au mépris des faits, on a toujours argué de l'assimilation de la population anglaise et hollandaise dans la colonie du Cap, au point de vue des droits civils et politiques, pour réclamer la même assimilation dans la République Sud-Africaine.

C'était oublier que la question n'était pas une affaire de nationalité, mais appartenait au droit international.

S'il y avait eu dans la généralité de la population étrangère du Transvaal le désir sincère et la volonté bien ferme d'acquérir des droits politiques, ce désir et cette volonté

se seraient manifestés en se conformant aux prescriptions et aux règlements sur la naturalisation. Cependant, en fait, bien peu d'étrangers firent des démarches dans ce sens. Ils jouissaient de tels avantages pratiques qu'il leur semblait inutile de réclamer la naturalisation. Il n'y avait pas de profession ni de commerce dans lesquels ils ne pussent entrer librement, et la plupart, ayant l'intention de retourner dans leur patrie d'origine, après fortune faite, craignaient de se faire naturaliser.

On peut alléguer, il est vrai, que les formalités accompagnant la naturalisation étaient compliquées et ne semblaient pas faites pour l'encourager.

Mais il semble évident que, si une politique d'octroi immédiat et sans discernement de la franchise aux uitlanders et de monopolisation des mines avait été adoptée à Johannesburg, comme le demandait le gouvernement britannique, les résultats en auraient été les mêmes qu'à Kimberley, c'est-à-dire le triomphe final d'un mécanisme formidable et autocratique qui, sous la pression industrielle et commerciale, aurait amené chaque électeur de Johannesburg à servir les vues et les intérêts de ceux qui étaient à la tête de cette organisation. Une frappante illustration en a été donnée lors du raid Jameson, où des hommes employés par les grandes compagnies minières, et qui n'avaient aucun motif de haine, de quelque nature que ce soit, contre le gouvernement du Transvaal, reçurent l'ordre de prendre les armes contre lui, sous menace d'être congédiés et dépouillés de leurs salaires.

Ce fut contre cette possibilité ou plutôt cette probabilité que le gouvernement du Transvaal et le Volksraad se virent contraints de défendre la République. Ce n'était pas une politique de vexation pour les étrangers pris individuellement, mais une politique de *self-defence* contre un ennemi impitoyable.

Quant à la Grande-Bretagne, la seule excuse qu'on puisse invoquer en sa faveur est qu'elle se trouvait contrainte, ou bien d'annexer les Républiques Sud-Africaines, ou bien de renoncer à toute domination dans l'Afrique du Sud, et peut-être par la suite et par conséquence à celle des Indes et de l'Australie. C'est une excuse en politique, mais non point devant le droit et devant l'histoire.

VU :

Lyon, le 5 novembre 1900,
Le Président de la Thèse,
P. PIC.

VU :

Lyon, le 6 novembre 1900,
Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 8 novembre 1900,
Le Recteur de l'Académie,
Président du conseil de l'Université,
G. COMPAYRÉ.

APPENDICE I

Constitution ou Grondwet DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Exposé général.

ARTICLE PREMIER. — Cet Etat portera le nom de « République Sud-Africaine ».

ART. 2. — La forme du gouvernement de cet Etat sera celle d'une République.

ART. 3. — Cet Etat désire être reconnu par le monde civilisé comme Etat libre et indépendant.

ART. 4. — Ce peuple ne cherche pas à agrandir son territoire, sauf dans l'intérêt de la République.

ART. 5. — Ce peuple veut conserver son territoire dans le Sud de l'Afrique sans que celui-ci puisse être diminué. Les frontières seront établies par une proclamation.

ART. 6. — Son territoire est ouvert à tout étranger se soumettant à l'observation des lois de la République. Tous les citoyens ont également droit à la protection de leur personne et de leurs biens.

ART. 7. — Appartiennent à la République tous les terrains qui, se trouvant dans son territoire, ne sont encore propriété individuelle de personne.

ART. 8. — Le peuple désire jouir de la liberté aussi grande que possible en conservant sa religion et en remplissant les obligations de cette religion, et en observant l'ordre et le droit. Le peuple permet la propagation de

l'évangile chez les païens, pourvu que les moyens employés ne tendent pas à les faire tomber dans l'erreur.

ART. 9. — Le peuple n'admet pas l'égalité entre les populations noire et blanche.

ART. 10. — Le peuple ne reconnaît pas l'esclavage ni n'admet le commerce des esclaves.

ART. 11. — Le peuple, suivant ses lois, veut avoir le droit de défendre sa liberté et son inviolabilité.

ART. 12. — Le peuple confie au « Volksraad » le soin d'élaborer ses lois ; l'autorité de celui-ci est la plus haute du pays, et le « Volksraad » est composé de représentants du peuple élus par les bourgeois jouissant du droit de vote.

On donne au peuple un délai de trois mois pour faire connaître au « Volksraad » son jugement sur les lois publiées ; il est fait exception pour les lois urgentes.

ART. 13. — Le peuple remet au président de l'Etat le pouvoir exécutif ; le président a le droit de nommer tous les fonctionnaires de l'Etat en faisant approuver ces nominations par le « Volksraad ».

ART. 14. — Le peuple donne à l'armée, à la police et aux fonctionnaires qui en sont chargés (loi n° 3, 1881, art. 15, et loi n° 8, 1885) le soin d'assurer le maintien de l'ordre.

ART. 15. — Le peuple remet le pouvoir judiciaire à une haute cour de justice composée des « Landdrosten », des « jurés » et des fonctionnaires revêtus de ce pouvoir judiciaire ; le peuple s'en remet à leur conscience pour la juste application des lois du pays. (Loi n° 3, 1881, p. 1025.)

ART. 16. — Le « Volksraad » doit présenter au peuple un budget annuel lui faisant connaître les recettes et les dépenses de l'Etat, et indiquant la taxe d'impôts incombant à chaque citoyen.

ART. 17. — La capitale de la République sera « Potchefstroom », sur la rivière « Mooi », et la résidence du gouvernement sera « Prétoria ».

ART. 18. — Tous les services rendus à la communauté seront récompensés par celle-ci.

ART. 19. — La presse sera libre, mais les imprimeurs et les auteurs seront responsables des articles publiés par eux qui comporteraient soit une insulte, soit des injures ou des attaques contre le caractère des personnes.

Protection de la religion et de l'État.

ART. 20. — Aboli par le jugement du peuple du 28 septembre 1874, article 26, et par celui du 26 mai 1886, article 322.

ART. 21. — Aboli par le jugement du peuple du 1^{er} juin 1890, article 151, p. 378.

ART. 22. — Ne peuvent faire partie du « Volksraad » que des membres appartenant au culte protestant. (Jugement du peuple du 11 juin 1873, art. 153, p. 525).

ART. 23. — Aboli. (Voir art. 20.)

ART. 24. — Pour la prospérité et la grandeur de l'Etat, le peuple désire qu'il ne manque jamais de professeurs dans les écoles publiques.

ART. 25. — En temps de paix, toutes les mesures possibles seront prises pour se préparer à faire face à une guerre.

ART. 26. — En cas d'invasion de l'ennemi, chacun, sans exception, se doit à la défense de la patrie, et cela dès la déclaration de l'état de guerre.

ART. 27. — Aucune alliance ou union avec une puissance quelconque ne peut être acceptée ou offerte sans que le président de l'Etat, le « Volksraad » et les membres du « Raad » n'aient émis leur opinion pour ou contre l'acceptation ou l'offre de celle-ci.

ART. 28. — Quand l'Etat est en danger ou en temps de guerre, le commandant général peut, avec le concours du conseil de guerre, décider des alliances ou des traités à conclure, si le commando est en campagne et si le temps fait défaut pour les soumettre à la discussion du Raad.

DU VOLKSRAAD

Pouvoir supérieur ou pouvoir de créer les lois (1)

ART. 29. — Le Volksraad doit avoir la plus grande autorité du pays et procéder à l'élaboration des lois.

ART. 30. — Les représentants du peuple ne sont pas, en cette qualité, considérés comme des employés de l'Etat.

ART. 31. — Le Volksraad doit se composer au minimum de 12 membres ; ces membres doivent réunir les conditions suivantes :

1° Ils doivent avoir l'âge de 30 ans ; 2° être nés dans le territoire de la République ou avoir eu, durant quinze années consécutives, le droit de vote comme bourgeois de la République Sud-Africaine ; 3° ils doivent appartenir au culte protestant ; 4° résider dans la République et posséder des biens sur le territoire de la République Sud-Africaine. Les personnes de mauvaise vie connue ayant subi des peines infamantes, ainsi que les banqueroutiers ou faillis qui n'ont pu se faire réhabiliter, les commerçants insolubles, ne peuvent être élus.

Les membres du Volksraad ne peuvent avoir entre

(1) Voir la loi sur l'organisation de la représentation du peuple, du 23 juin 1890, créant deux « Volksraad ».

eux les degrés de parenté de père et fils et de beau-père et beau-fils.

Les mulâtres et les métis n'ont pas le droit d'assister aux séances.

Les employés de l'Etat et les officiers recevant un traitement mensuel ou annuel ne peuvent être élus. Quiconque connaît un cas d'empêchement désigné ci-dessus a le droit de le dénoncer au président de l'Etat avant que le membre ait pris part aux séances. S'il y a une preuve suffisante, le président de l'Etat en fait part au président du Volksraad et provoque l'invalidation du membre.

ART. 32. — Les membres du Volksraad sont élus à la majorité des voix dans chaque district. Ne peut être élu celui qui n'a pas obtenu, lors de son élection, une majorité de 60 voix au moins parmi les bourgeois électeurs. Tout citoyen âgé de 21 ans, né dans la République ou s'y étant fait naturaliser, est bourgeois électeur.

Les membres du « Volksraad » sont élus pour quatre années.

ART. 33. — Ne peuvent être élus les candidats qui n'auraient pas reçu avant l'élection une attestation signée de vingt-cinq électeurs sujets transvaaliens leur confirmant cette candidature.

Les électeurs d'un district peuvent donner leur voix à un candidat résidant dans un autre district.

ART. 34. — Tout bourgeois électeur a le droit de dénoncer au président du « Volksraad » à l'adresse : « Aan de Wel Ed. Heer Voorzitter von den Volksraad », si elle est à sa connaissance, toute faute qui serait imputable soit au président, soit à un membre du Raad.

ART. 35. — Les élections des membres du « Volksraad » doivent se faire dans les mois de janvier ou de février; dans les cas extraordinaires, elles pourront avoir lieu à

tout autre moment. Chaque district doit élire deux membres à la majorité des voix à l'exception des districts de Prétoria, Potchefstroom, Lydenburg, Rustenburg et Vryheid, qui doivent élire chacun trois membres. Chaque section d'élection des mines publiques doit déléguer un membre. Les » Veldkornetten » doivent veiller à ce que les listes d'élection soient transmises au « Landdrost », et celui-ci s'assurer qu'elles sont transmises au « Raad ».

A la fin de la seconde année doit se renouveler par voie de tirage au sort la moitié des membres du Volksraad, et l'autre moitié à la fin de la quatrième année, et ainsi de suite. Les districts dont les membres sont sortants doivent nommer d'autres membres du « Volksraad ». Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 36. — Le « Volksraad », sur la proposition du Raad, élit dans son sein un secrétaire.

ART. 37. — Si un membre du Volksraad manque sans motif valable à une séance et ne répond pas à la convocation faite, il est frappé d'une amende de rds 75.

ART. 38. — Les excuses valables pour l'absence aux séances du Volksraad sont les suivantes : 1° fatigue et maladie physique déclarées par le membre dans une lettre signée du Landdrost, du Commandant ou du Veldkornet de sa section ; 2° les obstacles imprévus pour lesquels on doit fournir des preuves établissant l'impossibilité réelle du membre d'assister aux séances.

ART. 39. — Toutes les dispenses et communications dont parlent les articles 37 et 38 doivent être transmises au président de l'Etat et soumises aux arrêts du Raad. Les sièges devenant vacants doivent être attribués à des remplaçants, conformément à l'article 35.

ART. 40. — Les membres du Volksraad doivent prêter

serment devant le Volksraad avant de commencer leurs fonctions. Ce serment doit être formulé comme suit :

« En ma qualité de membre élu du Volksraad de la République, je déclare, promets et jure que je n'ai jamais fait de présents ni promis de présents à ceux qui m'ont élu; que je serai loyal, fidèle et sincère envers le peuple et que, en mon âme et conscience, je me conformerai aux lois et à la constitution de la République, et, en général, que je n'aurai jamais d'autre objectif que le bonheur et la prospérité des citoyens. »

ART. 41. — Au commencement de la session, les membres présents au Volksraad procèdent à l'élection de leur président pour une année.

ART. 42. — Tous les sujets à aborder doivent être déterminés à la majorité absolue des voix de membres électeurs du Volksraad.

ART. 43. — La séance du Volksraad ne peut être close qu'après épuisement des projets à traiter, et le président du Raad doit déclarée la séance levée. Un membre du Volksraad peut quitter la séance dans les cas déterminés par l'article 38, deuxième paragraphe.

ART. 44. — Les membres du Volksraad sont dispensés du service militaire et sont exonérés des charges qui sont applicables aux exemptions de service. A titre d'indemnité, ils recevront le remboursement de leurs frais de séjour pendant la durée des sessions.

ART. 45. — Les séances sont publiques, à moins que le Volksraad ait décidé de traiter un sujet à huit clos.

Les personnes non membres du Volksraad ne doivent parler que lorsqu'elles sont interrogées par le président.

ART. 46. — L'activité doit être réglée conformément à l'article principal 7 du règlement de 1887. (Locale Wetten II. B. d. 180).

ART. 47. — Toutes les propositions de lois doivent être présentées au Volksraad par son président pour leur discussion, tant pour les lois publiées trois mois avant la session que pour les lois proposées pendant le cours de la session.

ART. 48. — Si les publications des lois et les notifications du gouvernement n'ont pas été faites à temps, le président de l'Etat doit rechercher à qui en incombe la faute. Si un « Landdrost » est reconnu coupable de ce retard, il est frappé d'une amende de rds 50; si c'est un « Veldkornet » ou un employé subalterne, il est frappé d'une amende de rds 25.

ART. 49. — Le président du Volksraad doit envoyer au président de l'Etat une copie de chaque loi votée, afin que celui-ci puisse agir en conséquence.

ART. 50. — Lors de l'élection d'un nouveau président de l'Etat, le Volksraad doit lui envoyer quatre de ses membres et son secrétaire pour recevoir sa prestation de serment, et ceci durant une session du Volksraad.

ART. 51. — Lors de l'élection d'un membre du Raad ou d'un commandant général, le Volksraad doit leur envoyer une invitation écrite à se présenter devant lui pour faire prestation de serment. (Voir art. 91.)

ART. 52. — Le président de l'Etat doit chaque année fournir au Volksraad la liste des employés, afin que celui-ci lui donne ou lui refuse son approbation. (Voir loi n°3, 1881, article 4, dernier paragraphe, p. 1026.)

ART. 53. — Si la cour désignée dans l'appendice du « Grondvet » de 1887, article 8, ou la Haute-Cour de justice dont il est parlé dans l'article 127 de la constitution, informe le président de l'Etat qu'un membre du Raad ou le commandant général ne sont pas dignes de remplir leurs fonctions, le président du Volksraad doit convoquer les membres du

Volksraad de suite après l'arrêt des dites cours. Les membres ainsi rassemblés sont obligés d'assister à la séance pour destituer de leurs fonctions les condamnés et pourvoir au remplacement de ceux-ci.

ART. 54. — Les membres du Volksraad se rassemblent annuellement le premier lundi du mois de mai dans la salle de vote ou à d'autres époques, si le président juge bon de les convoquer ; les séances ont lieu chaque jour à 9 heures du matin et leur durée est de 4 à 5 heures par jour. Les séances du Volksraad doivent être ouvertes et levées par une prière.

ART. 55. — Le président du Volksraad est responsable de l'exécution de l'article 54 pour la tenue des séances, et il est passible pour toute infraction à l'exécution de cet article d'une amende de rds 50 que peut lui infliger le Volksraad.

ART. 56. — Le Président est chargé du maintien de l'ordre pendant les séances. Quand un membre a été rappelé à l'ordre et ne s'incline pas devant ce premier rappel, une amende lui est infligée en le rappelant une deuxième fois à l'ordre. Pour chaque infraction au présent article et à l'article 54, le membre est passible d'une amende de rds 5.

ART. 57. — Le maintien de l'ordre parmi les personnes indiquées dans l'article 45 est assuré par un Veldkornet désigné par le Landdrost du district où se tiennent les sessions.

ART. 58. — Ce Landdrost doit également désigner un huissier au service du Volksraad pendant les sessions.

ART. 59. — Le Volksraad juge toutes les infractions commises dans la salle des séances et prononce sans appel.

ART. 60. — Les « Landdrosten » de la résidence du délinquant doivent être mis au courant de toutes les punitions infligées par le Volksraad, afin qu'ils puissent opérer le recouvrement des amendes.

Du Président de l'Etat et des Membres du Raad.

ART. 61 (1). — Le pouvoir exécutif est conféré au président de l'Etat qui est responsable devant le Volksraad. Ce Président est élu pour cinq années à la majorité des voix des citoyens électeurs. A l'expiration de son mandat, il est rééligible. Pour être élu, il doit avoir l'âge de 30 ans révolus. Il n'a pas besoin d'être citoyen de l'Etat le jour de son élection, mais il doit être membre de l'Eglise protestante et n'avoir jamais subi de condamnation.

ART. 62. — Le président de l'Etat et du Raad est le magistrat le plus élevé de l'Etat. Tous les autres fonctionnaires lui sont soumis, mais ceux revêtus du pouvoir judiciaire restent absolument libres et indépendants.

ART. 63. — Durant son mandat, le président de l'Etat ne doit occuper aucun poste dans le clergé ni se livrer au commerce.

Le président de l'Etat ne doit quitter le territoire qu'après en avoir obtenu du Volksraad l'autorisation.

Le Raad autorise le président de l'Etat à prendre des congés à l'Etranger pour ses affaires personnelles.

ART. 64. — Dans les cas de déplacement, d'incapacité physique ou intellectuelle ou de mort du président de l'Etat, un membre du Raad, élu par le Volksraad, le remplace, avec le titre de vice-président de l'Etat ; celui-ci est chargé de convoquer les membres du Volksraad à l'assemblée devant procéder à l'élection d'un nouveau président de l'Etat. Après cette élection, ce vice-président conserve ses fonctions jusqu'à l'investiture du nouveau président de l'Etat.

(1) Modifié par l'article n° 1 de la décision de V. R. du 20 juin 1890. Voir modification de la Constitution du 23 juin 1890.

Egalement durant l'absence du président en congé, le vice-président le remplace dans ses fonctions.

ART. 65. — Le président de l'Etat peut être destitué par le Volksraad pour cause d'indignité par suite de mauvaise vie ou dilapidation des deniers de l'Etat, ou pour trahison et en général pour tout autre motif grave de cette nature ; après cette destitution, il sera passible de l'application des lois.

ART. 65 A. — Si le Volksraad décide de mettre en accusation le président de l'Etat pour violation de la constitution ou pour d'autres crimes de lèse-patrie, le dit président doit être traduit devant un tribunal spécial composé des membres de la Haute-Cour de justice, du président et d'un membre du Volksraad. Le procureur de l'Etat remplit alors les fonctions d'accusateur public. L'accusé a le droit de confier sa défense à un avocat de son choix.

ART. 66. — Toutes les propositions de lois soumises au Volksraad, tant celles émanant de lui que celles présentées par d'autres personnes ou par le peuple, doivent, avant leur discussion au Volksraad, être publiées par les soins du président de l'Etat dans le *Staatshourant*, ou dans toutes autres publications qu'il jugerait nécessaires.

ART. 67. — Toutes les propositions de lois qui sont présentées au président de l'Etat doivent être étudiées par le dit président ainsi que par le Raad, avant leur publication, pour juger de la nécessité qu'il y a à les publier.

ART. 68. — Le président de l'Etat soumet au Volksraad ces propositions de lois et charge un fonctionnaire de les expliquer et de les rendre précises.

ART. 69. — Après avoir été informé par le Volksraad que la loi proposée a été acceptée, le président doit faire publier durant un mois la dite loi, deux mois après cette information ; à l'expiration de ce temps de publication, la loi doit entrer en vigueur.

ART. 70. — La loi militaire citée dans l'article 26 ne doit être publiée que sur l'ordre du Président de l'Etat et avec l'assentiment du Raad. Cette loi ne doit être publiée qu'en cas de grand danger, et elle entre immédiatement en vigueur.

L'appréciation de ce grand danger appartient au président de l'Etat ainsi qu'aux membres du Raad, sous leur responsabilité. Le commandant général doit assister aux séances du Raad quand il est discuté des questions ayant trait à la guerre ; il dispose d'une voix.

ART. 70 A. — Le Président de l'Etat a le droit de déclarer la guerre ou de faire la paix, avec le consentement du Raad et en se conformant aux prescriptions de l'article 70 de la Constitution ; mais le Gouvernement doit, avant la déclaration de guerre, s'il en est encore temps, rassembler le Volksraad. La conclusion de la paix doit se faire avec l'approbation du Volksraad, celui-ci devant pour cela être rassemblé aussi vite que possible.

ART. 71. — Le président de l'Etat nomme lui-même les fonctionnaires soit directement, soit sur la proposition des fonctionnaires supérieurs. Tous les fonctionnaires doivent être citoyens électeurs ou avoir des titres suffisants. Pour l'occupation d'un poste dans les finances, ils doivent fournir une caution dont l'importance est fixée par le gouvernement.

ART. 72. — Le président de l'Etat doit se conformer au désir du peuple indiqué par l'article 24.

ART. 73. — Le président de l'Etat doit fournir annuellement, à l'ouverture du Volksraad, un projet de budget de toutes les dépenses et recettes, et ledit budget doit faire connaître la façon dont le déficit sera couvert et l'emploi proposé des excédents de recettes.

ART. 74. — Il doit également fournir au Volksraad un

rapport sur l'exercice de ses fonctions durant l'année écoulée et sur la situation de la République, en un mot sur tout ce qui intéresse le peuple.

ART. 75. — Après examen des listes d'élection des membres du Volksraad, le président de l'Etat doit réunir le Raad chaque année et le premier lundi du mois de mai ; en cas d'urgence, il doit le convoquer dès qu'il est possible.

ART. 76. — Le président de l'Etat publie pendant le mois de juin les noms et les adresses des nouveaux membres élus au Volksraad.

ART. 77. — L'invitation écrite pour la convocation des nouveaux membres doit être portée au domicile desdits membres.

ART. 78. — Le président et un membre du Raad doivent faire une fois par an, si c'est possible, un voyage ou tournée dans les villes et villages de la République où se trouvent les bureaux des Landdrosten ; ils doivent se rendre compte de leur administration et recueillir dans ces bureaux les notes concernant les fonctionnaires.

Durant leur voyage, ils doivent partout fournir aux habitants l'occasion de leur présenter leurs requêtes.

ART. 79. — Le président de l'Etat a le droit de destituer les fonctionnaires sans avoir à en référer au Volksraad, et de les remplacer. Un rapport sur ces mutations doit être fourni par lui durant la session suivante.

ART. 80. — Le président de l'Etat signe lui-même toutes les nominations des fonctionnaires, les instruit ou les fait instruire par des fonctionnaires spéciaux, leur fait prêter serment et leur remet une copie des instructions les concernant, cette copie signée par lui.

ART. 81. — Le président de l'Etat est chargé de la haute surveillance des travaux publics, des postes et télégraphes ; il a en outre, avec les membres du Raad, la surveillance sur les poudrières et l'artillerie de l'Etat.

ART. 82. — La correspondance avec les puissances étrangères doit être dirigée par le président de l'Etat et par le Raad. Les documents écrits doivent être revêtus de sa signature et de celle du secrétaire de l'Etat.

ART. 83. — Le président de l'Etat et le Raad ont le droit de commuer les peines et de gracier les condamnés de droit commun quand le prisonnier implore sa grâce, et après avis favorable de la cour de justice.

ART. 84. — Avant d'entrer dans ses fonctions, le président de l'Etat doit prêter serment dans la forme suivante : « Comme président de l'Etat et du Raad de la République élu, je jure fidélité envers le peuple, d'occuper mes fonctions en me conformant aux lois et au droit en mon âme et conscience, sans égards pour personne, que je ne favoriserai personne, que je n'ai pas fait de présents pour me faire élire, que je n'accepterai de personne présents ou privilèges si je juge que l'intention du solliciteur est d'obtenir une faveur par ce moyen, de me tenir dans les limites de la constitution de la République, et de n'avoir dans mes actions d'autre but que la recherche de l'honneur, de la grandeur et de la prospérité générale des habitants. »

ART. 85. — Le président de la République exerce son pouvoir avec le concours du Raad.

Le président de l'Etat doit avoir comme conseil un Raad composé du général commandant, de deux citoyens électeurs et d'un secrétaire qui ont voix égale. Le surintendant des indigènes est membre *ex officio* du Raad. Le président de l'Etat et les membres du Raad doivent occuper des sièges, mais ne votent pas dans le Volksraad. Le président de l'Etat et du Raad doit avoir le droit de faire assister aux séances du Volksraad les fonctionnaires supérieurs du département auquel se rattachent les questions à traiter durant ces séances, si ces questions présentent

un caractère d'intérêt particulier. Le fonctionnaire supérieur peut alors avoir une voix dans le Raad, prend sa part de responsabilité des décisions prises en séance, et doit les signer avec les membres du Raad (1).

ART. 85 A. — On doit comprendre comme fonctionnaires supérieurs dont il est parlé dans l'article 85 : Le procureur de l'Etat, le trésorier, l'auditeur, le surintendant de l'instruction publique, le surveillant des orphelins, l'archiviste des actes, le géomètre général (Landmesser), le directeur général des postes et le directeur des mines.

ART. 86. — Le président de l'Etat est président du Raad, sa voix entraîne la majorité lorsqu'il y a égalité de voix dans les votes,

Pour le vote d'un projet de déclaration de guerre, ainsi que pour le vote prononçant la peine de mort, l'unanimité des voix est rendue nécessaire.

ART. 87. — Le Raad doit tenir dans son local une séance chaque mois, et doit aussi siéger chaque fois que le président le juge nécessaire.

ART. 87 A. — Le président de l'Etat avec deux membres du Raad forment un « quorum ».

ART. 88. — Toutes les décisions prises par le Raad ainsi que les écrits du président de l'Etat doivent être signés non seulement de lui, mais également du secrétaire de l'Etat. Celui-ci est responsable de ce qui pourrait se produire de contraire aux lois dans les écrits.

ART. 89 — (2). Les deux citoyens électeurs, membres du Raad, dont parle l'article 85, sont élus par le Voolksraad

(1) Cet article est amplifié par l'article 4 de la décision du V. R., en date du 20 juin 1890. (Voir la modification de la constitution du 23 juin 1890.)

(2) Modifié par la décision du V. R. du 20 juin 1890. (Voir modification de la Constitution du 23 juin 1890.)

pour 3 ans. Le général commandant l'est pour 10 ans. Ils doivent être membres de l'église réformée hollandaise, ne jamais avoir eu de condamnation et dépassé l'âge de 30 ans; ils doivent posséder les mêmes qualités que celles mentionnées dans l'article 31 pour les membres du Volksraad.

ART. 91. — Avant d'entrer en fonctions, les membres du Raad et le commandant général devront prêter le serment signé d'eux, devant le Volksraad. Ce serment devra être fait dans les mêmes termes que celui du président de l'Etat et du Raad, modifié seulement dans l'indication du titre appartenant au prêteur de serment. Celui du commandant général doit être conçu dans les termes indiqués à l'art. 108.

ART. 92. — Avant son entrée en fonctions, le secrétaire de l'Etat doit prêter serment et signer devant le Raad. Le Raad doit lui fournir ses ordres par écrit.

ART. 93. — En cas de décision du Volksraad de prendre en considération les plaintes dont parle l'article 34, l'accusation devra être transmise au procureur de l'Etat, afin que celui-ci puisse l'examiner. Si cet examen établit par des preuves que la plainte est fondée, le Volksraad doit prononcer la mise en accusation devant la Haute-Cour de justice en en donnant communication au dit procureur de l'Etat. Cette Haute-Cour de justice doit instruire l'affaire, la juger et publier l'arrêt qu'elle aura rendu ; cet arrêt sera sans appel.

ART. 94. — Si le président de l'Etat ou un membre du Raad se rend coupable d'une infraction aux prescriptions de l'article 87 dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont frappés, suivant l'importance de leur faute, d'une amende variant de 5 à 10 rds.

ART. 95. — Les bureaux du gouvernement devront être ouverts tous les jours, de 10 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, excepté les samedis, les dimanches et les jours fériés.

Du Pouvoir militaire et du Kriegersaad

(CONSEIL DE GUERRE)

ART. 96. — Les forces militaires se composent de tous les hommes valides de cette République. En cas de nécessité, elles s'augmentent de tous les gens de couleur du pays, dont les grands chefs sont soumis à la République.

ART. 96 A. — Outre les citoyens appelés sous les armes en temps de guerre ou de révolution, il existe des forces de police et un corps d'artillerie permanents; le budget de l'Etat réserve chaque année une somme destinée à leur entretien.

ART. 97. — Les hommes appelés sous les armes sont ceux âgés de 16 à 60 ans pour les blancs; les hommes de couleur doivent entrer dans le service de guerre dès qu'ils sont capables de porter les armes.

ART. 98. — La division du territoire de la République en circonscriptions militaires se fait par districts et par Veldkornetschaften. Les limites de chacun de ces districts et Veldkornetschaften sont fixées dans un conseil tenu par le président de l'Etat et du Raad, le général commandant, des commandants et des Veldkorneten. Chaque habitant est soumis au commandement du Veldkornetschaft ou district dans lequel il réside.

ART. 99. — Les soldats sont placés sous le commandement des officiers en suivant la hiérarchie militaire suivante :

« Veldkornet-assistant. »

« Veldkornet. »

« Commandant. »

« Général commandant. »

ART. 100 (1). — Les officiers sont élus à la majorité des voix :

Les Veldkorneten-assistants et les Veldkorneten par les citoyens électeurs de chaque district ;

Les commandants sont également élus par les citoyens électeurs de la République.

Le général commandant l'est par l'ensemble des citoyens de la République.

Les citoyens électeurs prenant part aux élections dites ci-dessus sont ceux ayant atteint l'âge de 18 ans.

Les élections des officiers sont faites sous la surveillance des « Landdrosten » qui font parvenir au Raad les bulletins de vote.

Le Raad est obligé de transmettre au nouvel élu le résultat de l'élection du général commandant.

ART. 101. — Le général commandant est élu pour 10 ans ; les commandants pour 5 ans ; les « Veldkorneten » et les « Veldkorneten-assistants » pour 3 ans.

Ils sont tous rééligibles à l'expiration de leur mandat.

Le général commandant peut être destitué quand il se rend coupable des fautes indiquées dans l'article 65.

ART. 102. — Pour chaque district, on élit deux commandants. Pas plus.

ART. 103. — Les forces militaires, à l'exception des hommes de couleur, peuvent être commandées pour rétablir l'ordre ou en cas de révolution dans l'intérieur du pays ; cette exclusion des hommes de couleur n'a pas lieu quand il s'agit d'assurer la défense du pays et de repousser l'ennemi.

ART. 104. — Les « Veldkorneten-assistants » ainsi que les « Veldkorneten » sont chargés d'assurer le maintien

(1) Modifié par la décision du V. R. du 20 juin 1890. (Voir modifications à la Constitution du 23 juin 1890.)

de l'ordre. Les commandants sont chargés de réprimer les soulèvements des hommes de couleur. Le général en chef est chargé de réprimer les révolutions des blancs du pays. La défense du pays et la poursuite des ennemis du dehors est confiée au général en chef, qui, dans ce cas, a le plus haut commandement sur toutes les forces militaires.

ART. 405. — On entend :

A. — Par maintien de l'ordre :

L'application des lois, la soumission aux ordres reçus et la soumission à toutes les mesures prescrites dans l'intérêt de la nation et de la localité, la surveillance des hommes de couleur et enfin la répression du vagabondage dans les « Veldkornetschaften ».

B. — Par répression du soulèvement des hommes de couleur :

Exiger des chefs des Cafres qu'ils remplissent leurs obligations.

C. — Par répression des révolutions de blancs.

Fournir une force militaire suffisante dans le district révolté.

D. — Par défense du pays contre l'ennemi, soit direction d'une guerre :

L'observation de la loi militaire (voir articles 26 et 70) et l'entrée en campagne à la tête de l'armée.

ART. 106. — Les subalternes reçoivent leurs ordres des officiers supérieurs et des fonctionnaires.

ART. 107. — Avant de prendre possession de leurs charges ou fonctions, tous les officiers, à l'exception du général commandant, doivent prêter serment devant le président de l'Etat et du Raad, conformément à l'article 80; le commandant général doit prêter serment devant le Volksraad, conformément aux articles 91 et 108.

ART. 108. — Ces serments doivent se formuler comme suit :

« Je jure au peuple de cette République entière fidélité dans l'exécution de mes fonctions, conformément aux lois et au droit, en mon âme et conscience et sans distinction de personnes ; que je n'ai pas fait de présents ou promis de faveurs dans le but d'obtenir mon élection ; que je n'accepterai ni présents ni faveurs de personnes dont je pourrais soupçonner l'intention d'obtenir, par ce moyen, des avantages quelconques ; que je me soumettrai aux ordres de mes supérieurs conformément aux lois, et que je n'aurai d'autre objectif que celui d'assurer la prospérité, la grandeur et l'indépendance du pays et du peuple de cette République. » (Pour les serments des Veldkorneten et des Veldkorneten-assistants, voir la loi n° 2, 1883, article 37, p. 1337.)

ART. 109. — Modifié par la loi n° 2, 1883, sur le service militaire. (Art. 11, ff. 1168-1169.)

ART. 110. — Les Veldkorneten doivent fournir tous les trois mois au Landdrost un rapport détaillé sur les événements et comprenant des notes sur leurs subalternes ; ce rapport trimestriel est de rigueur. S'il leur en est demandé un immédiat, ils doivent également le fournir. Pour les faits de guerre (affaires militaires), le Veldkornet est obligé de fournir, outre le rapport au Landdrost, un autre rapport au commandant.

En cas d'infraction à ces prescriptions, il est frappé d'une amende de 10 rds.

ART. 111. — Les commandants envoient les rapports trimestriels qu'ils ont reçus des Veldkorneten, joints à leur propre rapport, au général commandant. Celui-ci fait de même en ajoutant son propre rapport à l'envoi qu'il adresse au président du Raad.

ART. 112. — Modifié par la loi n° 2, 1883 du service militaire. — (Article 28, ff. 1173-1174.)

ART. 113. — *Idem.*

ART. 114 à 118. — *Idem.*

ART. 119. — Les « Veldkorneten » doivent tenir une liste des fonctionnaires de leur district et établir cette liste de façon telle qu'on puisse reconnaître quel est celui d'entre eux qui peut être appelé pour assurer le maintien de l'ordre, dans le sens de l'article 105, afin d'établir un roulement de service pour ces fonctionnaires.

ART. 120. — Les officiers qui, après leur élection, ne voudront pas occuper leur poste et ne fourniront pas des excuses valables, seront frappés des amendes suivantes :

Le Veldkornet, de rds 25

Le commandant, de rds 100

Le général commt, de rds 200

ART. 121. — Le général commandant occupe dans le Raad un siège de membre de ce Raad.

ART. 122. — En campagne, le général commandant est chargé de la surveillance des munitions de guerre de l'Etat. (Voir article 81.)

ART. 123. — Les commandants et les Veldkorneten doivent se soumettre aux ordres du Landdrost en tant que ces ordres sont conformes à la loi de justice.

ART. 124. — Les officiers doivent fournir au Landdrost un état des délits spécifiés dans les articles 109-110 et 120, pour assurer la perception des amendes par ses soins.

ART. 125. — Modifié par l'article 35 de la loi n° 2, 1883 (1175).

ART. 126. — Un mois après la fin de la guerre, le président de l'Etat doit veiller, avec l'ordre des Landdrosten, à la répartition de la part de butin rapporté de la guerre,

entre les blessés grièvement, les veuves et les orphelins.
(Voir aussi l'article 35 de la loi n° 2, 1883.)

Du Pouvoir judiciaire et du prononcé des arrêts.

ART. 127. — Le peuple a confiance dans les jugements rendus par :

A. — La Haute-Cour de justice.

B. — Le « Rondgaand » (tribunal ambulant).

C. — Les « Landdrosten » et les fonctionnaires auxquels la loi confère le pouvoir judiciaire.

Les cours rendent leurs arrêts aussitôt que possible après étude des affaires.

Les juges supérieurs et les juges au criminel doivent bien connaître le droit. Le procureur de l'Etat est chargé du ministère des poursuites officielles, et les accusateurs publics font également ce service, mais sous la direction du procureur.

Les membres des deux premières cours sont inamovibles.

La loi indique comment on peut leur retirer leurs fonctions, soit honorablement soit de façon infamante, en raison de leur mauvaise conduite ou pour cause d'incapacité.

ART. 128. — Les Landdrosten sont proposés par le Raad ; pour chaque place vacante, on soumet au vote des citoyens électeurs deux personnes ayant les qualités requises par la constitution ; ces citoyens électeurs doivent faire leur choix à la majorité des voix dans le délai maximum de deux mois, le résultat du vote devant être communiqué au Raad.

Pour être candidats, les « Landdrosten » doivent avoir joui des droits de citoyens électeurs durant au moins une année avant leur élection. Ils doivent être membres de

l'Eglise réformée hollandaise. Ils ne doivent avoir subi aucune condamnation et avoir atteint l'âge de 30 ans.

ART. 128 A. — Le Landdrost du lieu de résidence du gouvernement doit être proposé par le Raad et élu par le Volksraad. Pour être élu à ce poste, il ne suffit pas seulement d'avoir été quelque temps citoyen de l'Etat. (Voir article 18 de la convention de « Lyndburg. » (L. Loi I. B. P. 138.)

ART. 129. — Aboli par l'appendice aux modifications de 1877 et 1881.

ART. 130. — Les Landdrosten doivent également fournir une caution déterminée par la loi.

ART. 131. — Les jurés doivent être citoyens électeurs, ne jamais avoir subi de condamnation et avoir atteint l'âge de 30 ans.

ART. 132. — Aboli par la décision du Volksraad du 10 juin 1885, article 360.

ART. 133. — Les jurés doivent être appelés de façon à leur laisser 3 jours devant eux, sans compter le temps nécessaire à leur voyage, pour répondre à cet appel.

ART. 134. — Aboli. (Voir article 4. Appendice à la modification de 1881, p. 1026.)

ART. 135. — Les Landdrosten élus qui ne croiraient pas devoir accepter leur poste devront le déclarer au président de l'Etat dans les 30 jours suivant leur élection.

ART. 136. — Si pendant ces 30 jours ils ne produisent pas cette déclaration, on supposera qu'ils auront accepté leurs fonctions.

ART. 137. — Aboli.

ART. 138. — Le juré qui ne répond pas à l'appel dont parle l'article 132 est frappé d'une amende de cent rds, s'ils ne fournit pas des excuses valables, telles que celles spécifiées dans l'article 37.

ART. 139. — Les Landdrosten, avant de prendre possession de leur poste, doivent prêter serment devant le président de l'Etat et les membres du Raad, dans les termes suivants :

« Je jure que je serai fidèle au peuple et aux lois de cette République ; que je ferai régulièrement mon service sans égards pour les personnes, conformément aux lois et en mon âme et conscience ; que je n'accepterai de personne ni présents ni faveurs si je pense que leur offre m'est faite pour obtenir de moi une faveur dans l'exercice de mes fonctions ; que, en dehors de mes attributions de juge, j'agirai toujours en observant les ordres de mes supérieurs conformes aux lois ; qu'en général je n'aurai d'autre but que la recherche du droit et le maintien de l'ordre pour la grandeur, la prospérité et l'indépendance de l'Etat et du peuple.

ART. 140. — La forme du serment pour les jurés, dans les affaires criminelles, est la suivante : Ensemble et chacun séparément ils jurent qu'ils jugeront en leur âme et conscience de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé et qu'ils prononceront leur sentence d'après les preuves établies et avec l'assistance de Dieu.

ART. 141. — Aboli par l'article 5 de la loi n° 1, 1874.

ART. 142. — Aboli (art. 6, même loi).

ART. 143. — Aboli par l'article 127 de la même loi.

ART. 144. — Aboli.

ART. 145. — Les Veldkorneten doivent, s'il est possible, accorder les parties entre elles dans leurs différends et éviter autant que possible les procès.

C'est pourquoi chacun aura la faculté de citer la personne avec laquelle il est en différend à comparaître, dans un temps fixé par le Veldkornet, devant ce dernier.

Les deux parties devront payer, d'après le tarif, au Veldkornet, le montant des frais.

ART. 146. — Aboli par la loi n° 1, 1874, et par décret de la Haute-Cour de justice.

ART. 147. — Aboli par la loi n° 2, 1871, et n° 8, 1883.

ART. 148. — Aboli, comme l'article 146.

ART. 149. — Toutes les sentences, dans les affaires civiles ou criminelles, doivent être publiées et exécutées au nom du peuple de la République Sud-Africaine.

Les condamnations, pour les blancs de cette république qui se sont rendus coupables de crimes, sont les suivantes :

La prison ;

Les travaux forcés, avec ou sans chaîne, suivant la nature des crimes ;

La déportation ou bannissement ;

La mort.

Pas un seul blanc ne peut être puni de châtimens corporels, si ce n'est expressément indiqué dans l'arrêt.

ART. 150. — Aboli par la loi n° 6, 1886, article 2.

ART. 151. — Aboli par la loi n° 1, 1874, article 34 et n° 6, 1885, article 8.

ART. 152. — Aboli par la loi n° 8, 1883.

ART. 153. — Les accusateurs doivent payer les frais en cas d'acquittement des prévenus. En cas d'appel devant le tribunal des « Landdrosten » le coût des frais est de 5 rds. Si le prévenu est alors reconnu coupable, l'accusateur sera remboursé du montant des frais payés par lui.

ART. 154. — Quand les parties requièrent la copie du jugement, celle-ci leur est fournie par les clercs ; chaque page doit contenir 25 lignes et chaque ligne se composer de 12 syllabes. Les clercs doivent compter pour chaque page 2 sch. 4 stub.

ART. 155. — Aboli par la loi n° 8, 1883.

ART. 156. — Si, espérant avoir gain de cause, quelqu'un n'a pas les moyens de déboursier les frais du procès, il doit

adresser une demande au Landdrost de la cour devant laquelle son affaire doit être jugée ; cette cour doit lui donner l'autorisation de poursuivre son procès en l'exonérant des frais de procédure, dans les cas suivants :

A. — S'il présente une déclaration écrite de son Veldkornet et de deux de ses voisins attestant son indigence.

B. — Si la cour a constaté, après enquête préalable et avoir entendu la partie adverse, que ses prétentions sont bien fondées. (Voir article 63.)

ART. 157. — Les sessions des cours de justice doivent se tenir comme suit :

Chez les « Landdrosten », chaque jour, de 10 heures du matin à 3 heures de l'après-midi ;

Pour les cours supérieures, suivant les publications faites et en raison des nécessités.

ART. 158. — Aboli.

ART. 159. — Aboli.

ART. 160. — En cas d'absence d'un Landdrost aux heures prescrites dans l'article 157, celui-ci est frappé d'une amende de 1 à 50 rds, suivant la gravité du cas, s'il ne fournit pas des excuses valables indiquées dans l'article 38.

ART. 161. — Le clerc s'absentant de ses fonctions sans fournir des excuses valables peut être suspendu temporairement, sur l'ordre du Landdrost ou des « Heemraden », mais le président de l'Etat et du Raad doit être informé de cette suspension. Un autre clerc doit être mis à la place du destitué, après avoir prêté serment dans les termes indiqués à l'article 140.

ART. 162. — Aboli, car les appendices concernant les jurés ont été modifiés par l'article 211 de la décision du V. R. en date du 14 juin 1869.

ART. 163. — Les cours de justice indiquées dans l'ar-

ticle 143, doivent instruire toutes les affaires criminelles et prononcer leurs arrêts comme suit :

1^o La cour des « Landdrosten » : En cas de violation des lois ou de trouble de l'ordre public, etc., passibles seulement de peines de trois mois de prison, avec ou sans amende, jusqu'à 100 rds.

2^o La cour des « Landdrosten » et des « Heemraden » : En cas de mauvaise conduite pour délits passibles de peines jusqu'à trois ans de prison, avec ou sans travaux forcés et amendes jusqu'à 500 rds.

3^o La Haute-Cour de justice : En cas de crimes, d'homicides ou autres plus graves que les précédents entraînant des peines plus élevées.

ART. 164. — L'intention du législateur ayant été de rendre la justice égale pour tous, les tribunaux devront toujours rechercher l'application des peines prononcées dans un esprit d'égalité et en raison de la gravité des crimes, attendu qu'une même peine peut être, suivant la situation des condamnés, plus ou moins dure ou légère pour chacun d'eux.

ART. 165. — Aboli.

ART. 166. — Aboli par la loi n^o 1, 1874, et par la loi judiciaire.

ART. 167. — Aboli par la loi n^o 1, 1873, et par l'article 2 de la loi n^o 6, 1885.

ART. 168. — Les cours de justice doivent instruire et juger les affaires aussitôt que possible.

ART. 169. — Le clerc et le Landdrost doivent tenir un registre des affaires soumises à la cour par les diverses parties ; ce registre doit toujours être à jour.

ART. 170. — Aboli. (Procédure civile et jurisprudence de la Haute-Cour de justice.)

Du Pouvoir administratif et des fonctionnaires.

ART. 171. — Le pouvoir administratif ou administration intérieure est conféré par le Raad, sous la haute direction du président de l'Etat et du Raad.

ART. 172. — Ce pouvoir est réparti entre les fonctionnaires désignés par la loi.

ART. 173. — Pour cette raison, le territoire de l'Etat est divisé en districts d'après les villes et villages. Les modifications apportées dans la répartition de ces districts se font en se conformant à l'article 98 de l'ancienne constitution.

ART. 174. — Chaque district est administré par un « Landdrost » aidé des fonctionnaires prévus par la loi. En conséquence, les commandants et les « Veldkorneten » de ces districts sont subordonnés aux dits « Landdrosten ».

ART. 174 A. — Il peut être créé des « Raad » de district ou administrations de villes ou villages, si la population le désire. A la tête de chaque district est un « Landdrost » qui est membre *ex officio* du « Raad de district ». Ce Raad doit être élu par les citoyens de ce district et doit compter autant de membres qu'il y a de Veldkorneten dans ce district.

ART. 174 B. — Les « Raad de district » sont chargés de l'entretien des routes nationales et des travaux d'utilité publique dans leur district, ainsi que de toutes les attributions que leur accorde la loi.

ART. 174 C. — A l'exception des émoluments fixés par la loi, tous les autres frais de l'administration sont supportés par le district. Un budget annuel de recettes et dépenses doit être établi par le « Raad du district » et soumis à l'approbation du « Raad ». Un rapport sur l'exercice doit

également être fourni chaque année, signé par le Raad du district et soumis à l'approbation annuelle du Raad.

Aucune perception d'impôt ne peut être faite sans l'autorisation préalable du Volksraad.

ART. 174 D. — A la tête de chaque administration de ville ou village reconnue par la loi sont placés un bourgmestre et une assemblée municipale de 6 à 8 membres, suivant le nombre des habitants.

Tous les frais résultant de ces administrations sont supportés par chaque ville ou village.

Chaque perception d'impôt faite par l'administration des villes ou villages doit être autorisée par la loi.

Pour les budgets et rapports locaux, les prescriptions sont les mêmes que celles de l'article précédent concernant les districts.

ART. 175. — Toutes les publications doivent être faites dans le journal *Staatscourant* et doivent être communiquées au peuple par les Veldkorneten en rassemblant la population.

ART. 176. — Tous les fonctionnaires sont tenus de répondre, aussitôt que possible, à toutes les communications officielles qui leur sont faites et aux demandes qui leur sont adressées.

ART. 177. — Les « Veldkorneten » doivent tenir une liste exacte de tous les habitants qui partent ou changent de domicile, de tous les décès qui se produisent dans la population et de tous les hommes blancs ayant atteint l'âge de 16 ans.

ART. 178. — Aboli par la loi n° 8, 1888, concernant la tenue des marchés dans la République Sud-Africaine.

ART. 179, 180, 181. — Abolis comme le précédent.

ART. 182. — Aboli par la loi n° 1, 1885, concernant le règlement des enchères.

ART. 183. — Aboli par la loi n° 1, 1886, sur l'amélioration des postes.

ART. 184. — Aboli par la loi n° 12, 1870, concernant le règlement sur les administrations d'orphelinats et réglementation des successions.

ART. 185. — Tous les commerçants ambulants qui pénètrent sur le territoire de l'Etat ne peuvent faire leur commerce qu'après avoir obtenu une licence du bureau du Landdrost, signée par celui-ci.

ART. 186. — Il n'est pas permis aux personnes pénétrant dans la République de s'établir dans un lieu non habité du territoire sans avoir obtenu une autorisation du gouvernement de cet Etat.

ART. 187. — « Les Landdrosten » sont chargés de la surveillance des villes et des villages qui ne sont pas administrés par des Conseils de villes ou villages, ainsi que de celle des fonctionnaires subalternes, pour assurer l'expédition régulière des affaires.

Des Finances de l'Etat.

ART. 188. — Les revenus de l'Etat et les impôts sur les habitants sont réglementés par la loi.

ART. 189. — Aboli par des lois et ordonnances postérieures.

ART. 190. — Aboli par la loi n° 5, 1887, ordonnances sur la vente des vins et alcools sur le territoire de la République Sud-Africaine.

ART. 191. — Aboli par la loi n° 5, 1882.

ART. 192. — Aboli par l'article 8 de la loi n° 1, 1885, réglementation des enchères.

ART. 193. — Aboli par des lois postérieures sur la vente des boissons.

ART. 194. — Toutes les propriétés et immeubles appartenant aux habitants sont garantis comme propriété fixe par le gouvernement de la République ; mais ledit gouvernement a le droit de faire passer des chemins nationaux dans lesdites propriétés, si cela a lieu dans l'intérêt général ; voir aussi les articles 318 et 319 des 26 et 27 novembre 1868.

ART. 195. — Aboli par décision du V. R. du 26 novembre 1868, article 318.

ART. 196. — Aboli par la loi n° 10, 1885, et la loi n° 6, 1886, concernant le recouvrement des impôts directs.

ART. 197. — Aboli par décision du V. R. du 27 juin 1887, article 1311.

ART. 198. — Les propriétaires d'immeubles non habités dans la République et résidant à l'étranger doivent payer pour chacun de ces immeubles une double taxe durant le temps de leur non-habitation.

ART. 199. — Les charges de chaque « Erf » sur les villages devront être fixées par les lois, là où les habitants ne seront pas imposés pour l'eau.

ART. 200. — Aboli par la loi n° 8, 1888, concernant la tenue des marchés.

ART. 201. — Tous les placers (Platz) doivent être mesurés et recensés, remis 6 mois après la vente, et le paiement du « droit » de propriété doit être fait dans le délai de 6 mois. En cas de non-paiement dans ce délai, ce droit doit être doublé. Les placers peuvent être cédés par le premier propriétaire à d'autres.

ART. 202. — Aboli par la loi sur la vente des alcools.

ART. 203-204. — *Idem*.

ART. 205. — Lepaiement des impôts par le peuple doit être effectué dans les bureaux des Landdrosten de district,

s'il n'y a pas d'autres fonctionnaires désignés par la loi pour leur perception.

ART. 206. — Aboli par les lois postérieures, instructions générales de 1882, etc.

ART. 207-208-209. — *Idem.*

ART. 210. — Aboli par la décision du V. R. du 27 novembre 1868, article 319.

ART. 211-212-213-214. — *Idem.*

ART. 215. — Tous les « placers » non recensés et dont l'achat est demandé doivent l'être aussitôt que possible.

ART. 216. — Tout propriétaire de « placer » ou acheteur peut requérir un géomètre (en dehors des inspecteurs) pour mesurer les « placers » et les porter sur le « cadastre ».

ART. 217. — Aboli par la loi n° 13, 1886, concernant la commission de recensement pour les géomètres.

ART. 218. — Aucun fonctionnaire de l'Etat ne peut plaider devant les tribunaux, si ce n'est pour ses affaires personnelles.

ART. 219. — Aboli.

ART. 220. — Toutes lois et décisions antérieures contraires à la présente loi sont annulées.

SUPPLÉMENT. — Aboli. Les appointements des fonctionnaires sont fixés chaque année par le budget.

Après approbation par le comité du « Raad » des nouvelles lois de l'Etat, il a résolu qu'elles seraient communiquées, le mardi 16 février, au peuple assemblé qui devra les accepter et les approuver, et les publier ensuite, pour permettre au « Volksraad » de faire valoir toute opposition légale contre un ou plusieurs articles.

La présente loi, en tant que loi de l'Etat, doit entrer immédiatement en vigueur, conformément à l'article 10 du « Kriegersaad » tenu à Rustenburg, le 2 février 1858.

Ainsi décidé le 2 février 1858 par les membres officielle-

ment élus du comité du Raad qui ont signé conformément à l'article 1^{er} de ladite décision.

Rustenburg, le 13 février 1858.

Bureau du « Landdrost » :

M. W. PRÉTORIUS, *président*.

M. SCHÆMAN, *général commandant*.

(Suivent les signatures du président et des membres du comité du Raad.)

Après avoir étudié et remanié la constitution, le « Volksraad » l'approuve à l'unanimité, mais avec restriction des conditions dont parle l'article 10 de la décision du « Kriegersraad » du 2 février 1858. (Voir aussi l'art. 19 des décisions du « Volksraad » du 16 et du 19 février 1858.)

(Suivent les signatures des membres du « Volksraad ».)

Suivant décision du Volksraad, article 708, du 27 juin 1887, la présente loi fondamentale (constitutionnelle) de la République a été publiée avec les autres lois constitutionnelles antérieures dans le *Staatscourant* du 27 février 1889, cette loi portant la date du 12 février 1889,

MODIFICATION A LA CONSTITUTION

(Du 23 Juin 1890)

(Décision du « Volksraad », articles 443 à 448 d. d. 20 juin 1890.)

En raison de la création de deux « Volksraad » et de la modification des règlements sur les élections, il paraît indispensable de modifier les attributions et le pouvoir du président de l'Etat et des autres fonctionnaires supérieurs.

Il est résolu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 56 (1) de la constitution est modifié comme suit :

Le pouvoir exécutif est conféré au président de l'Etat, qui est responsable de ses fonctions devant le « premier Volksraad ». Il est élu pour 5 ans par les citoyens électeurs au « premier Volksraad ». Il est rééligible à l'expiration de son mandat.

Pour être élu, il doit avoir atteint l'âge de 30 ans, doit être membre d'une église protestante et n'avoir subi aucune condamnation.

ART. 2. — Les mots : « Et le commandant en chef par tous les citoyens électeurs de la République. Par citoyens électeurs, on entend ceux qui ont atteint l'âge de 18 ans », qui se trouvent dans l'article 98 (2) de la constitution, sont remplacés par les suivants : « Tout citoyen qui a atteint l'âge de 16 ans a le droit de vote dans l'élection des « Veldkorneten assistants », des « Veldkorneten » et des « Commandants ». Le général commandant est élu par le vote des citoyens ayant le droit de vote pour les élections des membres du « premier Volksraad ».

ART. 3. — L'article 88 (3) est modifié comme suit :

Les deux citoyens électeurs ou membres du Raad, dont parle l'article 82 (4), sont élus pour 3 ans par le « premier Volksraad » ; le général commandant l'est pour 10 ans. Ils doivent avoir le droit de voter pour l'élection au « premier Volksraad », être membres d'une église protestante, n'avoir jamais subi de condamnations et avoir atteint l'âge de 30 ans.

(1) Cet article porte le n° 61 dans l'ancienne constitution.

(2) Cet article porte le n° 100 dans l'ancienne constitution.

(3) Cet article porte le n° 89 dans l'ancienne constitution.

(4) Au n° 85 dans l'ancienne constitution.

ART. 4. — L'article 83 (1) est augmenté du texte suivant :

Pour être élu aux fonctions de « surintendant des indigènes » et à celles de « chef des mines », on doit avoir les qualités requises pour être éligible au « premier Volksraad ».

ART. 5. — La présente loi entre en vigueur en même temps que la loi concernant la création de la représentation nationale consistant en deux « Volksraad ».

S.-J.-P. KRUGER,

PRÉSIDENT DE L'ÉTAT.

Dr W.-J. LEYDS,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Prétoria, le 23 juin 1890,

BUREAU DU GOUVERNEMENT.

LOI

Concernant la création de la représentation nationale en deux « Volksraad ».

ARTICLE PREMIER. — Le pouvoir de créer les lois est conféré à une représentation nationale consistant en un « premier » et un « second » Volksraad.

ART. 2. — Le « Premier Volksraad » a le pouvoir le plus élevé de l'Etat, tel que l'avait le « Volksraad » avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Ce « Premier Volksraad » doit, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, être constitué comme l'était auparavant le « Volksraad ». Dès ce moment, cette assemblée doit changer son nom de « Volksraad » en celui de « Premier Volksraad ». Les membres de l'ancien « Volksraad » sont aussi membres du

(1) Cet article se trouve au n° 85 de l'ancienne constitution.

« Premier Volksraad » et, à partir dudit moment, doivent être appelés « Membres du Premier Volksraad ».

Toutes les lois et prescriptions relatives au Volksraad » doivent rester applicables au « Premier Volksraad », y compris les modifications qui y seront apportées postérieurement.

ART. 3. — Le « Premier Volksraad » et le « Second Volksraad » sont réunis une fois par an. Leurs sessions ordinaires doivent s'ouvrir le premier lundi du mois de mai, sous la présidence du président du « Premier Volksraad ». Des sessions peuvent avoir lieu aussi souvent que le nécessite l'intérêt de l'Etat, convoquées par le président de l'Etat.

ART. 4. — Le « Second Volksraad » doit avoir autant de membres que le « Premier Volksraad ». Le nombre des membres pour les deux Volksraad est fixé par le « Premier Volksraad ».

ART. 5. — Chacun des membres des deux Volksraad doit prêter serment devant le président avant son entrée en fonctions ; les termes de ce serment sont les suivants :

« Elu comme membre du « Premier (ou du Second) Volksraad » de cette République, je jure que je n'ai fait aucun présent pour me faire élire ; que je serai fidèle au peuple et à sa liberté ; que j'agirai dans l'observation des lois de la République, en mon âme et conscience, et que je n'aurai pour unique but que la recherche de la grandeur, la prospérité et le bonheur des habitants ».

ART. 6. — Les membres du « Second Volksraad » doivent être élus de la même façon que ceux du « Premier Volksraad ».

ART. 7. — Les membres du « Second Volksraad » sont soumis aux mêmes règlements, ont les mêmes devoirs relatifs au mode de proposition des lois et sont sujets, lors

de leur élection, aux mêmes conditions que ceux du « Premier Volksraad ».

ART. 8. — Les membres du « Second Volksraad », sont élus pour 4 ans.

Dans la première session du « Second Volksraad » on procédera au tirage au sort des membres devant faire partie de la 2^e catégorie, c'est-à-dire de ceux dont le mandat expire au bout de la deuxième année.

ART. 9. — Les membres du « Premier Volksraad » sont élus par les citoyens électeurs en possession de leurs droits de vote au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et ayant l'âge de 16 ans.

Le droit d'élection pour le « Premier Volksraad » peut être obtenu par ceux qui étaient candidats au « Second Volksraad » pendant dix ans ; les conditions plus précises seront publiées après décision du Volksraad et réglées par des lois futures.

ART. 10. — Les membres du « Second Volksraad » sont élus par tous les citoyens ayant atteint l'âge de 16 ans.

ART. 11. — Personne ne peut poser sa candidature au second Volksraad et au premier Volksraad en même temps, ni à la fois dans plusieurs districts de vote.

ART. 12. — Les membres de chacun des deux Volksraad ne peuvent être entre eux père et fils, ni beau-père et beau-fils.

ART. 13. — Pas un seul officier ou fonctionnaire ayant un traitement annuel ou mensuel ne peut poser sa candidature à l'un des Volksraad.

ART. 14. — Les hommes de couleur, les bâtards, les personnes de mauvaise conduite ou celles ayant subi des condamnations infamantes, les banqueroutiers non réhabilités ou insolvables, de n'importe quelle provenance, ne peuvent être membres de l'un des Volksraad.

ART. 15. — Pour occuper un siège dans le premier Volksraad, les membres élus doivent avoir atteint l'âge de 30 ans, appartenir à une église protestante, habiter le territoire de la République, y avoir des propriétés et être en possession des droits de citoyen avant la mise en vigueur de la présente loi, ou les avoir obtenus en raison de leur naissance après cette mise en vigueur, ou encore posséder le droit de candidature au premier Volksraad, conformément au deuxième paragraphe de l'article 9.

ART. 16. — Pour occuper un siège dans le second Volksraad, les membres élus doivent avoir atteint l'âge de 30 ans, avoir eu, pendant deux années antérieurement à leur élection, les droits d'électeur, être membres d'une église protestante, habiter dans la République et y posséder des biens.

ART. 17. — Chaque Volksraad élit son président dans son sein.

ART. 18. — Chaque Volksraad élit dans son sein un secrétaire proposé par le Raad.

ART. 19. — Chaque Volksraad doit valider lui-même, d'après les lois, les élections de ses membres.

ART. 20. — Chaque Volksraad doit avoir un règlement des assemblées donnant la marche des affaires et indiquant les attributions de son président.

ART. 21. — Le président de l'Etat et les membres du Raad doivent avoir un siège dans chacun des Volksraad; ils pourront assister aux séances, mais ne pourront émettre leurs voix.

ART. 22. — Le quorum pour chacun des Volksraad sera atteint par le chiffre de 12 voix.

Si le second Volksraad n'atteint pas le quorum, le secrétaire doit en informer de suite le premier Volksraad.

ART. 23. — Les sessions des deux Volksraad doivent être publiques, si la majorité, pour des cas spéciaux, ne prononce pas le huis clos.

ART. 24. — Chaque Volksraad doit tenir un registre de procès-verbaux de ses séances et publier leur compte rendu régulièrement, dans le *Staatscourant*, à l'exception de celui des séances à huis clos; ce dernier compte rendu peut être publié par décision du premier Volksraad, soit en entier, soit en partie.

ART. 25. — Chaque Volksraad a le droit de punir ses membres pour leurs infractions.

Chaque Volksraad a le droit de prononcer l'exclusion d'un de ses membres de la séance à la majorité des deux tiers de l'assemblée.

ART. 26. — On doit donner au peuple trois mois pour juger une loi proposée par un des deux » Volksraad »; il est fait exception des lois devant avoir une mise en vigueur immédiate.

ART. 27. — Le second « Volksraad » doit avoir le droit de légiférer ou de réglementer ce qui suit :

- 1° L'état des mines;
- 2° La création de l'entretien des grandes routes et des chemins de poste;
- 3° L'administration des postes;
- 4° L'administration du télégraphe et du téléphone;
- 5° Les brevets d'invention, dépôt d'échantillons et marques de fabrique;
- 6° Les droits d'auteurs;
- 7° L'exploitation et l'entretien des forêts et des mines de sel;
- 8° Les mesures contre les épidémies;
- 9° Les statuts, droits et obligations des Sociétés;
- 10° Les insolvabilités (faillites);

11° Les procès au civil;

12° Les procès au criminel;

13° Toutes les affaires fixées par le « premier Volksraad », soit par décisions, soit par des lois ou qu'il lui impose expressément.

ART. 28. — Toutes les lois ou décisions votées par le second « Volksraad » doivent être soumises à l'approbation du « premier Volksraad », ainsi qu'à celle du président de l'Etat, dans un délai maximum de quarante-huit heures.

ART. 29. — Le président de l'Etat doit faire parvenir au « premier Volksraad », dans les quatorze jours qui suivent leur réception, toutes les communications de lois ou décisions du « second Volksraad ».

Le président de l'Etat est toujours obligé ne communiquer au « premier Volksraad » la réception des dites lois ou décisions à lui transmises par le « deuxième Volksraad ».

ART. 30. — Si le président de l'Etat n'a pas, dans ce délai de quatorze jours, communiqué la loi ou la décision du « second Volksraad » au « premier Volksraad », conformément aux prescriptions de l'article 29, ou si le « Volksraad » n'a pas pris à l'étude, durant ces quatorze jours, les dites lois ou décisions, ledit président de l'Etat est obligé de publier cette loi ou décision, dans le numéro suivant du *Staatscourant*; il peut ne pas le faire, s'il juge que la publication de ces lois ou décisions est contraire à l'intérêt de l'Etat, mais dans ce cas il doit avoir l'assentiment du « Raad ».

Si le « premier Volksraad » a clos sa session durant les dits quatorze jours, la publication dans le *Staatscourant* ne se fait que huit jours après l'ouverture de la session suivante du « premier Volksraad ».

ART. 31. — Nulle loi ou décision votée par le « second Volksraad » ne peut entrer en vigueur avant sa publication, faite par le président de l'Etat, dans le *Staatscourant*.

ART. 32. — La puissance légale d'une loi ou d'une décision après leur publication dans le *Staatscourant* faite par le président de l'Etat ne peut aucunement être contestée; le peuple conserve le droit de la critiquer.

ART. 33. — La présente loi entrera en vigueur deux mois après la publication qui en sera faite dans le *Staatscourant*.

S.-J.-P. KRUGER.

PRÉSIDENT DE L'ÉTAT.

D^r V.-J. LEYDS,

SECRÉTAIRE DE L'ÉTAT.

BUREAU DU GOUVERNEMENT,
Prétoria, le 23 juin 1890.

MODIFICATION A LA LOI N^o 7

DE 1882

Concernant la réglementation du droit d'élection

DÉCISION DU VOLKERAAD, ARTICLE 461

D. D. 23 JUIN 1890.

Par suite de la mise en vigueur de la loi sur la représentation du peuple consistant en deux Volksraad, il est devenu indispensable de faire à la loi n^o 7 de 1882 (loi de réglementation des droits d'élection des citoyens de la République Sud-Africaine) les modifications suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Le premier article de la loi n° 7 de 1882 est modifié comme suit :

Pour avoir le droit d'élection dans la République, on doit être citoyen sous les conditions ci-après :

A. — Pour être citoyen, il faut être né sur le territoire de la République ou s'être fait naturaliser. Pour être électeur, on doit avoir atteint l'âge de 16 ans.

B. — Les personnes nées hors de la République et venues de l'Etranger peuvent obtenir les droits de citoyen et devenir citoyens après avoir présenté leur acte de naturalisation, duquel il est parlé plus loin, et avoir prêté serment.

C. — Le serment de ces personnes, fait devant les fonctionnaires désignés, doit l'être dans les termes ci-après :
« Moi jusqu'à présent.
. né. désire devenir
citoyen de la République Sud-Africaine, et, ayant rempli
les formalités légales de la naturalisation, je renonce à tous
les devoirs d'obéissance et de fidélité envers les souverains
étrangers, aux chef d'états et royaumes, tout spécialement
envers le souverain ou le chef d'état ou de royaume dont
j'ai été sujet jusqu'à ce jour ; et, en qualité de citoyen, je
jure fidélité et obéissance au gouvernement, aux lois et au
peuple de la République Sud-Africaine. »

D. — Les étrangers obtiennent leur naturalisation en fournissant un certificat du Landdrost ou du Veldkornet de leur district, qui établit qu'ils ont résidé au moins deux années dans le pays, et qu'ils ont fait preuve de fidélité et d'obéissance envers les lois du pays durant ce laps de temps, et enfin qu'ils sont inscrits, depuis deux ans au moins, dans les listes des Veldkorneten.

La demande de naturalisation est présentée au gouvernement par le « Veldkornet » ou par le « Landdrost » avec les pièces à l'appui obligatoires ; elle est ensuite transmise par le gouvernement au procureur de l'Etat qui, après

l'avoir reconnue en règle, la renvoie au « Raad » ; le « Raad » établit l'acte de naturalisation et reçoit le serment de l'intéressé ou le fait recevoir par une personne déléguée à cet effet.

Les droits de naturalisation se montent à 5 livres sterling.

E. — Les personnes qui sont forcées, par le gouvernement, à se faire naturaliser, pour des cas extraordinaires, n'ont pas besoin d'avoir résidé dans le pays durant deux années, ni d'avoir fait faire leur inscription chez le « Veldkornet » ; pour être admises à la naturalisation, elles n'ont aucun droit à payer.

ART. 2. — L'article 3 de la loi susnommée est modifié comme suit :

Les citoyens dont parle l'article précédent, ayant leur droit de vote obtenu, peuvent faire inscrire leur nom chez le « Veldkornet » comme étant électeurs, en fournissant les preuves de leur droit de citoyen et de leur droit de vote.

ART. 3. — L'article 9 de la loi susnommée est modifié comme suit :

Chaque « Veldkornet » est tenu de faire connaître annuellement, par une liste, durant les mois de novembre et de décembre, les noms de tous les électeurs de son district; cette liste devra faire ressortir ceux des citoyens ayant le droit de vote pour le « premier Volksraad ».

Il doit faire publier les noms des nouveaux inscrits, sur la demande de ceux-ci.

ART. 4. — La présente loi entrera en vigueur deux mois après sa publication dans le *Staatscourant*.

S.-J.-P. KRUGER,

PRÉSIDENT DE L'ÉTAT.

Dr V.-J. LEYES,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

Prétoria, le 23 juin 1890.

BUREAU DU GOUVERNEMENT.

APPENDICE II

CONVENTION DE LONDRES

27 Février 1884

ARTICLE PREMIER. — Le territoire de la République Sud-Africaine est compris entre les frontières suivantes, à savoir :

(Suit la description de la ligne de frontière.)

ART. 2. — Le gouvernement de la République Sud-Africaine doit strictement adhérer à la définition de ses frontières faites dans l'article premier de la présente convention ; il doit empêcher ses habitants de faire aucun empiètement sur les terres d'au delà des dites frontières. Le gouvernement de la République Sud-Africaine doit désigner des commissaires pour les frontières est et ouest, ayant pour mission de se tenir en garde strictement contre toutes irrégularités et toutes violations de ces frontières. Le gouvernement de Sa Majesté doit, si c'est nécessaire, désigner des commissaires dans les territoires indigènes en dehors des limites est et ouest de la République Sud-Africaine, afin de maintenir l'ordre et d'empêcher tout empiètement.

Le gouvernement de Sa Majesté et le gouvernement de la République Sud-Africaine doivent chacun désigner une personne pour procéder, conjointement, à la surveillance d'en dehors de la frontière sud-ouest, comme décrite dans l'article premier de la présente convention ; et le président de l'Orange Free State devra demander la nomination d'un arbitre à qui les susdites personnes devront soumettre

toutes les questions sur lesquelles elles pourraient être en différend, relativement à l'interprétation dudit article ; la décision rendue sur ces différends sera définitive. L'arrangement déjà intervenu, d'après les termes de l'article 9 de la convention de Prétoria, du 3 août 1881, entre les propriétaires des fermes de « Grootfontein » et « Valleifontein » d'une part, et les autorités de « Baroloug » d'autre part, suivant lequel une partie déterminée de l'eau fournie aux dites fermes, à courant non troublé, devra être accordée audit « Baroloug », continuera à être valable.

ART. 3. — Si un officier anglais est désigné pour résider à Prétoria ou dans un autre lieu dans l'intérieur de la République Sud-Africaine, pour y remplir des fonctions analogues à celles d'agent consulaire, il devra obtenir aide et protection de la République.

ART. 4. — La République Sud-Africaine ne pourra conclure aucun traité ni arrangement avec un autre Etat ou nation autre que l' « Orange Free State », ni avec aucune tribu indigène vers l'est ou l'ouest de la République, sans avoir préalablement soumis celui-ci à l'approbation de Sa Majesté la Reine. Cette approbation devra être considérée comme étant donnée, si le gouvernement de Sa Majesté n'a pas, dans les six mois suivant la réception de la copie de ce traité (laquelle doit être envoyée de suite après l'établissement dudit traité), notifié que la conclusion de ce traité est contraire à l'intérêt de la Grande-Bretagne ou à l'intérêt de l'une des possessions de Sa Majesté dans le Sud de l'Afrique.

ART. 5. — La République Sud-Africaine sera responsable de l'équilibre du restant de la dette sur les dettes pour lesquelles elle était responsable à la date de l'annexion, à savoir : « The Cape Commercial Bank Loan », « The Railway Loan » et « The Orphan Chamber Debt », lesquelles

dettes devront être une première charge sur les revenus de la République.

La République Sud-Africaine sera, en outre, responsable envers le gouvernement de Sa Majesté pour une somme de £ 250.000, grevant en deuxième lieu les revenus de la République.

ART. 6. — Les dettes reconnues comme dit ci-dessus, porteront intérêt à 3 1/2 pour cent à compter de la date de la ratification de la présente convention et seront remboursables par paiements annuels d'intérêts et d'amortissement de six livres et neuf pence par cent livres, lesquelles devront éteindre la dette en vingt-cinq années, lesdits paiements de 6 livres 9 pence par 100 £., payables par semestre au cours anglais, à la fin de chaque demi-année, à compter de la date de cette ratification, pourvu toujours que la République Sud-Africaine soit libre, à la fin de chaque semestre, de rembourser en entier ou en partie la dette arriérée.

L'intérêt au taux de 3 1/2 pour cent sur la dette fixé par la convention de Prétoria devra, comme jusqu'à présent, être payé à la date de la ratification de la présente convention.

ART. 7. — Toutes les personnes qui ont été propriétaires dans le Transvaal à la date du 8 août 1881 et le sont encore continueront à jouir des droits de propriété dont ils ont joui depuis le 12 avril 1877.

Nulle personne étant restée fidèle à Sa Majesté durant le cours des dernières hostilités ne devra être molestée en raison de cette fidélité, ni être passible de poursuites criminelles ou d'action civile pour avoir pris part à ces hostilités. Toutes ces personnes devront avoir entière liberté de résider dans le pays, avec jouissance de tous leurs droits civils et avoir droit à la protection sur leur personne et sur leurs biens.

ART. 8. — La République Sud-Africaine renouvelle la déclaration qu'elle a faite dans la convention de Sand River et dans la convention de Prétoria que l'esclavage ne sera pas toléré par le gouvernement de la République.

ART. 9. — La liberté absolue des cultes ainsi que la protection contre toutes nature de contrariétés y seront maintenues en tant que cette liberté ne sera pas contraire à la morale et au bon ordre ; on ne devra prononcer aucune interdiction du droit de propriété contre des personnes à cause de leurs opinions religieuses.

ART. 10. — L'officier anglais désigné pour résider dans la République Sud-Africaine recevra toujours du gouvernement de la dite République assistance dans les mesures de précaution et d'entretien qu'il prendra pour assurer la préservation des tombes des soldats de Sa Majesté morts dans le Transvaal, et, si ces tombes le requièrent, pour l'aménagement d'un terrain dans ce but.

ART. 11. — Tous les concessions et titres émanant du gouvernement du Transvaal, de n'importe quelle époque, relatifs à des territoires du dehors des frontières de la République Sud-Africaine définies dans l'article premier, doivent être considérés comme nuls et sans effet, excepté dans le cas où les dits titres ou concessions seraient relatifs à des territoires compris entre les frontières de la République Sud-Africaine ; toute personne possédant une de ces concessions ainsi annulées et devenues sans effets devra recevoir du gouvernement de la République Sud-Africaine une compensation soit en terrain, soit en argent, que devra fixer le « Volksraad ». Dans tous les cas où des chefs indigènes ou autres autorités de hors des frontières susindiquées auront reçu du gouvernement de la République Sud-Africaine une récompense suffisante pour un territoire retiré au Transvaal par l'article premier de la

présente convention, ou dans les cas d'améliorations apportées dans les terrains, le haut commissaire devra recevoir des autorités indigènes une compensation équitable à la perte du terrain ou à l'amélioration permanente de ces terrains.

ART. 12. — L'indépendance des Swazis dans la ligne des frontières des « Swazi-Land », telle qu'elle est définie à l'article premier de la présente convention, devra être entièrement reconnue.

ART. 13. — Excepté en raison des conséquences d'un traité ou d'un arrangement passé dans les conditions prévues par l'article 4 de la présente convention, aucun droit nouveau ou plus élevé ne pourra être imposé sur l'importation dans la République Sud-Africaine de tous articles provenant de quelque partie que ce soit du domaine de Sa Majesté plutôt que sur les mêmes articles étant ou pouvant être imposés qui proviendraient de tout autre lieu ou contrée ; il ne pourra être maintenu ou imposé de prohibition sur l'importation dans la République Sud-Africaine d'un article provenant d'une partie quelconque du domaine de Sa Majesté, si la dite prohibition ne s'étendait pas de même aux mêmes articles provenant d'autres villes ou contrées ; de même, un égal traitement doit être accordé aux articles provenant de la Grande-Bretagne et entrant dans la République Sud-Africaine qu'à ceux provenant de tout autre lieu ou contrée.

Ces précautions ne doivent pas exclure les arrangements spéciaux plus avantageux qui pourraient se conclure pour les droits d'importation et les relations commerciales entre la République Sud-Africaine et toutes les colonies ou possessions de Sa Majesté.

ART. 14. — Toutes les personnes, autres que les indigènes, se conformant aux lois de la République Sud-Africaine :

a) Auront toute liberté, avec leur famille, de pénétrer, traverser ou résider dans une partie quelconque de la République Sud-Africaine.

b) Elles auront la faculté de louer ou posséder des maisons, manufactures, entrepôts, boutiques et locaux ;

c) Elles pourront exercer leur commerce soit en personne soit par les agents qu'elles croiront devoir employer ;

d) Elles ne peuvent être assujetties soit pour leur personne soit pour leurs biens, ou en raison de leur commerce ou industrie, à d'autres taxes, générales ou locales, que celles qui sont ou pourront être imposées aux citoyens de ladite République.

ART. 15. — Toutes personnes autres que les indigènes, qui, ayant fixé leur domicile dans le Transvaal entre le 12 avril 1877 et le 8 août 1881 et qui, dans les douze mois suivant la date ci-dessous, ont eu leurs noms inscrits par le résident anglais, seront exempts de tout service militaire obligatoire quelconque.

ART. 16. — Une mesure de prévoyance pourra être prisé postérieurement, par acte séparé, pour la mutuelle extradition des criminels et aussi pour la reddition des déserteurs des troupes de Sa Majesté.

ART. 17. — Les dettes contractées entre le 12 avril 1877 et le 8 août 1881 seront remboursables aux mêmes cours que ceux auxquels elles furent contractées.

ART. 18. — Nulle concession de terrain qui aurait été faite ni aucun transfert ou hypothèque qui aurait été passé entre les 12 avril 1877 et 8 août 1881 ne seront infirmés pour la seule raison d'avoir été faits ou passés entre ces dates.

Tous les transferts confiés au « British secretary for native affairs » par des indigènes devront rester valables, un employé de la République Sud-Africaine prenant la place de ce « secrétaire aux affaires indigènes ».

ART. 19. — Le gouvernement de la République Sud-Africaine s'engagera sincèrement à remplir les assurances données, conformément aux lois de la République Sud-Africaine, aux indigènes, dans le « Prétoria Pitso » par la commission royale, en présence du triumvirat et avec son plein consentement :

1) Soit celle de la liberté pour les indigènes d'acheter ou acquérir des terrains sous certaines conditions ;

2) Soit celle de fixer une Commission pour désigner les emplacements des indigènes ;

3) Soit celle sur l'accès des indigènes devant les tribunaux ;

4) Soit celle leur allouant la faculté de se déplacer librement dans le pays ou leur permettant de le faire, pour tout motif légal, en se servant d'un passeport.

ART. 20. — La présente convention sera ratifiée par le « Volksraad » de la République Sud-Africaine dans une période de six mois après sa passation et, à défaut de cette ratification, la dite Convention sera nulle et sans effet.

Signé en double à Londres, le 27 février 1884.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français.*
BAR. — *Theorie und Praxis des internationalen Privatrechts*, 1890.
BLUNTSCHLI. — *Théorie générale de l'Etat. — Le Congrès de Berlin et sa portée au point de vue du droit international.*
CALVO (C.). — *Le Droit international théorique et pratique*, 1887-1838.
DESPAGNET (Frantz). — *Précis de droit international privé.*
— *Essais sur les protectorats*, 1896.
ENGELHARDT. — *Considérations historiques et juridiques sur les protectorats.*
FIORE. — *Diritto internazionale privato*, 1888.
KLUBER. — *Le Droit des gens moderne de l'Europe*, 1874.
GRAD. — *Le Peuple allemand.*
F. DE MARTENS. — *Traité de droit international.*
PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de droit international public européen et américain*, 1885-1890.
WHEATON. — *Eléments du droit international.*
COCKBURN. — *Nationality of the law relative subjects and aliens.*
CUTBER. — *The law of naturalisation as emended by the naturalisation act of 1870.* Londres, 1871.
FISHER. — *The Transvaal and the Boers*, 1896.
HOFMEYR. — *Die Buren and Jamesons Einfall in Transvaal*, Brême, 1894.
JORISSEN. — *Erinnerungen an Transvaal*, 1876-1896. (Traduit par A. Seidel, Berlin 1898.)
KLÖSSEL. — *Verfassung und Verwaltung der Sud-afrikanischen Freistaaten.* Leipzig, 1896.
PAUL PIC. — *Influence de l'établissement d'un protectorat sur les traités antérieurement conclus avec des puissances tierces par l'état protégé.* (Revue générale de droit international public, 1896.)

- PAUL PIC. — *Vue d'ensemble sur le droit des gens en 1895, d'après les périodiques français. (Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence, 1897.)*
- WILHELM. — *Théorie juridique des protectorats. (Journal de droit international privé, 1890.)*
- STENGEL. — *La Constitution et l'administration des colonies allemandes. (Revue du droit public, 1895.)*
-

- DUBOIS (M.) — *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs, 1895.*
- EGERTON (H.-E.) — *A short history of British colonial policy, 1897.*
- GIRAULT (A.) — *Principes de colonisation et de législation coloniale, 1895.*
- GRESWEL (W.-P.) — *The growth and administration of the British colonies, 1898.*
- LEHMAN (K.) — *Kolonialgesellschaftsrecht in Vergangenheit und Gegenwart, 1896.*
- LEROY-BEAULIEU (P.) — *De la colonisation chez les peuples modernes, 1898.*
- SEELEY (J.) — *The expansion of England, 1883.*
- WHITE (A.-S.) — *The development of Africa, 1892.*
- AUBERT (G.) — *L'Afrique du Sud, 1898.*
- BORDEAUX (A.) — *Rhodésie et Transvaal, 1898.*
- BRYCE (J.) — *Impressions of South Africa, 1897.*
- CHURCHILL (Lord Randolph). — *Men, Mines, and Animals in South Africa, 1892.*
- COLQUHAM (A.-R.) — *Matabeleland, the War and our present position in South Africa, 1893.*
- LINCOLN FANGYE (H.) — *In new South Africa, 1896.*
- MATHERS (E.-L.) — *Zambezia, 1891.*
- MERMEIX. — *Le Transvaal et la Chartered, 1897.*
- NOBLE (J.) — *Official Handbook of the Cape and South Africa, 1893.*
- PURVIS and BIGGS. — *South Africa, its peoples progress and problems, 1896.*

WILMOT (A.) — *The story of the expansion Southern Africa*, 1894.

WORSFOLD (W.-B.) — *South Africa, A study in colonial administration and development*, 1897.

BÉRANGER (P.) — *Le Transvaal et la Chartered* (Correspondant, 1896.)

The Colonial Office hist. Harrison, London.

The Statesman's Year Book, Macmillan, Londres.

The Hazell's Annual. Hazell, Londres.

Statistical Abstract for the several colonial and other possessions of the United Kingdom in each year. Wyman, Londres.

Economiste Français. MM. P. Leroy-Beaulieu et Chailley-Bert.

Nouveau dictionnaire d'économie politique, L. Say.

Encyclopædia of the law of England, by A. Wood-Renton, 1897.

Official Handbook of the Cape,

Transvaal almanach by Yeppe.

Handbook to South Africa by Silver and Co.

Argus Annual.

Hertslet's commercial Treaties,

Statesman's year Book.

Natal Directory.

LIVRES BLEUS SUR LE TRANSVAAL

NUMÉROS OFFICIELS	DATES DE L'ÉDITION	OBJETS
—	Aug. 1899	S. African Republic, State's Correspondence.
C. 9518	Aug. 1899	R. African Republic, Further Corresponding relating to proposed political reforms (with text of new franchise law).
C. 9415	July 1899	Further corresp. relating to political reforms.
C. 9404		Further corresp. relating to political reforms.
C. 9345	June 1899	Papers relating to the complaints of British subjects.
C. 9343	June 1899	Correspondence relative to claim of S. African Republic for damages on account of Dr. Jameson's raid.
C. 9317	May 1899	Corresp. relating to the explosive Monopoles in the S. African Republic.
C. 8423	Apr. 1897	Correspondence relating to affairs in the S. African Republic.
C. 8346	Feb. 1897	Correspondence relating to affairs in the S. African Republic.
C. 8159	July 1896	Correspondence relating to affairs in the S. African Republic.
C. 8063	Apr. 1896	Correspondence relating to affairs in the S. African Republic.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I^{er}.

	Pages
Historique	5
SECTION 1 ^{re} . Les Origines	5
— 2. La Conquête anglaise.	8
— 3. L'Emigration Boer.	14
— 4. La République Sud-Africaine	18
— 5. Les Conventions de Prétoria 1881 et de Londres 1884.	31

CHAPITRE II.

De la souveraineté en général et de la prétendue suzeraineté de l'empire britannique sur la République Sud-Africaine. .	41
SECTION 1 ^{re} . De la souveraineté en générale, Etats mi-souve- rains, Etats vassaux, Etats protégés.	41
— 2. De la prétendue suzeraineté de l'empire britan- nique sur la République Sud-Africaine.	56

CHAPITRE III.

De la nationalité et de la naturalisation en général; de la franchise au Transvaal	75
SECTION 1 ^{re} . De la nationalité et de la naturalisation en général.	75
— 2. De la franchise et de la question des uitlanders au Transvaal	87
CONCLUSIONS	109
APPENDICE I. Constitution de la République Sud-Africaine .	115
Du Volksraad	118
Modification à la Constitution	147
Loi concernant la création de la représentation nationale en deux « Volksraad »	149
Modification à la loi n° 7	155
APPENDICE II. Convention de Londres (27 février 1884) . . .	159
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	167

33.565 — Lyon, imprimerie du *Salut Public*, rue Molière, 71.
